COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE
DU DIFFÉREND FRONTALIER

(BÉNIN/NIGER)

ARRÊT DU 12 JUILLET 2005

2005

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING
THE FRONTIER DISPUTE

(BENIN/NIGER)

JUDGMENT OF 12 JULY 2005

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE
DU DIFFÉREND FRONTALIER

(BÉNIN/NIGER)

ARRÊT DU 12 JUILLET 2005

2005

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING
THE FRONTIER DISPUTE

(BENIN/NIGER)

JUDGMENT OF 12 JULY 2005

Mode officiel de citation:
Différend frontalier (Bénin/Niger), arrêt, C.I.J. Recueil 2005, p. 90

Official citation:
Frontier Dispute (Benin/Niger), Judgment, I.C.J. Reports 2005, p. 90

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-071012-6

N° de vente: **902**
Sales number

12 JUILLET 2005

ARRÊT

DIFFÉREND FRONTALIER
(BÉNIN/NIGER)

FRONTIER DISPUTE
(BENIN/NIGER)

12 JULY 2005

JUDGMENT

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

2005
12 juillet
Rôle général
n° 125

ANNÉE 2005

12 juillet 2005

AFFAIRE DU DIFFÉREND FRONTALIER

(BÉNIN/NIGER)

Cadre géographique — Contexte historique.

*Droit applicable — Principe de l'*uti possidetis juris *— Tracé de la frontière devant être établi par référence à la situation physique à laquelle le droit colonial français s'est appliqué, telle qu'elle existait à la date des indépendances — Conséquences de ce tracé sur le terrain devant s'apprécier par rapport aux réalités physiques contemporaines — Prise en considération des documents et cartes postérieurs à la date des indépendances dans le cadre de l'application du principe de l'*uti possidetis juris *— Valeur juridique des effectivités postcoloniales.*

Place du droit colonial (droit français d'outre-mer) — Compétences des autorités coloniales pour la création et la suppression de colonies et de subdivisions territoriales.

Evolution du statut juridique des territoires en cause.

Principaux documents pertinents aux fins du règlement du différend.

Matériau cartographique — Valeur probante des cartes.

* *

Tracé de la frontière dans le secteur du fleuve Niger et appartenance des îles du fleuve à l'une ou l'autre des Parties.

Examen des actes réglementaires et administratifs invoqués par les Parties.

Arrêté du 23 juillet 1900 du gouverneur général de l'AOF et décret du 20 décembre 1900 du président de la République française ne fixant pas les limites du troisième territoire militaire — Arrêté de 1900 n'ayant pas situé la limite intercoloniale sur la rive gauche du fleuve Niger — Lettre en date du 27 août 1954 de M. Raynier, gouverneur par intérim du Niger — Contexte de cette lettre — Lettre ne pouvant pas être considérée comme une confirmation autorisée d'une limite préétablie — Prétention du Bénin selon laquelle ladite lettre constituerait, avec l'arrêté du 23 juillet 1900, un titre juridique à l'appui de ses thèses ne pouvant être accueillie.

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 2005

2005
12 July
General List
No. 125

12 July 2005

CASE CONCERNING THE FRONTIER DISPUTE

(BENIN/NIGER)

Geographical context — Historical background.

Applicable law — Principle of uti possidetis juris *— Course of the boundary to be determined by reference to the physical situation to which French colonial law was applied, as that situation existed at the dates of independence — Consequences of that course on the ground to be assessed in relation to present-day physical realities — Relevance of documents and maps posterior to dates of independence for purposes of applying the* uti possidetis juris *principle — Legal value of post-colonial* effectivités.

Place of colonial law (French droit d'outre-mer*) — Powers of colonial authorities to create and abolish colonies and territorial subdivisions.*

Evolution of legal status of territories concerned.

Principal documents relevant to the settlement of the dispute.

Cartographic materials — Value of maps as evidence.

* *

Course of boundary in River Niger sector and the question of to which Party the islands in the river belong.

Examination of regulative and administrative acts invoked by the Parties.

Arrêté *of 23 July 1900 of the Governor-General of French West Africa (AOF) and decree of 20 December 1900 of the President of the French Republic did not fix the boundaries of the third military territory —* Arrêté *of 1900 did not locate the intercolonial boundary on the left bank of the River Niger — Letter of 27 August 1954 from Mr. Raynier, Governor* ad interim *of Niger — Context of that letter — Letter cannot be seen as authoritative confirmation of a previously established boundary — Benin's contention that the said letter, in conjunction with the decree of 23 July 1900, constitutes a legal title substantiating its claims cannot be upheld.*

Arrêtés des 8 décembre 1934 et 27 octobre 1938 du gouverneur général de l'AOF — Arrêtés n'ayant pas situé la limite intercoloniale dans le fleuve — Prétention du Niger selon laquelle lesdits arrêtés constitueraient un titre juridique à l'appui de ses thèses ne pouvant être accueillie.

Absence de preuve de l'existence d'un titre fixant la limite à l'époque coloniale — Rapport juridique entre titre et effectivités.

Examen des effectivités invoquées par les Parties — Effectivités antérieures à 1954 — Lettre de l'administrateur adjoint Sadoux en date du 3 juillet 1914 et modus vivendi *— Termes du* modus vivendi *ayant été dans l'ensemble respectés jusqu'en 1954 — Ile de Lété ayant été administrée par le Niger — Iles situées en face de Gaya ayant été administrées par le Dahomey — Situation moins claire entre 1954 et la date critique — Administration de l'île de Lété n'ayant pas été transférée au Dahomey ou reprise par celui-ci durant cette période.*

Frontière entre les Parties suivant le chenal navigable principal du fleuve Niger tel qu'il existait à la date des indépendances et passant à gauche des trois îles situées en face de Gaya — Répartition des îles du fleuve suivant cette frontière.

*

Emplacement précis de la ligne frontière dans le chenal navigable principal — Ligne des sondages les plus profonds telle qu'elle existait à la date des indépendances.

Levés hydrographiques et topographiques effectués sur le fleuve au fil des ans — Lit du fleuve étant relativement stable — Rapport produit en 1970 par l'entreprise NEDECO constituant la source de renseignements la plus utile sur la situation existant à la date critique — Frontière entre les Parties suivant la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable principal du fleuve Niger telle qu'elle résulte de ce rapport, et étant constituée, face à Gaya, par la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable gauche, sauf au niveau de l'île de Kata Goungou, où elle passe à gauche de l'île — Coordonnées des points par lesquels passe la frontière.

Détermination de l'appartenance de chacune des îles du fleuve au Bénin ou au Niger — Réserve concernant les droits privés détenus sur les îles.

*

Tracé de la frontière sur les ponts reliant Gaya et Malanville — Compétence de la Chambre pour déterminer ce tracé — Frontière sur ces ponts suivant le tracé de la frontière dans le fleuve.

* *

Tracé de la frontière dans le secteur de la rivière Mékrou.

Examen des documents invoqués par les Parties — Décret du 2 mars 1907 ayant procédé à une délimitation dans ce secteur — Décret du 1er mars 1919 constitutif de la colonie de la Haute-Volta n'ayant pas implicitement abrogé ou modifié le décret de 1907 — Arrêté du 31 août 1927 et erratum du 15 octobre 1927 définissant la limite entre les colonies de la Haute-Volta et du Niger — Textes relatifs à la création de réserves de chasse et de parcs nationaux dans la région « du W du Niger ».

Matériau cartographique.

Arrêtés *of 8 December 1934 and 27 October 1938 of the Governor-General of the AOF — Did not locate the intercolonial boundary in the river — Niger's contention that said* arrêtés *constitute a legal title substantiating its claims cannot be upheld.*

No evidence of existence of a title determining the boundary in the colonial period — Legal relationship between title and effectivités.

Consideration of effectivités *relied on by the Parties —* Effectivités *prior to 1954 — Letter from* administrateur adjoint *Sadoux of 3 July 1914 and* modus vivendi *— Terms of* modus vivendi *generally respected until 1954 — Island of Lété administered by Niger — Islands opposite Gaya administered by Dahomey — Situation less clear between 1954 and critical date — Administration of island of Lété not transferred to or taken over by Dahomey during this period.*

Boundary between the Parties follows the main navigable channel of the River Niger as it existed at the dates of independence and passes to the left of the three islands opposite Gaya — Attribution of islands in the river according to this boundary.

*

Precise location of boundary line in the main navigable channel — Line of deepest soundings as it existed at the dates of independence.

Hydrographic and topographic surveys of the river over the course of time — Riverbed relatively stable — NEDECO report of 1970 the most useful source of information on the situation at the critical date — Boundary between the Parties follows the line of deepest soundings of the main navigable channel of the River Niger as it appears in that report and to be constituted opposite Gaya by the line of deepest soundings of the left navigable channel, except in the vicinity of the island of Kata Goungou, where it passes to the left of that island — Co-ordinates of the points through which the boundary passes.

Determination of which of the islands in the river belong to Benin and which to Niger — Determination without prejudice to private law rights in respect of the islands.

*

Course of the boundary on the bridges between Gaya and Malanville — Chamber's jurisdiction to determine that boundary — Boundary on the bridges to follow the course of the boundary in the river.

* *

Course of the boundary in the River Mekrou sector.

Consideration of the documents relied on by the Parties — Decree of 2 March 1907 effected a delimitation in this sector — Decree of 1 March 1919 creating the colony of Haute-Volta did not implicitly abrogate or amend the decree of 1907 — Arrêté *of 31 August 1927 and erratum of 15 October 1927 defining the boundary between the colonies of Haute-Volta and Niger — Instruments concerning the creation of game reserves and national parks in the "Niger W" area.*

Cartographic materials.

Ligne définie en 1907 ne correspondant plus à la limite intercoloniale à la date critique — Décret de 1907 n'ayant été ni expressément abrogé ou modifié ni supplanté par un autre texte — Compétence du gouverneur général de l'AOF pour fixer les limites des cercles et, partant, pour préciser celles des colonies dans le cas où les limites d'un cercle sont aussi celles d'une colonie — Principe de l'uti possidetis juris *impliquant la prise en considération de la manière dont les titres étaient interprétés et appliqués par les autorités publiques compétentes de la puissance coloniale — Rivière Mékrou considérée comme la limite intercoloniale à la date critique.*

Frontière entre les Parties étant constituée par la ligne médiane de la rivière Mékrou.

ARRÊT

Présents: M. RANJEVA, *vice-président de la Cour, président de la Chambre*; MM. KOOIJMANS, ABRAHAM, *juges*; MM. BEDJAOUI, BENNOUNA, *juges* ad hoc; M. COUVREUR, *greffier*.

En l'affaire du différend frontalier,

entre

la République du Bénin,

représentée par

S. Exc. M. Rogatien Biaou, ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine,

comme agent;

S. Exc. M. Dorothé C. Sossa, garde des sceaux, ministre de la justice, de la législation et des droits de l'homme,

comme coagent;

S. Exc. M. Euloge Hinvi, ambassadeur de la République du Bénin auprès des pays du Benelux,

comme agent adjoint;

Me Robert Dossou, avocat au barreau du Bénin, ancien bâtonnier, doyen honoraire de la faculté de droit de l'Université d'Abomey-Calavi,

M. Alain Pellet, professeur de droit à l'Université de Paris X-Nanterre, membre et ancien président de la Commission du droit international,

M. Jean-Marc Thouvenin, professeur de droit à l'Université de Paris X-Nanterre, avocat au barreau de Paris, associé du cabinet Lysias,

M. Mathias Forteau, professeur de droit à l'Université Lille 2 et à l'Institut d'études politiques de Lille,

comme conseils et avocats;

M. Francis Lokossa, directeur des affaires juridiques et des droits de l'homme du ministère des affaires étrangères et de l'intégration africaine,

comme conseiller spécial;

Line of 1907 no longer corresponded to the intercolonial boundary at the critical date — Decree of 1907 was never expressly abrogated or amended or superseded by another text — Power of the Governor-General of AOF to fix the boundaries of cercles *and, hence, to determine those of colonies where the boundaries of a* cercle *are also those of a colony —* Uti possidetis juris *principle requires that account be taken of the manner in which titles were interpreted and applied by the competent public authorities of the colonial Power — River Mekrou regarded as intercolonial boundary at the critical date.*

Boundary between the Parties constituted by the median line of the River Mekrou.

JUDGMENT

Present: *Judge* RANJEVA, *Vice-President of the Court, President of the Chamber*; *Judges* KOOIJMANS, ABRAHAM; *Judges* ad hoc BEDJAOUI, BENNOUNA; *Registrar* COUVREUR.

In the case concerning the frontier dispute,

between

the Republic of Benin,

represented by

H.E. Mr. Rogatien Biaou, Minister for Foreign Affairs and African Integration,

as Agent;

H.E. Mr. Dorothé C. Sossa, Keeper of the Seals, Minister of Justice, Legislation and Human Rights,

as Co-Agent;

H.E. Mr. Euloge Hinvi, Ambassador of the Republic of Benin to the Benelux countries,

as Deputy Agent;

Maître Robert Dossou, Avocat at the Benin bar, former Bâtonnier, Honorary Dean of the Law Faculty, University of Abomey-Calavi,

Mr. Alain Pellet, Professor of Law, University of Paris X-Nanterre, member and former Chairman of the International Law Commission,

Mr. Jean-Marc Thouvenin, Professor of Law, University of Paris X-Nanterre, Avocat at the Paris Bar, partner in the Lysias law firm,

Mr. Mathias Forteau, Professor of Law at the University of Lille 2 and at the Lille Institute of Political Studies,

as Counsel and Advocates;

Mr. Francis Lokossa, Director of Legal Affairs and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs and African Integration,

as Special Adviser;

M. François Noudegbessi, secrétaire permanent de la commission nationale de délimitation des frontières,
M. Jean-Baptiste Monkotan, conseiller juridique du président de la République du Bénin,
M. Honoré D. Koukoui, secrétaire général du ministère de la justice, de la législation et des droits de l'homme,
M. Jacques Migan, avocat au barreau de Cotonou, conseiller juridique du président de la République du Bénin,
M^me^ Héloïse Bajer-Pellet, avocat au barreau de Paris, cabinet Lysias,
M. Luke Vidal, juriste, cabinet Lysias,
M. Daniel Müller, juriste, chercheur au Centre de droit international de Nanterre (CEDIN),
M^me^ Christine Terriat, juriste, cabinet de M^e^ Robert M. Dossou,
M. Maxime Jean-Claude Hounyovi, économiste, cabinet de M^e^ Robert M. Dossou,
M. Edouard Roko, premier secrétaire de l'ambassade de la République du Bénin auprès des pays du Benelux,

comme conseillers;

M. Pascal Lokovi, expert cartographe,

M. Clément C. Vodouhe, expert historien,

comme conseils et experts;

M^me^ Collette Tossouko, secrétaire à l'ambassade de la République du Bénin auprès des pays du Benelux,

comme secrétaire,

et

la République du Niger,

représentée par

S. Exc. M^me^ Aïchatou Mindaoudou, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine,

comme agent;

S. Exc. M. Maty El Hadji Moussa, ministre de la justice, garde des sceaux,

comme coagent;

S. Exc. M. Souley Hassane, ministre de la défense nationale;
S. Exc. M. Mounkaïla Mody, ministre de l'intérieur et de la décentralisation;
M. Boukar Ary Maï Tanimoune, directeur des affaires juridiques et du contentieux au ministère des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine,

comme agent adjoint, conseiller juridique et coordonnateur;

M. Jean Salmon, professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles,

comme conseil principal;

M. Maurice Kamto, professeur à l'Université de Yaoundé II,
M. Gérard Niyungeko, professeur et ancien vice-recteur à l'Université du Burundi, ancien président de la Cour constitutionnelle du Burundi,
M. Amadou Tankoano, professeur à l'Université Abdou Moumouni de Niamey,
M. Pierre Klein, professeur à l'Université libre de Bruxelles,

comme conseils;

Mr. François Noudegbessi, Permanent Secretary, National Commission for the Delimitation of Boundaries,
Mr. Jean-Baptiste Monkotan, Legal Adviser to the President of the Republic of Benin,
Mr. Honoré D. Koukoui, Secretary General, Ministry of Justice, Legislation and Human Rights,
Mr. Jacques Migan, Avocat at the Cotonou Bar, Legal Adviser to the President of the Republic of Benin,
Ms Héloïse Bajer-Pellet, Avocat at the Paris Bar, Lysias law firm,
Mr. Luke Vidal, lawyer, Lysias law firm,
Mr. Daniel Müller, lawyer, Researcher at the Centre de droit international de Nanterre (CEDIN),
Ms Christine Terriat, lawyer, Maître Robert M. Dossou law firm,
Mr. Maxime Jean-Claude Hounyovi, Economist, Maître Robert M. Dossou law firm,
Mr. Edouard Roko, First Secretary, Embassy of the Republic of Benin to the Benelux countries,

as Advisers;

Mr. Pascal Lokovi, Cartographer,

Mr. Clément C. Vodouhe, Historian,

as Counsel and Experts;

Ms Collette Tossouko, Secretarial Assistant, Embassy of the Republic of Benin to the Benelux countries,

as Secretary,

and

the Republic of Niger,

represented by

H.E. Ms Aïchatou Mindaoudou, Minister for Foreign Affairs, Co-operation and African Integration,

as Agent;

H.E. Mr. Maty El Hadji Moussa, Minister of Justice, Keeper of the Seals,

as Co-Agent;

H.E. Mr Souley Hassane, Minister of National Defence;
H.E. Mr. Mounkaïla Mody, Minister of the Interior and Decentralization;
Mr. Boukar Ary Maï Tanimoune, Director of Legal Affairs and Litigation, Ministry of Foreign Affairs, Co-operation and African Integration,

as Deputy Agent, Legal Adviser and Co-ordinator;

Mr. Jean Salmon, Professor Emeritus, Université libre de Bruxelles,

as Lead Counsel;

Mr. Maurice Kamto, Professor, University of Yaoundé II,
Mr. Gérard Niyungeko, Professor and former *Vice-Recteur*, University of Burundi, former President of the Constitutional Court of Burundi,
Mr. Amadou Tankoano, Professor, Abdou Moumouni University, Niamey,
Mr. Pierre Klein, Professor, Université libre de Bruxelles,

as Counsel;

M. Sadé Elhadji Mahamane, conservateur en chef des bibliothèques et archives, membre de la commission nationale des frontières,
M. Amadou Maouli Laminou, magistrat, chef de section au ministère de la justice,
S. Exc. M. Abdou Abarry, ambassadeur de la République du Niger auprès du Royaume des Pays-Bas,
M. Abdelkader Dodo, hydrogéologue, maître assistant à la faculté des sciences de l'Université Abdou Moumouni de Niamey,
M. Belko Garba, ingénieur géomètre principal, membre de la commission nationale des frontières,
M. M. Hamadou Mounkaïla, ingénieur géomètre principal, chef de service au secrétariat permanent de la commission nationale des frontières,
M. Idrissa Y Maïga, conservateur en chef des bibliothèques et archives, directeur des archives nationales, membre de la commission nationale des frontières,
M. Mahaman Laminou, directeur général de l'Institut géographique national du Niger, membre de la commission nationale des frontières,
M. Mahamane Koraou, secrétaire permanent de la commission nationale des frontières,
M. Soumaye Poutia, magistrat, conseiller technique au cabinet du premier ministre,
Colonel Yayé Garba, secrétaire général du ministère de la défense nationale,
M. Moutari Laouali, gouverneur de la région de Dosso,

comme experts;

M. Emmanuel Klimis, assistant de recherche au centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles,
M. Boureima Diambeïdou, ingénieur géomètre principal,
M. Bachir Hamissou, assistant administratif,
M. Ouba Adamou, ingénieur géomètre principal, Institut géographique national du Niger,

comme assistants de recherche;

M. Salissou Mahamane, agent comptable,
M. Adboulsalam Nouri, secrétaire principal,
M^me^ Haoua Ibrahim, secrétaire,
M. Amadou Gagéré, agent administratif,
M. Amadou Tahirou, agent administratif,
M. Mamane Chamsou Maïgari, journaliste, directeur de la *Voix du Sahel*,
M. Goussama Saley Madougou, cameraman à la télévision nationale,
M. Ali Moussa, journaliste à l'agence nigérienne de presse,
M. Issoufou Guéro, journaliste,

comme personnel administratif et technique,

LA CHAMBRE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE constituée pour connaître de l'affaire susmentionnée,

ainsi composée,

après délibéré en chambre du conseil,

rend l'arrêt suivant:

1. Par une lettre de notification conjointe datée du 11 avril 2002 et déposée au Greffe de la Cour le 3 mai 2002, la République du Bénin (dénommée ci-

Mr. Sadé Elhadji Mahamane, Chief Curator of Libraries and Archives, member of the National Boundaries Commission,
Mr. Amadou Maouli Laminou, Magistrat, Head of Section at the Ministry of Justice,
H.E. Mr. Abdou Abarry, Ambassador of the Republic of Niger to the Kingdom of the Netherlands,
Mr. Abdelkader Dodo, Hydro-geologist, Lecturer at the Faculty of Sciences, Abdou Moumouni University, Niamey,
Mr. Belko Garba, Chief Surveyor, member of the National Boundaries Commission,
Mr. M. Hamadou Mounkaïla, Chief Surveyor, Head of Department, Permanent Secretariat of the National Boundaries Commission,
Mr. Idrissa Y Maïga, Chief Curator of Libraries and Archives, Director of National Archives, member of the National Boundaries Commission,
Mr. Mahaman Laminou, Director-General of the National Geographical Institute of Niger, member of the National Boundaries Commission,
Mr. Mahamane Koraou, Permanent Secretary to the National Boundaries Commission,
Mr. Soumaye Poutia, Magistrat, Technical Adviser to the Office of the Prime Minister,
Colonel Yayé Garba, Secretary General of the Ministry for National Defence,
Mr. Moutari Laouali, Governor of the Region of Dosso,

as Experts;

Mr. Emmanuel Klimis, Research Assistant at the Centre for International Law, Université libre de Bruxelles,
Mr. Boureima Diambeïdou, Chief Surveyor,
Mr. Bachir Hamissou, Administrative Assistant,
Mr. Ouba Adamou, Chief Surveyor, National Geographic Institute of Niger,

as Research Assistants;

Mr. Salissou Mahamane, Accountant,
Mr. Adboulsalam Nouri, Principal Secretary,
Ms Haoua Ibrahim, Secretary,
Mr. Amadou Gagéré, Administrative Officer,
Mr. Amadou Tahirou, Administrative Officer,
Mr. Mamane Chamsou Maïgari, journalist, Director of *Voix du Sahel*,
Mr. Goussama Saley Madougou, cameraman for national television,
Mr. Ali Moussa, journalist with the Niger Press Agency,
Mr. Issoufou Guéro, journalist,

as Administrative and Technical Staff,

THE CHAMBER OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE formed to deal with the above-mentioned case,

composed as above,

after deliberation,

delivers the following Judgment:

1. By a joint letter of notification dated 11 April 2002, filed in the Registry of the Court on 3 May 2002, the Republic of Benin (hereinafter "Benin") and the

après le «Bénin») et la République du Niger (dénommée ci-après le «Niger») ont fait tenir au greffier une copie certifiée conforme d'un compromis signé à Cotonou le 15 juin 2001 et entré en vigueur le 11 avril 2002, par lequel les gouvernements de ces deux Etats sont convenus de soumettre à une chambre de la Cour un différend concernant «la délimitation définitive de l'ensemble de leur frontière».

2. Le texte du compromis du 15 juin 2001 est le suivant:

«Le Gouvernement de la République du Bénin et le Gouvernement de la République du Niger, ci-après dénommés les «Parties»;

Considérant que, par l'accord signé le 8 avril 1994, entré provisoirement en vigueur à la date de sa signature, ratifié respectivement par le Bénin le 17 juillet 1997 et par le Niger le 1er février 2001, et entré définitivement en vigueur le 15 juin 2001, date d'échange des instruments de ratification, les deux gouvernements ont procédé à la création de la commission mixte paritaire de délimitation de leur frontière;

Considérant qu'en dépit de six sessions de négociations au sein de ladite commission, les experts des deux Etats ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur le tracé de la frontière commune;

Considérant que selon l'article 15 de l'accord du 8 avril 1994 précité,

«les Parties contractantes conviennent de soumettre tous différends ou litiges nés de l'application ou de l'interprétation du présent accord à un règlement par voie diplomatique, ou aux autres modes de règlement pacifique prévus par les Chartes de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies»;

Désireux de parvenir dans les meilleurs délais au règlement du différend frontalier qui les oppose en se fondant sur les dispositions de la Charte ainsi que sur les résolutions de l'Organisation de l'unité africaine et de soumettre la question de la délimitation définitive de l'ensemble de leur frontière à la Cour internationale de Justice, ci-après dénommée «la Cour»;

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Constitution d'une chambre de la Cour internationale de Justice

1. Les Parties soumettent le différend défini à l'article 2 ci-dessous à une chambre de la Cour, ci-après désignée «la Chambre», constituée conformément aux dispositions du Statut de la Cour et du présent compromis.

2. Chacune des Parties exercera le droit que lui confère le paragraphe 3 de l'article 31 du Statut de la Cour de procéder à la désignation d'un juge *ad hoc*.

Article 2

Objet du différend

La Cour est priée de:

a) déterminer le tracé de la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur du fleuve Niger;

b) préciser à quel Etat appartient chacune des îles dudit fleuve et en particulier l'île de Lété;

c) déterminer le tracé de la frontière entre les deux Etats dans le secteur de la rivière Mékrou.

Republic of Niger (hereinafter "Niger") transmitted to the Registrar a certified copy of a Special Agreement, which was signed on 15 June 2001 in Cotonou and entered into force on 11 April 2002, whereby the Governments of the two States agreed to submit to a Chamber of the Court a dispute concerning "the definitive delimitation of the whole boundary between them".

2. The Special Agreement of 15 June 2001 provides as follows:

"The Government of the Republic of Benin and the Government of the Republic of Niger, hereinafter the 'Parties';

Whereas, pursuant to the Agreement signed on 8 April 1994, having provisionally entered into force on the date of its signing, having been ratified by Benin on 17 July 1997 and by Niger on 1 February 2001, and having definitively entered into force on 15 June 2001, the date on which the instruments of ratification were exchanged, the two Governments created the Joint Delimitation Commission for their boundary;

Whereas, notwithstanding six negotiating sessions held by that Commission, the two States' experts have been unable to agree on the course of the joint boundary;

Whereas, under Article 15 of that Agreement of 8 April 1994,

'the contracting Parties agree to submit all disputes or disagreements arising out of the application or interpretation of this Agreement to settlement through diplomatic channels or by the other means of peaceful settlement provided for by the Charters of the Organization of African Unity and the United Nations';

Desiring to achieve as rapidly as possible the settlement of the boundary dispute between them on the basis of the provisions of the Charter and the resolutions of the Organization of African Unity and to submit the question of the definitive delimitation of the whole boundary between them to the International Court of Justice, hereinafter the 'Court';

Have agreed as follows:

Article 1

Formation of a Chamber of the International Court of Justice

1. The Parties submit the dispute defined in Article 2 below to a chamber of the Court, hereinafter the 'Chamber', formed in accordance with the provisions of the Statute of the Court and the present Special Agreement.

2. Each of the Parties shall exercise the right granted it by Article 31, paragraph 3, of the Statute of the Court to proceed to choose a judge *ad hoc*.

Article 2

Subject of the Dispute

The Court is requested to:

(a) determine the course of the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Niger sector;

(b) specify which State owns each of the islands in the said river, and in particular Lété Island;

(c) determine the course of the boundary between the two States in the River Mekrou sector.

Article 3

Procédure écrite

1. Sans préjuger d'aucune question relative à la charge de la preuve, les Parties prient la Chambre d'autoriser la procédure suivante au regard des pièces de procédure écrite:

a) un mémoire soumis par chacune des Parties au plus tard neuf (9) mois après l'adoption par la Cour de l'ordonnance constituant la Chambre;

b) un contre-mémoire soumis par chacune des Parties au plus tard neuf (9) mois après l'échange des mémoires;

c) toutes autres pièces de procédure écrite dont le dépôt, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, aura été autorisé par la Cour ou prescrit par celle-ci.

2. Les pièces de la procédure écrite, déposées auprès du greffier ne seront transmises à l'autre Partie que lorsque le greffier aura reçu de ladite Partie la pièce de procédure correspondante.

Article 4

Procédure orale

Les Parties conviendront, avec l'approbation de la Chambre, de l'ordre dans lequel elles seront entendues au cours de la procédure orale; à défaut d'accord entre les Parties, cet ordre sera celui que prescrira la Chambre.

Article 5

Langue de la procédure

Les Parties conviennent que leurs pièces de procédure écrite et leurs plaidoiries seront présentées en langue française.

Article 6

Droit applicable

Les règles et principes du droit international qui s'appliquent au différend sont ceux énumérés au paragraphe 1 de l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice, y compris le principe de la succession d'Etats aux frontières héritées de la colonisation, à savoir, l'intangibilité desdites frontières.

Article 7

Arrêt de la Chambre

1. Les Parties acceptent, comme définitif et obligatoire pour elles-mêmes, l'arrêt de la Chambre, rendu en application du présent compromis.

2. A partir du prononcé de l'arrêt, les Parties disposent de dix-huit (18) mois pour commencer les travaux de démarcation de la frontière.

3. En cas de difficulté d'exécution de l'arrêt, l'une ou l'autre des Parties saisira la Cour conformément à l'article 60 du Statut de la Cour.

Article 8

Entrée en vigueur

Le présent accord est soumis à ratification. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu dans les meilleurs délais.

Article 3

Written Proceedings

1. Without prejudice to any question as to the burden of proof, the Parties request the Chamber to authorize the following procedure for the written pleadings:

(a) a Memorial filed by each Party not later than nine (9) months after the adoption by the Court of the Order constituting the Chamber;

(b) a Counter-Memorial filed by each Party not later than nine (9) months after exchange of the Memorials;

(c) any other pleading whose filing, at the request of either of the Parties, shall have been authorized or directed by the Court.

2. Pleadings submitted to the Registrar shall not be transmitted to the other Party until the Registrar has received the corresponding pleading from that Party.

Article 4

Oral Proceedings

The Parties shall agree, with approval from the Chamber, on the order in which they are to be heard during the oral proceedings; if the Parties fail to agree, the order shall be prescribed by the Chamber.

Article 5

Language of the Proceedings

The Parties agree that their written pleadings and their oral argument shall be presented in the French language.

Article 6

Applicable Law

The rules and principles of international law applicable to the dispute are those set out in Article 38, paragraph 1, of the Statute of the International Court of Justice, including the principle of State succession to the boundaries inherited from colonization, that is to say, the intangibility of those boundaries.

Article 7

Judgment of the Chamber

1. The Parties accept the judgment of the Chamber given pursuant to the present Special Agreement as final and binding upon them.

2. From the day on which the judgment is rendered, the Parties shall have eighteen (18) months in which to commence the works of demarcation of the boundary.

3. In case of difficulty in the implementation of the judgment, either Party may seise the Court pursuant to Article 60 of its Statute.

Article 8

Entry into Force

The present Agreement is subject to ratification. It shall enter into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged, which shall take place as rapidly as possible.

Article 9

Enregistrement et notification

Le présent accord sera enregistré au Secrétariat des Nations Unies en application de l'article 102 de la Charte des Nations Unies à l'initiative de la Partie la plus diligente.

1. En application de l'article 40 du Statut de la Cour, le présent compromis sera notifié au greffier de la Cour par une lettre conjointe des Parties.

2. Si cette notification n'est pas effectuée conformément au paragraphe précédent dans le délai d'un mois suivant l'entrée en vigueur du présent compromis, celui-ci sera notifié au greffier de la Cour par la Partie la plus diligente.

Article 10

Engagement spécial

En attendant l'arrêt de la Chambre, les Parties s'engagent à préserver la paix, la sécurité et la quiétude au sein des populations des deux Etats.

En foi de quoi le présent compromis établi en deux exemplaires originaux a été signé par les plénipotentiaires.

Fait à Cotonou, le 15 juin 2001.»

3. Conformément au paragraphe 3 de l'article 40 du Statut de la Cour et à l'article 42 du Règlement, le greffier a transmis copie de la lettre de notification conjointe, du compromis et du protocole d'échange des instruments de ratification au Secrétaire général des Nations Unies, aux Membres des Nations Unies et aux autres Etats admis à ester devant la Cour.

4. L'article premier du compromis prévoit la saisine d'une chambre devant être constituée en application du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut, ainsi que la désignation d'un juge *ad hoc* par chacune des Parties, conformément à l'article 31 du Statut. Les Parties, dûment consultées par le président de la Cour au sujet de la composition de la chambre en question, conformément au paragraphe 2 de l'article 26 du Statut et au paragraphe 2 de l'article 17 du Règlement, ont indiqué qu'elles souhaitaient la formation d'une chambre de cinq membres, dont les deux juges *ad hoc* à désigner par elles.

5. Par lettre du 21 août 2002, l'agent adjoint du Bénin a notifié à la Cour la désignation par son gouvernement de M. Mohamed Bennouna pour siéger en qualité de juge *ad hoc*. Par lettre du 11 septembre 2002, l'agent du Niger a notifié à la Cour la désignation par son gouvernement de M. Mohammed Bedjaoui pour siéger en qualité de juge *ad hoc*.

6. Par ordonnance du 27 novembre 2002, la Cour, agissant en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 de son Statut et de l'article 17 de son Règlement, a décidé d'accéder à la demande des Parties tendant à ce qu'une chambre spéciale soit constituée pour connaître de l'affaire; elle a déclaré que, le 27 novembre 2002, M. Guillaume, président de la Cour, et MM. Ranjeva et Kooijmans, juges, avaient été élus pour former, avec les juges *ad hoc* susmentionnés, la chambre qui serait saisie de l'affaire, et qu'en conséquence ladite chambre, ainsi composée, était dûment constituée en vertu de cette ordonnance. Conformément au paragraphe 2 de l'article 18 du Règlement, il est revenu à M. Guillaume, président de la Cour au moment de la constitution de la Chambre, de présider la Chambre.

Article 9

Registration and Notification

The present Agreement shall be registered with the Secretariat of the United Nations pursuant to Article 102 of the United Nations Charter by the more diligent Party.

1. In accordance with Article 40 of the Statute of the Court, the present Special Agreement shall be notified to the Registrar of the Court by a joint letter from the Parties.

2. If such notification is not effected in accordance with the preceding paragraph within one month from the entry into force of the present Special Agreement, it shall be notified to the Registrar of the Court by the more diligent Party.

Article 10

Special Undertaking

Pending the judgment of the Chamber, the Parties undertake to preserve peace, security and quiet among the peoples of the two States.

In witness whereof, the present Special Agreement, drawn up in two original copies, has been signed by the plenipotentiaries.

Done at Cotonou, 15 June 2001."

3. Pursuant to Article 40, paragraph 3, of the Statute of the Court and Article 42 of the Rules of Court, the Registrar transmitted copies of the joint letter of notification, of the Special Agreement and of the protocol of exchange of the instruments of ratification to the Secretary-General of the United Nations, the Members of the United Nations and other States entitled to appear before the Court.

4. Article 1 of the Special Agreement provides for the submission of the dispute to a Chamber to be formed in accordance with Article 26, paragraph 2, of the Statute, with a judge *ad hoc* to be chosen by each Party pursuant to Article 31 of the Statute. The Parties, having been duly consulted by the President of the Court regarding the composition of the Chamber, expressed their wish, pursuant to Article 26, paragraph 2, of the Statute, and to Article 17, paragraph 2, of the Rules of Court, for the formation of a Chamber of five members, of whom two would be the judges *ad hoc* to be chosen by them.

5. By a letter of 21 August 2002 the Deputy Agent of Benin informed the Court that his Government had chosen Mr. Mohamed Bennouna to sit as judge *ad hoc*. By a letter of 11 September 2002 the Agent of Niger informed the Court that his Government had chosen Mr. Mohammed Bedjaoui to sit as judge *ad hoc*.

6. By an Order of 27 November 2002 the Court, acting pursuant to Article 26, paragraph 2, of the Statute and Article 17 of the Rules of Court, decided to accede to the request of the Parties that a special Chamber be formed to deal with the case; it declared that, at an election held on 27 November 2002, President Guillaume and Judges Ranjeva and Kooijmans had been elected to form, together with the above-named judges *ad hoc*, a Chamber to deal with the case and that accordingly the said Chamber as so composed had been duly constituted pursuant to that Order. In accordance with Article 18, paragraph 2, of the Rules of Court, Judge Guillaume, who held the office of President of the Court when the Chamber was formed, was to preside over the Chamber.

7. Par la même ordonnance, la Cour, conformément au paragraphe 1 de l'article 92 de son Règlement, a fixé au 27 août 2003 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un mémoire de chaque Partie, la suite de la procédure étant réservée. Les mémoires ont été dûment déposés dans le délai ainsi fixé.

8. Par ordonnance du 11 septembre 2003, le président de la Chambre, eu égard au paragraphe 1 *b)* de l'article 3 du compromis, a fixé au 28 mai 2004 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un contre-mémoire par chaque Partie, la suite de la procédure étant réservée.

9. La Chambre a tenu une audience le 20 novembre 2003 afin de permettre aux juges *ad hoc* de faire la déclaration solennelle requise par le paragraphe 6 de l'article 31 du Statut et l'article 8 du Règlement.

10. Le 28 mai 2004, dans le délai fixé par l'ordonnance du 11 septembre 2003, les Parties ont déposé au Greffe leurs contre-mémoires respectifs. Au cours d'une réunion que le président de la Chambre a tenue avec les représentants des Parties le 2 juillet 2004 afin de se renseigner auprès de celles-ci sur la suite de la procédure, les deux Parties ont exprimé le souhait d'être autorisées à présenter une troisième pièce de procédure écrite. Par ordonnance du 9 juillet 2004, le président de la Chambre, eu égard au paragraphe 1 *c)* de l'article 3 du compromis, a autorisé le dépôt d'une réplique par chaque Partie et a fixé au 17 décembre 2004 la date d'expiration du délai pour le dépôt de ces pièces, la suite de la procédure étant réservée. Les Parties ont déposé leurs répliques au Greffe dans le délai ainsi fixé.

11. Par lettre du 11 octobre 2004, M. Guillaume, président de la Chambre, a informé le président de la Cour, conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Statut, qu'il avait pris la décision de démissionner de la Cour à compter du 11 février 2005. Du fait de la vacance que cette démission devait emporter au sein de la Chambre, le président de la Cour a de nouveau consulté les Parties, le 11 janvier 2005, au sujet de la composition de la Chambre. Lors d'une élection tenue le 16 février 2005, M. Abraham a été élu membre de la Chambre pour occuper le siège devenu vacant à la suite de la démission de M. Guillaume. Par ordonnance du 16 février 2005, la Cour a déclaré que, en conséquence de cette élection, la Chambre se trouvait ainsi composée: M. Ranjeva, devenu, en sa qualité de vice-président de la Cour, président de la Chambre, conformément au paragraphe 2 de l'article 18 du Règlement; MM. Kooijmans et Abraham, juges; et MM. Bedjaoui et Bennouna, juges *ad hoc*.

12. Par lettre du 11 février 2005, l'agent du Niger a exprimé le vœu de son gouvernement de produire deux documents nouveaux, conformément aux dispositions de l'article 56 du Règlement. Par lettre du 25 février 2005, l'agent du Bénin a fait savoir à la Chambre que son gouvernement ne s'opposait pas à cette production. La Chambre ayant décidé d'autoriser la production desdits documents par le Niger, le greffier a porté cette décision à la connaissance des Parties par lettres datées du 2 mars 2005.

13. Conformément au paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement, la Chambre, après s'être renseignée auprès des Parties, a décidé que des exemplaires des pièces de procédure et des documents annexés seraient rendus accessibles au public à l'ouverture de la procédure orale.

14. Des audiences ont été tenues les 7, 8, 10 et 11 mars 2005, au cours desquelles ont été entendus en leurs plaidoiries et réponses:

Pour le Bénin: S. Exc. M. Rogatien Biaou,
M. Alain Pellet,
M[e] Robert Dossou,

7. By the same Order, the Court, acting pursuant to Article 92, paragraph 1, of the Rules of Court, fixed 27 August 2003 as the time-limit for the filing of a Memorial by each Party and reserved the subsequent procedure for further decision. The Memorials were duly filed within the time-limit thus fixed.

8. By Order of 11 September 2003, the President of the Chamber, having regard to Article 3, paragraph 1 *(b)*, of the Special Agreement, fixed 28 May 2004 as the time-limit for the filing of a Counter-Memorial by each Party and reserved the subsequent procedure for further decision.

9. The Chamber held a public sitting on 20 November 2003 to enable the judges *ad hoc* to make the solemn declaration required by Article 31, paragraph 6, of the Statute and by Article 8 of the Rules of Court.

10. On 28 May 2004, within the time-limit fixed by the Order of 11 September 2003, the Parties filed their respective Counter-Memorials in the Registry. During a meeting held by the President of the Chamber with the representatives of the Parties on 2 July 2004, in order to ascertain their views on the subsequent procedure, the two Parties expressed the wish to be authorized to submit a third pleading. By Order of 9 July 2004, the President of the Chamber, having regard to Article 3, paragraph 1 *(c)*, of the Special Agreement, authorized the filing of a Reply by each Party and fixed 17 December 2004 as the time-limit therefor, reserving the subsequent procedure for further decision. The Parties filed their Replies in the Registry within the time-limit thus fixed.

11. By a letter of 11 October 2004, Judge Guillaume, President of the Chamber, informed the President of the Court, pursuant to Article 13, paragraph 4, of the Statute, that he had decided to resign from the Court with effect from 11 February 2005. Since his resignation would leave a vacancy in the Chamber, the President of the Court consulted the Parties again on 11 January 2005 regarding the composition of the Chamber. At an election held on 16 February 2005, Judge Abraham was elected a member of the Chamber to fill the seat left vacant by Judge Guillaume's resignation. By an Order of 16 February 2005, the Court declared that, as a result of this election, the Chamber was now composed as follows: Judge Ranjeva, who, in his capacity as Vice-President of the Court, had become President of the Chamber, pursuant to Article 18, paragraph 2, of the Rules of Court; Judges Kooijmans and Abraham; and Judges *ad hoc* Bedjaoui and Bennouna.

12. By a letter of 11 February 2005, the Agent of Niger expressed his Government's wish to produce two new documents pursuant to Article 56 of the Rules of Court. By a letter of 25 February 2005, the Agent of Benin informed the Chamber that his Government did not object to that production. Following the decision of the Chamber to authorize the production of those documents by Niger, the Registrar advised the Parties of that decision by letters dated 2 March 2005.

13. Pursuant to Article 53, paragraph 2, of the Rules of Court, the Chamber, having ascertained the views of the Parties, decided to make accessible to the public, with effect from the opening of the oral proceedings, copies of the written pleadings and of the documents annexed thereto.

14. Public sittings were held on 7, 8, 10 and 11 March 2005, at which the Chamber heard the oral arguments and replies of:

For Benin: H.E. Mr. Rogatien Biaou,
Mr. Alain Pellet,
Maître Robert Dossou,

M. Mathias Forteau,
M. Jean-Marc Thouvenin.

Pour le Niger: S. Exc. M^me^ Aïchatou Mindaoudou,
M. Jean Salmon,
M. Amadou Tankoano,
M. Gérard Niyungeko,
M. Pierre Klein.

A l'audience, des questions ont été posées par la Chambre, auxquelles il a été répondu par écrit, conformément au paragraphe 4 de l'article 61 du Règlement. Chacune des Parties a présenté des observations écrites sur les réponses de l'autre Partie, conformément à l'article 72 du Règlement.

*

15. Dans la procédure écrite, les conclusions ci-après ont été présentées par les Parties:

Au nom du Gouvernement du Bénin,

dans le mémoire:

«Compte tenu de l'ensemble de ces considérations, la République du Bénin prie la Chambre de la Cour internationale de Justice de décider:

1) que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger suit le tracé suivant:
   — du point de coordonnées 11° 54′ 15″ de latitude nord et 2° 25′ 10″ de longitude est, elle suit la ligne médiane de la rivière Mékrou jusqu'au point de confluence avec le fleuve Niger,
   — de ce point, la frontière se prolonge jusqu'à la rive gauche du fleuve qu'elle suit jusqu'au point d'intersection avec la frontière avec le Nigéria, telle qu'elle est définie par les Accords franco-britanniques des 29 mai et 19 octobre 1906;
2) que la souveraineté sur chacune des îles du fleuve, et en particulier l'île de Lété, appartient à la République du Bénin.»

dans le contre-mémoire:

«Pour les motifs exposés tant dans son mémoire que dans le présent contre-mémoire, la République du Bénin persiste dans ses conclusions et prie la Chambre de la Cour internationale de Justice de bien vouloir décider:

1) que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger suit le tracé suivant:
   — du point de coordonnées 11° 54′ 15″ de latitude nord et 2° 25′ 10″ de longitude est, elle suit la ligne médiane de la rivière Mékrou jusqu'au point de coordonnées 12° 24′ 29″ de latitude nord et 2° 49′ 38″ de longitude est,
   — de ce point, la frontière suit la rive gauche du fleuve jusqu'au point de coordonnées 11° 41′ 44″ nord et 3° 36′ 44″ est;
2) que la souveraineté sur chacune des îles du fleuve, et en particulier l'île de Lété, appartient à la République du Bénin.»

Mr. Mathias Forteau,
Mr. Jean-Marc Thouvenin.

For Niger: H.E. Ms Aïchatou Mindaoudou,
Mr. Jean Salmon,
Mr. Amadou Tankoano,
Mr. Gérard Niyungeko,
Mr. Pierre Klein.

At the hearings questions were put by the Chamber, to which replies were given in writing pursuant to Article 61, paragraph 4, of the Rules of Court. Each Party submitted its written comments on the other's written replies in accordance with Article 72 of the Rules of Court.

•

15. In the course of the written proceedings, the following submissions were presented by the Parties:

On behalf of the Government of Benin,

in the Memorial:

"Having regard to all of the foregoing considerations, the Republic of Benin requests the Chamber of the International Court of Justice to decide:

(1) that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger takes the following course:

— from the point having co-ordinates 11° 54′ 15″ latitude North and 2° 25′ 10″ longitude East, it follows the median line of the River Mekrou as far as its point of confluence with the River Niger,

— from that point, the boundary continues as far as the left bank of the River [Niger], which it follows until it reaches the boundary of Nigeria, as defined by the Franco-British Agreements of 29 May and 19 October 1906;

(2) that sovereignty over all of the islands in the River [Niger], and in particular the island of Lété, lies with the Republic of Benin."

in the Counter-Memorial:

"For the reasons set out in its Memorial and in the present Counter-Memorial, the Republic of Benin maintains its submissions and requests the Chamber of the International Court of Justice to decide:

(1) that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger takes the following course:

— from the point having co-ordinates 11° 54′ 15″ latitude North and 2° 25′ 10″ longitude East, it follows the median line of the River Mekrou as far as the point having co-ordinates 12° 24′ 29″ latitude North and 2° 49′ 38″ longitude East,

— from that point, the boundary follows the left bank of the River [Niger] as far as the point having co-ordinates 11° 41′ 44″ North and 3° 36′ 44″ East;

(2) that sovereignty over all of the islands in the River [Niger], and in particular the island of Lété, lies with the Republic of Benin."

dans la réplique:

«Pour les motifs exposés tant dans son mémoire et son contre-mémoire, que dans la présente réplique, la République du Bénin persiste dans ses conclusions et prie la Chambre de la Cour internationale de Justice de bien vouloir décider:

1) que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger suit le tracé suivant:
   — du point de coordonnées 11° 54′ 15″ de latitude nord et 2° 25′ 10″ de longitude est, elle suit la ligne médiane de la rivière Mékrou jusqu'au point de coordonnées 12° 24′ 29″ de latitude nord et 2° 49′ 38″ de longitude est,
   — de ce point, la frontière suit la rive gauche du fleuve jusqu'au point de coordonnées 11° 41′ 44″ nord et 3° 36′ 44″ est;

2) que la souveraineté sur chacune des îles du fleuve, et en particulier l'île de Lété, appartient à la République du Bénin.»

Au nom du Gouvernement du Niger,

dans le mémoire:

«La République du Niger prie la Cour de dire et juger que:

— la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur du fleuve Niger, depuis le confluent de la rivière Mékrou avec le fleuve Niger jusqu'à la frontière du Nigéria, suit la ligne des sondages les plus profonds, étant entendu qu'en cas de changement à l'avenir de cette ligne, la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger suivra ce nouveau tracé;

— la ligne actuelle des sondages les plus profonds dans cette partie du fleuve détermine l'appartenance des îles à l'une ou à l'autre des Parties;
— les îles situées entre la ligne des sondages les plus profonds et la rive droite du fleuve, à savoir Tondi Kwaria Barou, Koki Barou, Sandi Tounga Barou, Gandégabi Barou Kaïna, Dan Koré Guirawa, Barou Elhadji Dan Djoda, Koundou Barou, Elhadji Chaïbou Barou Kaïna et Dolé Barou, appartiennent à la République du Bénin;
— les îles situées entre la ligne des sondages les plus profonds et la rive gauche du fleuve, à savoir Boumba Barou Béri, Boumba Barou Kaïna, Kouassi Barou, Sansan Goungou, Lété Goungou, Monboye Tounga Barou, Sini Goungou, Lama Barou, Kotcha Barou, Gagno Goungou, Kata Goungou, Gandégabi Barou Béri, Guirawa Barou, Elhadji Chaïbou Barou Béri, Goussou Barou et Beyo Barou, appartiennent à la République du Niger;
— l'attribution des îles à la République du Bénin et la République du Niger doit être considérée comme définitive, même en cas de changement à l'avenir du tracé de la ligne des sondages les plus profonds;
— la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur de la Mékrou suit une ligne composée de deux segments:
   — le premier segment est une ligne droite qui relie le point situé au confluent de la Mékrou avec le fleuve Niger au point situé à l'intersection du méridien de Paris et de la chaîne montagneuse de l'Ata-

in the Reply:

"For the reasons set out in its Memorial and in its Counter-Memorial, as well as in the present Reply, the Republic of Benin maintains its submissions and requests the Chamber of the International Court of Justice to decide:

(1) that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger takes the following course:

— from the point having co-ordinates 11° 54′ 15″ latitude North and 2° 25′ 10″ longitude East, it follows the median line of the River Mekrou as far as the point having co-ordinates 12° 24′ 29″ latitude North and 2° 49′ 38″ longitude East,

— from that point, the boundary follows the left bank of the River [Niger] as far as the point having co-ordinates 11° 41′ 44″ North and 3° 36′ 44″ East;

(2) that sovereignty over all of the islands in the River [Niger], and in particular the island of Lété, lies with the Republic of Benin."

On behalf of the Government of Niger,

in the Memorial:

"The Republic of Niger requests the Court to adjudge and declare that:

— the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Niger sector, from the confluence of the River Mekrou with the River Niger as far as the boundary of Nigeria, follows the line of deepest soundings, on the understanding that, in the event of a future change in the course of that line, the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger will follow that new course;

— the current line of deepest soundings in this part of the river determines which islands belong to each Party;

— the islands located between the line of deepest soundings and the right bank of the river, namely Tondi Kwaria Barou, Koki Barou, Sandi Tounga Barou, Gandégabi Barou Kaïna, Dan Koré Guirawa, Barou Elhadji Dan Djoda, Koundou Barou, Elhadji Chaïbou Barou Kaïna and Dolé Barou, belong to the Republic of Benin;

— the islands located between the line of deepest soundings and the left bank of the river, namely Boumba Barou Béri, Boumba Barou Kaïna, Kouassi Barou, Sansan Goungou, Lété Goungou, Monboye Tounga Barou, Sini Goungou, Lama Barou, Kotcha Barou, Gagno Goungou, Kata Goungou, Gandégabi Barou Béri, Guirawa Barou, Elhadji Chaïbou Barou Béri, Goussou Barou and Beyo Barou, belong to the Republic of Niger;

— the attribution of islands to the Republic of Benin and the Republic of Niger shall be regarded as final, even in the event of a future change in the course of the line of deepest soundings;

— the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Mekrou sector follows a line comprising two parts:

— the first part is a straight line joining the point of confluence of the River Mekrou with the River Niger to the point where the Paris meridian meets the Atacora mountain range, indicative co-ordi-

cora, dont les coordonnées indicatives sont les suivantes: latitude: 11° 41′ 50″ nord; longitude: 2° 20′ 14″ est;

— le second segment relie ce dernier point au point d'intersection des anciennes limites des cercles de Say et de Fada, d'une part, et de Fada et de l'Atacora, d'autre part, dont les coordonnées indicatives sont les suivantes: latitude: 11° 44′ 37″ nord; longitude: 2° 18′ 55″ est.»

dans le contre-mémoire:

«La République du Niger prie la Cour de dire et juger que:

— la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur du fleuve Niger, depuis le confluent de la rivière Mékrou avec le fleuve Niger jusqu'à la frontière du Nigéria, suit la ligne des sondages les plus profonds, étant entendu qu'en cas de changement à l'avenir de cette ligne, la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger suivra ce nouveau tracé;

— la ligne actuelle des sondages les plus profonds dans cette partie du fleuve détermine l'appartenance des îles à l'une ou à l'autre des parties;

— les îles situées entre la ligne des sondages les plus profonds et la rive droite du fleuve, à savoir Tondi Kwaria Barou, Koki Barou, Sandi Tounga Barou, Gandégabi Barou Kaïna, Dan Koré Guirawa, Barou Elhadji Dan Djoda, Koundou Barou, Elhadji Chaïbou Barou Kaïna et Dolé Barou appartiennent à la République du Bénin;

— les îles situées entre la ligne des sondages les plus profonds et la rive gauche du fleuve, à savoir Boumba Barou Béri, Boumba Barou Kaïna, Kouassi Barou, Sansan Goungou, Lété Goungou, Monboye Tounga Barou, Sini Goungou, Lama Barou, Kotcha Barou, Gagno Goungou, Kata Goungou, Gandégabi Barou Béri, Guirawa Barou, Elhadji Chaïbou Barou Béri, Goussou Barou et Beyo Barou appartiennent à la République du Niger;

— l'attribution des îles à la République du Bénin et la République du Niger doit être considérée comme définitive, même en cas de changement à l'avenir du tracé de la ligne des sondages les plus profonds;

— la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur de la Mékrou suit une ligne composée de deux segments:

  — le premier segment est une ligne droite qui relie le point situé au confluent de la Mékrou avec le fleuve Niger au point situé à l'intersection du méridien de Paris et de la chaîne montagneuse de l'Atacora, dont les coordonnées indicatives sont les suivantes: latitude: 11° 41′ 50″ nord; longitude: 2° 20′ 14″ est;

  — le second segment relie ce dernier point au point d'intersection des anciennes limites des cercles de Say et de Fada, d'une part, et de Fada et de l'Atacora, d'autre part, dont les coordonnées indicatives sont les suivantes: latitude: 11° 44′ 37″ nord; longitude: 2° 18′ 55″ est.»

dans la réplique:

«La République du Niger prie la Cour de dire et juger que:

— la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur du fleuve Niger, depuis le confluent de la rivière

nates of which are as follows: latitude: 11° 41′ 50″ North; longitude: 2° 20′ 14″ East;

— the second part of the line joins this latter point to the point where the former boundary between the *cercles* of Say and Fada meets the former boundary between the *cercles* of Fada and Atacora, indicative co-ordinates of which are as follows: latitude: 11° 44′ 37″ North; longitude: 2° 18′ 55″ East."

in the Counter-Memorial:

"The Republic of Niger requests the Court to adjudge and declare that:

— the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Niger sector, from the confluence of the River Mekrou with the River Niger as far as the boundary of Nigeria, follows the line of deepest soundings, on the understanding that, in the event of a future change in the course of that line, the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger will follow that new course;

— the current course of the line of deepest soundings in this part of the river determines which islands belong to each Party;

— the islands located between the line of deepest soundings and the right bank of the river, namely Tondi Kwaria Barou, Koki Barou, Sandi Tounga Barou, Gandégabi Barou Kaïna, Dan Koré Guirawa, Barou Elhadji Dan Djoda, Koundou Barou, Elhadji Chaïbou Barou Kaïna and Dolé Barou, belong to the Republic of Benin;

— the islands located between the line of deepest soundings and the left bank of the river, namely Boumba Barou Béri, Boumba Barou Kaïna, Kouassi Barou, Sansan Goungou, Lété Goungou, Monboye Tounga Barou, Sini Goungou, Lama Barou, Kotcha Barou, Gagno Goungou, Kata Goungou, Gandégabi Barou Béri, Guirawa Barou, Elhadji Chaïbou Barou Béri, Goussou Barou and Beyo Barou, belong to the Republic of Niger;

— the attribution of islands to the Republic of Benin and the Republic of Niger shall be regarded as final, even in the event of a future change in the course of the line of deepest soundings;

— the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Mekrou sector follows a line comprising two parts:

  — the first part is a straight line joining the point of confluence of the River Mekrou with the River Niger to the point where the Paris meridian meets the Atacora mountain range, indicative co-ordinates of which are as follows: latitude: 11° 41′ 50″ North; longitude: 2° 20′ 14″ East;

  — the second part of the line joins this latter point to the point where the former boundary between the *cercles* of Say and Fada meets the former boundary between the *cercles* of Fada and Atacora, indicative co-ordinates of which are as follows: latitude: 11° 44′ 37″ North; longitude: 2° 18′ 55″ East."

in the Reply:

"The Republic of Niger requests the Court to adjudge and declare that:

— the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Niger sector, from the confluence of the River

Mékrou avec le fleuve Niger jusqu'à la frontière du Nigéria, suit la ligne des sondages les plus profonds, telle qu'elle peut être établie à la date de l'indépendance;

— cette ligne détermine l'appartenance des îles à l'une ou à l'autre des parties;

— les îles entre la ligne des sondages les plus profonds et la rive droite du fleuve, à savoir Pekinga, Tondi Kwaria Barou, Koki Barou, Sandi Tounga Barou, Gandégabi Barou Kaïna, Dan Koré Guirawa, Barou Elhadji Dan Djoda, Koundou Barou et Elhadji Chaïbou Barou Kaïna appartiennent à la République du Bénin;

— les îles situées entre la ligne des sondages les plus profonds et la rive gauche du fleuve, à savoir Boumba Barou Béri, Boumba Barou Kaïna, Kouassi Barou, Sansan Goungou, Lété Goungou, Monboye Tounga Barou, Sini Goungou, Lama Barou, Kotcha Barou, Gagno Goungou, Kata Goungou, Gandégabi Barou Béri, Guirawa Barou, Elhadji Chaïbou Barou Béri, Goussou Barou, Beyo Barou et Dolé Barou appartiennent à la République du Niger;

— l'attribution des îles à la République du Bénin et la République du Niger selon la ligne des sondages les plus profonds déterminée à la date de l'indépendance doit être considérée comme définitive. Il appartiendra aux parties de veiller à ce que ce chenal reste le principal chenal navigable en effectuant les dragages nécessaires;

— la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur de la Mékrou suit une ligne composée de deux segments:

  — le premier segment est une ligne droite qui relie le point situé au confluent de la rivière Mékrou avec le fleuve Niger au point situé à l'intersection du méridien de Paris et de la chaîne montagneuse de l'Atacora, dont les coordonnées indicatives sont les suivantes: latitude: 11° 41′ 50″ nord; longitude: 2° 20′ 14″ est;

  — le second segment relie ce dernier point au point d'intersection des anciennes limites des cercles de Say et de Fada, d'une part, et de Fada et de l'Atacora, d'autre part, dont les coordonnées indicatives sont les suivantes: latitude: 11° 44′ 37″ nord; longitude: 2° 18′ 55″ est.»

16. Dans la procédure orale, les conclusions finales ci-après ont été présentées par les Parties:

Au nom du Gouvernement du Bénin,

«Pour les motifs exposés tant dans ses écritures qu'au cours des plaidoiries orales, la République du Bénin prie la Chambre de la Cour internationale de Justice de bien vouloir décider:

1) que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger suit le tracé suivant:

  — du point de coordonnées 11° 54′ 15″ de latitude nord et 2° 25′ 10″ de longitude est, elle suit la ligne médiane de la rivière Mékrou jusqu'au point de coordonnées 12° 24′ 29″ de latitude nord et 2° 49′ 38″ de longitude est,

  — de ce point, la frontière suit la rive gauche du fleuve jusqu'au point de coordonnées 11° 41′ 44″ nord et 3° 36′ 44″ est;

Mekrou with the River Niger as far as the boundary of Nigeria, follows the line of deepest soundings, in so far as that line can be established as it was at the date of independence;
— that line determines which islands belong to each Party;

— the islands between the line of deepest soundings and the right bank of the river, namely Pekinga, Tondi Kwaria Barou, Koki Barou, Sandi Tounga Barou, Gandégabi Barou Kaïna, Dan Koré Guirawa, Barou Elhadji Dan Djoda, Koundou Barou and Elhadji Chaïbou Barou Kaïna, belong to the Republic of Benin;
— the islands located between the line of deepest soundings and the left bank of the river, namely Boumba Barou Béri, Boumba Barou Kaïna, Kouassi Barou, Sansan Goungou, Lété Goungou, Monboye Tounga Barou, Sini Goungou, Lama Barou, Kotcha Barou, Gagno Goungou, Kata Goungou, Gandégabi Barou Béri, Guirawa Barou, Elhadji Chaïbou Barou Béri, Goussou Barou, Beyo Barou and Dolé Barou, belong to the Republic of Niger;
— the attribution of islands to the Republic of Benin and the Republic of Niger according to the line of deepest soundings as determined at the date of independence shall be regarded as final. It shall be for the Parties to ensure that this channel remains the principal navigable channel by carrying out dredging works as necessary;
— the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Mekrou sector follows a line comprising two parts:
  — the first part is a straight line joining the point of confluence of the River Mekrou with the River Niger to the point where the Paris meridian meets the Atacora mountain range, indicative co-ordinates of which are as follows: latitude: 11° 41′ 50″ North; longitude: 2° 20′ 14″ East;
  — the second part of the line joins this latter point to the point where the former boundary between the *cercles* of Say and Fada meets the former boundary between the *cercles* of Fada and Atacora, indicative co-ordinates of which are as follows: latitude: 11° 44′ 37″ North; longitude: 2° 18′ 55″ East."

16. At the oral proceedings, the following submissions were presented by the Parties:

On behalf of the Government of Benin,

"For the reasons set out in its written and oral pleadings, the Republic of Benin requests the Chamber of the International Court of Justice to decide:

(1) that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger takes the following course:
  — from the point having co-ordinates 11° 54′ 15″ latitude North and 2° 25′ 10″ longitude East, it follows the median line of the River Mekrou as far as the point having co-ordinates 12° 24′ 29″ latitude North and 2° 49′ 38″ longitude East,
  — from that point, the boundary follows the left bank of the River [Niger] as far as the point having co-ordinates 11° 41′ 44″ North and 3° 36′ 44″ East;

2) que la souveraineté sur chacune des îles du fleuve, et en particulier l'île de Lété, appartient à la République du Bénin.»

Au nom du Gouvernement du Niger,

«La République du Niger prie la Cour de dire et juger que:

1) La frontière entre la République du Bénin et la République du Niger suit la ligne des sondages les plus profonds dans le fleuve Niger, telle qu'elle a pu être établie à la date de l'indépendance, et ce, depuis le point de coordonnées 12° 24′ 27″ de latitude nord et 2° 49′ 36″ de longitude est, jusqu'au point de coordonnées 11° 41′ 40,7″ de latitude nord et 3° 36′ 44″ de longitude est.
2) Cette ligne détermine l'appartenance des îles à l'une ou à l'autre des Parties.
   — Les îles situées entre la ligne des sondages les plus profonds et la rive droite du fleuve, à savoir Pekinga, Tondi Kwaria Barou, Koki Barou, Sandi Tounga Barou, Gandégabi Barou Kaïna, Dan Koré Guirawa, Barou Elhadji Dan Djoda, Koundou Barou et Elhadji Chaïbou Barou Kaïna appartiennent à la République du Bénin.
   — Les îles situées entre la ligne des sondages les plus profonds et la rive gauche du fleuve, à savoir Boumba Barou Béri, Boumba Barou Kaïna, Kouassi Barou, Sansan Goungou, Lété Goungou, Monboye Tounga Barou, Sini Goungou, Lama Barou, Kotcha Barou, Gagno Goungou, Kata Goungou, Gandégabi Barou Béri, Guirawa Barou, Elhadji Chaïbou Barou Béri, Goussou Barou, Beyo Barou et Dolé Barou appartiennent à la République du Niger.
3) L'attribution des îles à la République du Bénin et la République du Niger selon la ligne des sondages les plus profonds déterminée à la date de l'indépendance doit être considérée comme définitive.
4) En ce qui concerne la limite frontalière sur les ponts de Gaya-Malanville, celle-ci passe par le milieu de chacun de ces ouvrages.
5) La frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur de la Mékrou suit une ligne composée de deux segments:
   — le premier segment est une ligne droite qui relie le point situé au confluent de la rivière Mékrou avec le fleuve Niger au point situé à l'intersection du méridien de Paris et de la chaîne montagneuse de l'Atacora, dont les coordonnées indicatives sont les suivantes: latitude: 11° 41′ 50″ nord; longitude: 2° 20′ 14″ est;
   — le second segment relie ce dernier point au point d'intersection des anciennes limites des cercles de Say et de Fada, d'une part, et de Fada et de l'Atacora, d'autre part, dont les coordonnées indicatives sont les suivantes: latitude: 11° 44′ 37″ nord; longitude: 2° 18′ 55″ est.»

* * *

17. La mission confiée à la Chambre en la présente espèce par le compromis du 15 juin 2001 consiste à déterminer le tracé de l'ensemble de la frontière entre le Bénin et le Niger et à dire auquel des deux Etats appartient chacune des îles du fleuve Niger dans ce secteur, notamment l'île de Lété.

(2) that sovereignty over all of the islands in the River [Niger], and in particular the island of Lété, lies with the Republic of Benin."

On behalf of the Government of Niger,

"The Republic of Niger requests the Court to adjudge and declare that:

(1) The boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger follows the line of deepest soundings in the River Niger, in so far as that line could be established at the date of independence, from the point having co-ordinates latitude 12° 24′ 27″ North, longitude 2° 49′ 36″ East, as far as the point having co-ordinates latitude 11° 41′ 40.7″ North, longitude 3° 36′ 44″ East.

(2) That line determines which islands belong to each Party.

— The islands between the line of deepest soundings and the right bank of the river, namely Pekinga, Tondi Kwaria Barou, Koki Barou, Sandi Tounga Barou, Gandégabi Barou Kaïna, Dan Koré Guirawa, Barou Elhadji Dan Djoda, Koundou Barou and Elhadji Chaïbou Barou Kaïna, belong to the Republic of Benin.

— The islands located between the line of deepest soundings and the left bank of the river, namely Boumba Barou Béri, Boumba Barou Kaïna, Kouassi Barou, Sansan Goungou, Lété Goungou, Monboye Tounga Barou, Sini Goungou, Lama Barou, Kotcha Barou, Gagno Goungou, Kata Goungou, Gandégabi Barou Béri, Guirawa Barou, Elhadji Chaïbou Barou Béri, Goussou Barou, Beyo Barou and Dolé Barou, belong to the Republic of Niger.

(3) The attribution of islands to the Republic of Benin and the Republic of Niger according to the line of deepest soundings as determined at the date of independence shall be regarded as final.

(4) With regard to the Gaya-Malanville bridges, the boundary passes through the middle of each of those structures.

(5) The boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Mekrou sector follows a line comprising two parts:

— the first part is a straight line joining the point of confluence of the River Mekrou with the River Niger to the point where the Paris meridian meets the Atacora mountain range, indicative co-ordinates of which are as follows: latitude: 11° 41′ 50″ North; longitude: 2° 20′ 14″ East;

— the second part of the line joins this latter point to the point where the former boundary between the *cercles* of Say and Fada meets the former boundary between the *cercles* of Fada and Atacora, indicative co-ordinates of which are as follows: latitude: 11° 44′ 37″ North; longitude: 2° 18′ 55″ East."

* * *

17. The task assigned to the Chamber in the present case by the Special Agreement of 15 June 2001 is to determine the course of the whole boundary between Benin and Niger and to specify to which State each of the islands in the River Niger sector belongs, and in particular the island of Lété.

Le Bénin et le Niger sont situés en Afrique occidentale. La République du Bénin, anciennement connue sous le nom de République du Dahomey (de 1960 à 1975), puis de République populaire du Bénin (de 1975 à 1990), couvre une superficie de 112 622 kilomètres carrés; elle se trouve limitée au sud par l'océan Atlantique, à l'ouest par le Togo, au nord-ouest par le Burkina Faso, au nord par le Niger et à l'est par le Nigéria. La République du Niger, dont la superficie est de 1 267 000 kilomètres carrés, est limitée au sud par le Nigéria, au sud-ouest par le Bénin, à l'ouest par le Burkina Faso, au nord-ouest par le Mali, au nord par la Libye et l'Algérie, et à l'est par le Tchad. Le croquis n° 1, à la page 105 ci-après, illustre la situation générale des territoires des Parties.

18. L'article 2 du compromis divise la frontière contestée en deux secteurs: celui de la rivière Mékrou, à l'ouest, et celui du fleuve Niger, à l'est. Le croquis n° 2, à la page 106 ci-après, présente une vue générale de cette frontière.

Dans sa partie occidentale, cette frontière suit un tracé orienté approximativement de sud-ouest en nord-est, traversant une forêt dont la végétation est de transition soudano-sahélienne, depuis un point marquant la limite entre les deux Etats et le Burkina Faso jusqu'au confluent de la rivière Mékrou avec le fleuve Niger.

Dans sa partie orientale, la frontière suit ce fleuve, en direction du sud-est, sur une longueur d'environ 150 kilomètres à partir dudit confluent et aboutit à un point marquant la limite des deux Etats avec le Nigéria. Les Parties ont présenté des descriptions divergentes des caractéristiques du fleuve Niger dans la région. Selon le Bénin, le fleuve subit un phénomène d'ensablement qui entraînerait un déplacement dans le temps de son cours et affecterait particulièrement sa rive droite, beaucoup moins stable que la rive gauche. Bien que reconnaissant l'existence dudit phénomène, le Niger soutient qu'il n'y a pas eu, en raison de la nature des roches du bief fluvial concerné, de changement significatif dans le tracé du chenal principal du fleuve sur une période de plus de cent ans, et qu'il n'y a pas de différence importante dans la configuration de l'une et l'autre des rives. Dans ce secteur, trois affluents (la Mékrou, l'Alibori et la Sota) débouchent sur la rive droite du fleuve Niger, qui connaît de ce fait deux crues annuelles, l'une en janvier-mars et l'autre en septembre-octobre. Les Parties ont des vues opposées sur la question de savoir si dans la zone à délimiter le fleuve est navigable en période de basses eaux: tandis que le Bénin allègue qu'il ne l'est pas, le Niger soutient que la navigation y est possible pendant toute l'année pour certains types d'embarcations.

19. Plusieurs îles sont situées sur le bief fluvial concerné, dont le nombre exact et l'appartenance à l'une ou l'autre des Parties font l'objet de contestations en la présente instance.

L'île de Lété, à laquelle se réfère explicitement l'alinéa *b)* de l'article 2 du compromis, est la plus grande de ces îles, couvrant une quarantaine de kilomètres carrés. Elle s'étend sur une longueur de 16 300 mètres depuis un point situé en face des villages de Kwara Tegui (Bénin) et d'Ouna (Niger) jusqu'à un point se trouvant face aux villages de Karimama

Benin and Niger are States in western Africa. The Republic of Benin, formerly known as the Republic of Dahomey (from 1960 to 1975) then as the People's Republic of Benin (from 1975 to 1990), covers an area of 112,622 sq km; it is bounded to the south by the Atlantic Ocean, to the west by Togo, to the north-west by Burkina Faso, to the north by Niger and to the east by Nigeria. The Republic of Niger, with an area of 1,267,000 sq km, is bounded to the south by Nigeria, to the south-west by Benin, to the west by Burkina Faso, to the north-west by Mali, to the north by Libya and Algeria, and to the east by Chad. Sketch-map No. 1, on page 105 below, illustrates the general situation of the territories of the Parties.

18. Article 2 of the Special Agreement divides the disputed boundary into two sectors: the River Mekrou sector in the west and the River Niger sector in the east. Sketch-map No. 2, on page 106 below, gives a general view of this boundary.

The western part of this boundary follows a course running approximately south-west to north-east, passing through woodland composed of transitional Sudano-Sahelian vegetation, from a point marking the boundary between the two States and Burkina Faso as far as the confluence of the River Mekrou and the River Niger.

The eastern part of the boundary follows the River Niger in a south-easterly direction over a distance of some 150 km from that confluence and ends at a point marking the boundary of the two States with Nigeria. The Parties have submitted differing descriptions of the characteristics of the River Niger in the region. According to Benin, the river is subject to siltation, which has led to a change in its course over time particularly affecting the right bank, which is much less stable than the left bank. Although it acknowledges the existence of this phenomenon, Niger maintains that, because of the nature of the rocks in the stretch of river concerned, there has been no significant change in the course of the main channel for more than a century, and that there is no substantial difference in the configuration of each bank. In this sector, three tributaries (the Mekrou, the Alibori and the Sota) enter the River Niger from the right bank, as a result of which it floods twice a year, in January-March and in September-October. The Parties have conflicting views as to whether, in the area subject to delimitation, the river is navigable during the low-water season: Benin claims that it is not but Niger maintains that navigation is possible throughout the year for certain types of craft.

19. There are several islands within the stretch concerned; their exact number and their attribution to either Party are matters of dispute in the present case.

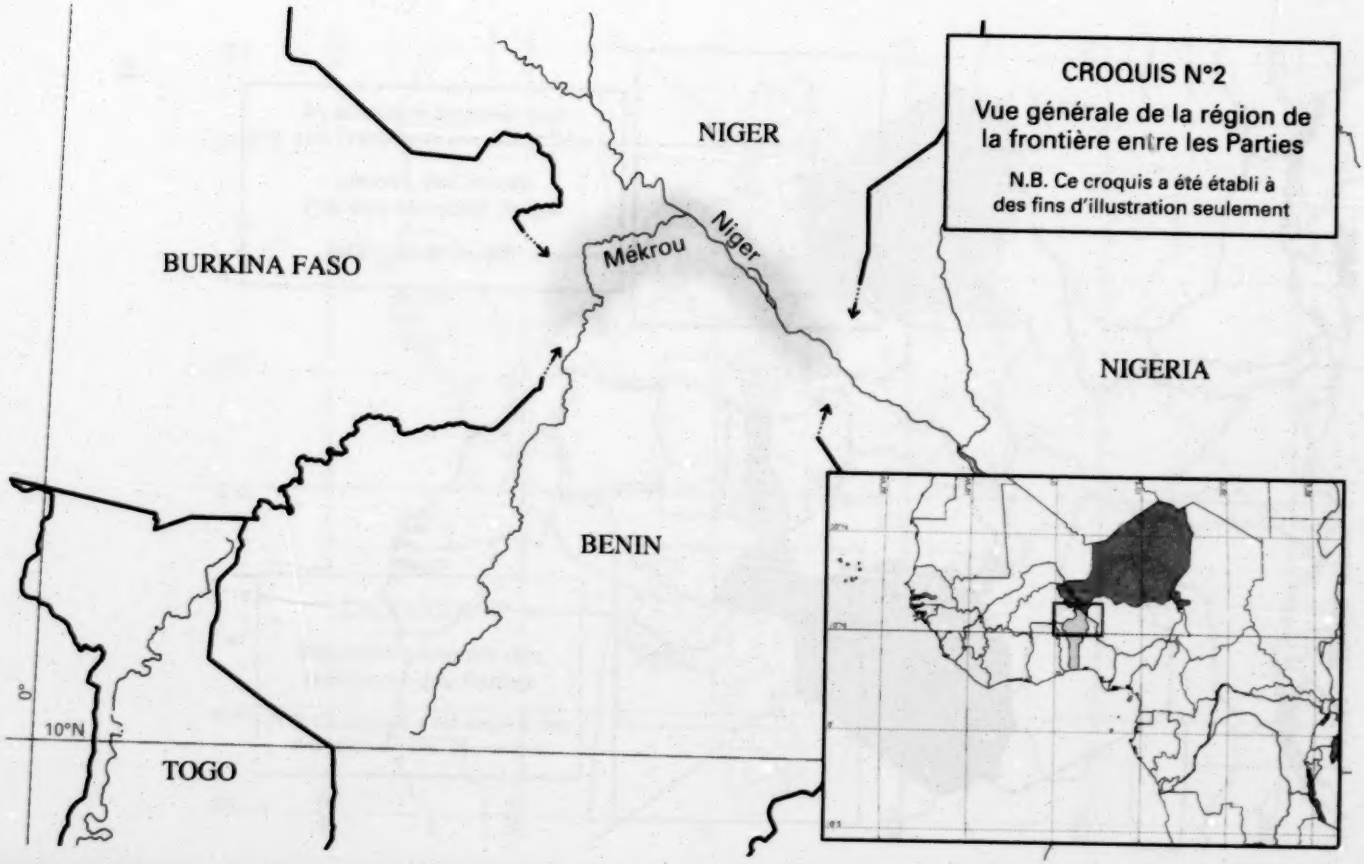
The island of Lété, referred to expressly in Article 2 *(b)* of the Special Agreement, is the largest, covering approximately 40 sq km. It extends 16,300 m from a point opposite the villages of Kwara Tegui (Benin) and Ouna (Niger) to a point opposite the villages of Karimama (Benin) and Albarkaizé (Niger). The approximate co-ordinates of the extremities of

CROQUIS N° 1

Situation générale des territoires des Parties

N.B. Ce croquis a été établi à des fins d'illustration seulement

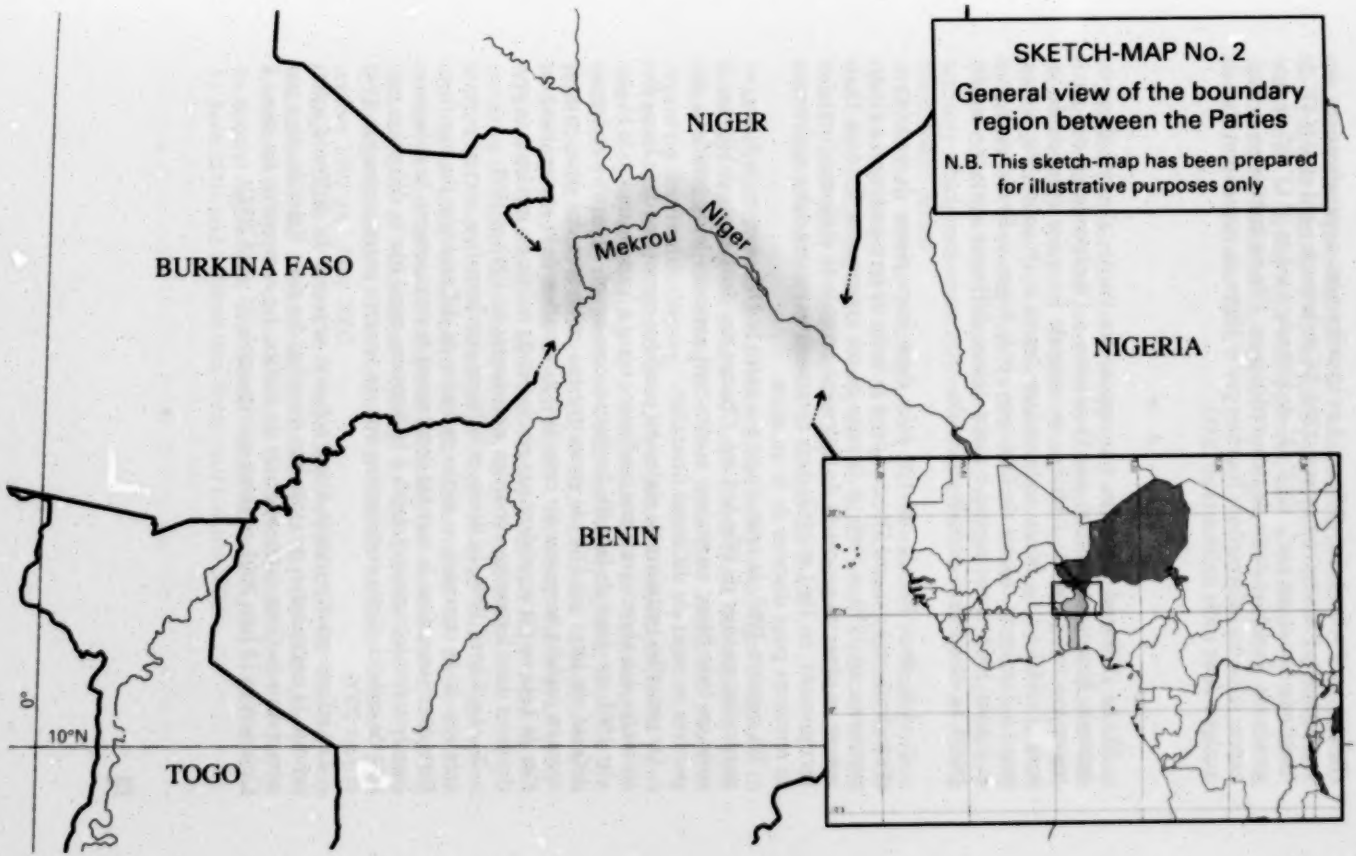
30°E
20°E
10°E
0°
10°W
20°W
20°N
10°N
0°
10°S
Niger
BENIN
SKETCH-MAP No. 1
General situation of the Parties' territories
N.B. This sketch-map has been prepared for illustrative purposes only



CROQUIS N°2

Vue générale de la région de la frontière entre les Parties

N.B. Ce croquis a été établi à des fins d'illustration seulement


SKETCH-MAP No. 2
General view of the boundary region between the Parties
N.B. This sketch-map has been prepared for illustrative purposes only
NIGER
Niger
Mekrou
BURKINA FASO
NIGERIA
BENIN
TOGO
10°N
0°

(Bénin) et d'Albarkaizé (Niger). Les coordonnées approximatives des extrémités de l'île sont : en amont, 12° 9′ 55″ de latitude nord et 3° 6′ 47″ de longitude est ; et, en aval, 12° 3′ 43″ de latitude nord et 3° 13′ 39″ de longitude est. Fertile et dotée de riches pâturages, l'île est habitée en permanence ; selon les informations fournies par le Niger, sa population était de quelque deux mille habitants en 2000.

* *

20. Le différend frontalier qui oppose les Parties s'inscrit dans un contexte historique marqué par l'accession à l'indépendance des territoires qui relevaient de l'Afrique occidentale française (dénommée ci-après l'« AOF »). Le Bénin, indépendant depuis le 1er août 1960, correspond à l'ancienne colonie du Dahomey, et le Niger, indépendant depuis le 3 août 1960, à un territoire ayant connu différents avatars administratifs au cours de la période coloniale.

21. Les deux Parties ont fait état, dans leurs pièces de procédure, d'incidents survenus sur l'île de Lété à la veille de leur accession à l'indépendance, en 1959 et 1960. A la suite de ces événements, les deux Etats mirent en place un processus de règlement amiable du différend frontalier les opposant : en 1961 et 1963, deux commissions mixtes daho-nigériennes se réunirent pour discuter de la question.

En octobre 1963, la crise s'aggrava entre le Dahomey et le Niger, en particulier au sujet de l'île de Lété. Chacun des deux Etats publia par la suite un livre blanc où étaient notamment exposées leurs positions respectives au sujet du différend frontalier.

De nouvelles tentatives de règlement pacifique eurent lieu dans les années suivantes, qui aboutirent à une conférence tenue à Yamoussoukro le 18 janvier 1965, au cours de laquelle les Parties convinrent, « jusqu'au règlement définitif du litige sur l'île, de permettre aux nationaux des deux pays de vivre en parfaite harmonie sur cette île ». La question de la souveraineté sur l'île de Lété ne fut cependant pas résolue et de nouveaux incidents se produisirent dans les années suivantes, notamment en 1993 et 1998.

22. Le 8 avril 1994, le Bénin et le Niger conclurent un accord portant création de la commission mixte paritaire de délimitation de leur frontière commune, dont le mandat comprenait le recensement, la collecte et l'analyse des documents relatifs à la frontière, ainsi que la définition précise de celle-ci. Cette commission tint six sessions entre septembre 1995 et juin 2000.

Les efforts pour parvenir à une solution négociée du différend ayant échoué, la commission proposa aux autorités des deux Etats de saisir par compromis la Cour internationale de Justice. Le compromis fut signé à Cotonou le 15 juin 2001 et entra en vigueur le 11 avril 2002.

* *

the island are: upstream, 12° 9′ 55″ latitude North and 3° 6′ 47″ longitude East; downstream, 12° 3′ 43″ latitude North and 3° 13′ 39″ longitude East. The island is fertile, with rich pastures, and is permanently inhabited; according to information supplied by Niger, its population numbered some 2,000 in the year 2000.

* *

20. The frontier dispute between the Parties is set within a historical context marked by the accession to independence of the territories that were formerly part of French West Africa ("Afrique occidentale française", hereinafter "AOF"). Benin, which has been independent since 1 August 1960, corresponds to the former colony of Dahomey, and Niger, which has been independent since 3 August 1960, corresponds to a territory which underwent various administrative transformations during the colonial period.

21. In their written pleadings, both Parties referred to incidents that occurred on the island of Lété on the eve of their independence, in 1959 and 1960. Following those events, the two States set up a process for the friendly settlement of their frontier dispute: in 1961 and 1963 two Dahomey-Niger joint commissions met to discuss the matter.

In October 1963 the crisis between Dahomey and Niger deepened, in particular regarding the island of Lété. Each State subsequently published a White Paper setting out, *inter alia*, their respective positions regarding the frontier dispute.

There were fresh attempts to reach a peaceful settlement in the years that followed, culminating in a conference held in Yamoussoukro on 18 January 1965, in the course of which the Parties agreed "until the dispute over the island is finally settled, to allow nationals of both countries to live in perfect harmony on that island". However, the issue of sovereignty over the island of Lété was not resolved and there were further incidents in subsequent years, notably in 1993 and 1998.

22. On 8 April 1994 Benin and Niger entered into an agreement creating a joint commission for the delimitation of their common border, whose terms of reference included the enumeration, collection and analysis of documents relating to the frontier and the precise establishment thereof. The commission held six meetings between September 1995 and June 2000.

Since efforts to arrive at a negotiated solution to the dispute were unsuccessful, the commission proposed that the Governments of the two States bring the dispute before the International Court of Justice by Special Agreement. The Special Agreement was signed in Cotonou on 15 June 2001 and entered into force on 11 April 2002.

* *

23. Aux termes de l'article 6 du compromis («Droit applicable»), les règles et principes du droit international qui s'appliquent au présent différend comprennent «le principe de la succession d'Etats aux frontières héritées de la colonisation, à savoir, l'intangibilité desdites frontières». Il ressort des termes de cette disposition ainsi que de l'argumentation des Parties que celles-ci conviennent de la pertinence du principe de l'*uti possidetis juris* pour la détermination de leur frontière commune. Comme la Chambre constituée en l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)* a eu l'occasion de l'indiquer, l'existence de ce principe a été reconnue à plusieurs reprises dans le contexte africain (*Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali), arrêt, C.I.J. Recueil 1986*, p. 565, par. 20); elle l'a été, récemment encore, à l'alinéa *b)* de l'article 4 de l'acte constitutif, signé à Lomé le 11 juillet 2000, de l'Union africaine, dont le Bénin et le Niger sont des membres. Ladite Chambre a précisé que le principe considéré «accorde au titre juridique la prééminence sur la possession effective comme base de la souveraineté» et «vise, avant tout, à assurer le respect des limites territoriales au moment de l'accession à l'indépendance», y compris des anciennes délimitations administratives établies pendant l'époque coloniale et devenues frontières internationales (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 586-587, par. 63, et p. 566, par. 23).

24. En application du principe de l'*uti possidetis juris*, la présente Chambre doit donc rechercher quelle est, dans l'affaire dont elle est saisie, la frontière héritée de l'administration française. Les Parties s'accordent pour dire que les dates à prendre en considération à cet effet sont celles auxquelles elles ont respectivement accédé à l'indépendance, à savoir les 1er et 3 août 1960; la Chambre observe qu'aucune modification de la frontière n'est intervenue entre ces deux moments très proches dans le temps.

25. Néanmoins, les Parties ont parfois formulé des opinions différentes s'agissant de certains aspects de l'application du principe de l'*uti possidetis juris* en l'espèce.

En premier lieu, le Niger soutient que ce principe n'exclut pas que la Chambre puisse tenir compte, le cas échéant, des réalités physiques postérieures à l'accession à l'indépendance, afin de s'assurer que l'arrêt rendu aura une portée effective et concrète entre les Parties: ainsi, tout en priant la Chambre de préciser à quel Etat appartient chacune des îles du fleuve Niger par référence à la ligne des sondages les plus profonds à la date de l'indépendance, le Niger lui demande de considérer à cet effet uniquement les îles existant à l'heure actuelle.

Le Bénin souligne quant à lui qu'en application stricte du principe de l'*uti possidetis juris* il serait inacceptable de se référer à la situation actuelle pour déterminer l'appartenance des îles au moment où les Parties ont accédé à l'indépendance.

La Chambre constate qu'en tout état de cause les Parties s'accordent sur le fait que le tracé de leur frontière commune doit être établi, conformément au principe de l'*uti possidetis juris*, par référence à la situation

23. Under Article 6 of the Special Agreement ("Applicable Law"), the rules and principles of international law applicable to the present dispute include "the principle of State succession to the boundaries inherited from colonization, that is to say, the intangibility of those boundaries". It follows from the wording of this provision and from the arguments of the Parties that they are in agreement on the relevance of the principle of *uti possidetis juris* for the purposes of determining their common border. As the Chamber formed in the case concerning the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* had occasion to state, the existence of this principle has been recognized on several occasions in the African context (*Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali), Judgment, I.C.J. Reports 1986*, p. 565, para. 20); it was recognized again recently, in Article 4 *(b)* of the Constitutive Act of the African Union, of which Benin and Niger are members, signed in Lomé on 11 July 2000. That Chamber stated that, according to the principle in question, "pre-eminence [is] accorded to legal title over effective possession as a basis of sovereignty" and that its essence lies "in its primary aim of securing respect for the territorial boundaries at the moment when independence is achieved", including former administrative delimitations established during the colonial period that became international frontiers (*I.C.J. Reports 1986*, pp. 586-587, para. 63, and p. 566, para. 23).

24. On the basis of the principle of *uti possidetis juris*, the present Chamber must thus seek to determine, in the case before it, the boundary that was inherited from the French administration. The Parties agree that the dates to be taken into account for this purpose are those of their respective independence, namely 1 and 3 August 1960; the Chamber would observe that there was no change in the frontier between these two very close dates.

25. The Parties have nonetheless sometimes expressed differing opinions regarding certain aspects of the application of the *uti possidetis juris* principle in the present case.

Firstly, Niger maintains that this principle does not preclude the Chamber from taking account, where appropriate, of the physical realities subsequent to independence, in order to ensure that the Judgment will have meaningful and practical significance between the Parties. Consequently, in requesting the Chamber to indicate to which State each of the islands in the River Niger belongs, by reference to the line of deepest soundings at the date of independence, Niger asks it to consider for this purpose only those islands that exist at the present time.

Benin, for its part, argues that, if the *uti possidetis juris* principle is to be applied strictly, it would be unacceptable to refer to the present situation in order to determine to which Party the islands belonged at the date of independence.

The Chamber observes that, in any event, the Parties agree that the course of their common boundary should be determined, in accordance with the *uti possidetis juris* principle, by reference to the physical situa-

physique à laquelle le droit colonial français s'est appliqué, telle qu'elle existait à la date des indépendances. Les conséquences de ce tracé sur le terrain, notamment en ce qui concerne l'appartenance des îles du fleuve à l'une ou l'autre des Parties, doivent cependant s'apprécier par rapport aux réalités physiques contemporaines et la Chambre ne saurait ignorer, dans l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée par les Parties aux termes de l'article 2 du compromis, l'apparition ou la disparition éventuelle de certaines îles sur le bief fluvial concerné.

26. En deuxième lieu, le Bénin et le Niger ont avancé des vues divergentes à propos des documents ou des cartes sur lesquels la Chambre doit fonder sa détermination de leur frontière commune.

Le Niger invoque, à l'appui de la délimitation qu'il revendique, certains documents et cartes postérieurs à la date des indépendances, et ce non seulement pour démontrer des réalités physiques actuelles, mais également aux fins de déterminer la situation existant à l'époque coloniale. Selon le Niger, il doit être procédé à une telle détermination sur la base des études les plus proches dans le temps de l'accession des Parties à l'indépendance, sans se limiter aux études antérieures à la date des indépendances.

Le Bénin estime au contraire que la Chambre devrait fonder sa décision sur des études et documents antérieurs à la date critique.

La Chambre ne saurait exclure à priori que des cartes, études ou autres documents postérieurs à cette date puissent être pertinents pour établir, en application du principe de l'*uti possidetis juris*, la situation qui existait alors. En tout état de cause, le principe de l'*uti possidetis* ayant pour effet de geler le titre territorial (*Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali), arrêt, C.I.J. Recueil 1986*, p. 568, par. 29), la prise en considération de documents postérieurs à la date des indépendances ne saurait conduire à une quelconque modification de l'«instantané territorial» à la date critique sauf, bien entendu, dans l'hypothèse où semblables documents exprimeraient clairement l'accord des Parties à une telle fin.

27. Les Parties ont, en troisième lieu, débattu de la valeur juridique, au regard du principe de l'*uti possidetis juris*, des effectivités postcoloniales.

La Chambre note que les deux Parties ont parfois cherché à confirmer le titre juridique dont elles se réclament en faisant valoir des actes par lesquels leurs autorités auraient, après 1960, exercé la souveraineté sur les territoires contestés; de telles effectivités ont, entre autres, été invoquées par le Niger à propos d'activités intéressant le fleuve et ses îles, et par le Bénin à propos d'activités intéressant la rive droite de la rivière Mékrou.

Une telle démarche ne doit pas nécessairement être exclue. En effet, comme l'a indiqué la Chambre chargée de connaître de l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*, il peut être tenu

> «compte, dans certains cas, d'éléments de preuve documentaire qui découlent d'effectivités postérieures à l'indépendance quand ... ces

tion to which French colonial law was applied, as that situation existed at the dates of independence. However, the consequences of such a course on the ground, particularly with regard to the question of to which Party the islands in the River Niger belong, must be assessed in relation to present-day physical realities and, in carrying out the task assigned to it under Article 2 of the Special Agreement, the Chamber cannot disregard the possible appearance or disappearance of certain islands in the stretch concerned.

26. Secondly, Benin and Niger have put forward differing views with respect to the documents or maps on which the Chamber should base its determination of their common boundary.

In support of its delimitation claims, Niger relies on certain documents and maps that are posterior to the dates of independence, not only to demonstrate current physical realities but also to establish the situation existing in the colonial era. According to Niger, that situation must be determined on the basis of the studies conducted closest in time to the Parties' accession to independence, without being confined to those conducted prior to the dates of independence.

Benin considers, to the contrary, that the Chamber should base its decision on research and documents prior to the critical date.

The Chamber cannot exclude *a priori* the possibility that maps, research or other documents subsequent to that date may be relevant in order to establish, in application of the *uti possidetis juris* principle, the situation that existed at the time. In any event, since the effect of the *uti possidetis* principle is to freeze the territorial title (*Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali), Judgment, I.C.J. Reports 1986*, p. 568, para. 29), the examination of documents posterior to independence cannot lead to any modification of the "photograph of the territory" at the critical date unless, of course, such documents clearly express the Parties' agreement to such a change.

27. Thirdly, the Parties have discussed the legal value, in the light of the *uti possidetis juris* principle, of post-colonial *effectivités*.

The Chamber notes that both Parties have on occasion sought to confirm the legal title which they claim by relying on acts whereby their authorities allegedly exercised sovereignty over the disputed territories after 1960; such *effectivités* have been invoked by Niger *inter alia* in respect of activities relating to the River Niger and its islands, and by Benin in respect of activities relating to the right bank of the River Mekrou.

Such an approach should not necessarily be excluded. As stated by the Chamber formed in the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*, it is possible to

> "have regard . . . in certain instances, to documentary evidence of post-independence *effectivités* when . . . they afford indications in

éléments apportent des précisions sur la frontière de l'*uti possidetis* ..., à condition qu'il existe une relation entre les effectivités en cause et la détermination de cette frontière» (*arrêt, C.I.J. Recueil 1992*, p. 399, par. 62).

*

28. Les Parties s'accordent à reconnaître que la détermination du tracé de la frontière et l'attribution des îles du fleuve Niger à l'une ou l'autre d'entre elles doit, en application du principe de l'*uti possidetis juris*, s'apprécier à la lumière du droit colonial français, dit «droit d'outre-mer». Elles se disent également d'accord sur l'identification des règles pertinentes de ce droit, mais en offrent des interprétations divergentes.

Avant de se pencher sur ces règles, la Chambre rappellera que, lorsque référence est faite à un droit interne en pareil contexte, ce droit intervient,

> «non en tant que tel (comme s'il y avait un *continuum juris*, un relais juridique entre ce droit et le droit international), mais seulement comme un élément de fait, parmi d'autres, ou comme moyen de preuve et de démonstration ... [du] «legs colonial»» (*Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali), arrêt, C.I.J. Recueil 1986*, p. 568, par. 30).

29. Ainsi que l'a déjà exposé la Chambre constituée en l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)* (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 568-569, par. 31), les possessions françaises en Afrique occidentale furent dotées, par décret du président de la République française en date du 16 juin 1895, d'une organisation administrative territoriale centralisée, placée sous l'autorité d'un gouverneur général. L'AOF ainsi créée était divisée en colonies, à la tête desquelles se trouvaient des lieutenants-gouverneurs, elles-mêmes constituées de circonscriptions de base dénommées cercles et administrées par des commandants de cercle; chaque cercle était à son tour composé de subdivisions, administrées par des chefs de subdivision, comprenant des cantons, qui regroupaient plusieurs villages.

30. Les Parties reconnaissent que la création et la suppression des colonies étaient du ressort des autorités métropolitaines: le président de la République française, agissant par décret, sous l'empire de la constitution de la Troisième République, puis le Parlement français, après l'adoption de la constitution du 27 octobre 1946.

La compétence pour créer des subdivisions territoriales au sein d'une même colonie relevait en revanche de l'autorité de l'AOF jusqu'en 1957, lorsqu'elle fut transférée aux institutions représentatives locales.

L'article 5 du décret du président de la République française, du 18 octobre 1904, portant réorganisation de l'AOF, attribua au gouverneur général compétence pour «détermin[er] en conseil de gouvernement et sur la proposition des lieutenants-gouverneurs intéressés les circonscriptions administratives dans chacune des colonies».

Dans sa circulaire n° 114*c* du 3 novembre 1912, relative à la forme à

respect of the . . . *uti possidetis juris* boundary, providing a relationship exists between the *effectivités* concerned and the determination of that boundary" (*Judgment, I.C.J. Reports 1992*, p. 399, para. 62).

*

28. The Parties both acknowledge that, in accordance with the principle of *uti possidetis juris*, the course of the frontier and the attribution of islands in the River Niger to either one of them must be determined in the light of French colonial law, known as *"droit d'outre-mer"*. They also agree on the identification of the relevant rules of that law, but do not share the same interpretation thereof.

Before turning to those rules, the Chamber would recall that, when reference is made to domestic law in such a context, that law is applicable

> "not in itself (as if there were a sort of *continuum juris*, a legal relay between such law and international law), but only as one factual element among others, or as evidence indicative of . . . the 'colonial heritage' " (*Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali), Judgment, I.C.J. Reports 1986*, p. 568, para. 30).

29. As the Chamber in the case concerning the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* (*I.C.J. Reports 1986*, pp. 568-569, para. 31) already observed, the territorial administration of the French possessions in West Africa was centralized by a decree of the President of the French Republic of 16 June 1895 and placed under the authority of a Governor-General. The entity of the AOF thus created was divided into colonies, headed by Lieutenant-Governors and themselves made up of basic units called *"cercles"* which were administered by *commandants de cercle*; each *cercle* was in turn composed of *subdivisions*, each administered by a *chef de subdivision*. The *subdivisions* consisted of *cantons*, which grouped together a number of villages.

30. The Parties acknowledge that the creation and abolition of colonies fell within the jurisdiction of the authorities of metropolitan France: the President of the French Republic, acting by decree, under the Constitution of the Third Republic, and subsequently the French Parliament, following the adoption of the Constitution of 27 October 1946.

The power to create territorial subdivisions within a single colony, on the other hand, was vested in the AOF until being transferred to the local representative institutions in 1957.

Article 5 of the decree of the President of the French Republic, dated 18 October 1904, providing for the reorganization of the AOF, vested the Governor-General with authority to "determine in government council *(conseil de gouvernement)*, and on the proposal of the Lieutenant-Governors concerned, the administrative districts in each of the colonies".

In his circular No. 114*c* of 3 November 1912, concerning the form of

donner aux actes portant organisation des circonscriptions et subdivisions administratives, le gouverneur général interpréta ce texte comme lui réservant «le droit de fixer ... le nombre et l'étendue des *cercles* qui constitu[aient], dans l'intérieur des Colonies, l'unité administrative réelle», mais précisa qu'il était «admis que les Lieutenants-Gouverneurs conserveraient la faculté de déterminer, par des actes émanant de leur propre autorité, les subdivisions territoriales créées dans l'intérieur de ces cercles». D'après cette circulaire, «toute mesure intéressant la circonscription administrative, l'unité territoriale proprement dite, c'est-à-dire affectant le cercle, soit dans son existence (créations ou suppressions), soit dans son étendue, soit dans sa dénomination, soit dans l'emplacement de son chef-lieu», devait être sanctionnée par un arrêté général pris en conseil de gouvernement; il appartenait aux lieutenants-gouverneurs «de préciser, par des arrêtés, dont [le gouverneur général se] réserv[ait] l'approbation, les limites topographiques exactes et détaillées de chacune de ces circonscriptions», ainsi que, «dans l'intérieur des cercles, [de] fixer ... le nombre et l'étendue des subdivisions territoriales ... et l'emplacement de leur centre» par des actes locaux.

31. Le Bénin allègue qu'au vu de ces textes il convient de distinguer les règles applicables à la création des colonies et de leurs subdivisions de celles relatives à la fixation des limites territoriales. A l'audience, le Bénin n'en a pas moins reconnu que le principe selon lequel les mêmes autorités habilitées à créer des colonies ou des circonscriptions administratives avaient le pouvoir d'en définir ou d'en modifier les limites s'appliquait certainement aux colonies. Il a toutefois maintenu que ce pouvoir n'était pas exclusif et que ledit principe ne s'appliquait sans doute pas s'agissant des limites internes aux colonies. En tout état de cause, les autorités locales, au premier chef les lieutenants-gouverneurs, auraient eu compétence, en vertu des règles relatives à la fixation des limites territoriales, pour préciser les décisions des autorités centrales.

Le Niger soutient en revanche que le pouvoir de créer une colonie, reconnu par les textes susmentionnés, emportait le pouvoir implicite d'en fixer l'étendue globale, de laquelle pouvaient être déduites des limites plus ou moins précises selon le cas. Il s'ensuivait, selon le Niger, que les règles en matière de création et d'organisation des circonscriptions administratives coloniales attribuaient des compétences implicites aux autorités métropolitaines, en matière de détermination des limites interterritoriales, et aux autorités de l'AOF, pour la délimitation des circonscriptions et subdivisions administratives. Les lieutenants-gouverneurs n'auraient eu compétence en cette matière que dans certaines circonstances précises et suivant une procédure et des formalités prescrites par lesdits textes.

* *

32. Aux fins de mieux comprendre le contexte historique dans lequel se placent les revendications des Parties en ce qui concerne la détermination

instruments for the organization of administrative districts and subdivisions, the Governor-General interpreted this text as conferring upon him "the right to establish . . . the number and extent of the *cercles* which, within the colonies, constitute[d] the actual administrative unit", but pointed out that it was "acknowledged that the Lieutenant-Governors would retain the power to determine the territorial subdivisions created within these *cercles* by measures adopted under their own authority". According to that circular, "any measure concerning the administrative district, the territorial unit proper, i.e. affecting the *cercle*, in terms of its existence (creation or abolition), its extent, its name, or the location of its administrative centre", was to be confirmed by an *arrêté général* adopted in government council; it lay with the Lieutenant-Governors "to define, by means of *arrêtés*, the approval of which [was] reserved to [the Governor-General], the exact and detailed topographical boundaries of each of these districts", as well as "within the *cercles*, [to] fix . . . the number and extent of the territorial subdivisions . . . and the location of their centre" by means of local decisions.

31. Benin submits that, in the light of these texts, the rules applicable to the creation of colonies and their subdivisions should be distinguished from those relating to the establishment of territorial boundaries. At the hearings, Benin nevertheless acknowledged that the principle whereby authorities empowered to create colonies or administrative districts were also competent to define or modify the boundaries thereof was certainly applicable to colonies. However, Benin contended that such competence was not exclusive and that in all likelihood the said principle did not apply in respect of the internal boundaries within colonies. In any event, the local authorities, headed by the Lieutenant-Governors, had authority, by virtue of the rules governing the fixing of territorial boundaries, to clarify central authorities' decisions.

Niger, on the other hand, contends that the power to create colonies, as conferred by the above-mentioned texts, entailed the implicit power to establish their overall extent, from which boundaries of varying precision could be determined on a case-by-case basis. According to Niger, it followed from this that the rules concerning the creation and organization of colonial administrative districts gave implicit prerogatives to the French metropolitan authorities for the determination of inter-territorial boundaries, and to the authorities of the AOF for the delimitation of administrative districts and their subdivisions. The Lieutenant-Governors' competence in this matter was confined to certain specific circumstances, according to a procedure and formalities laid down by the above-mentioned texts.

* *

32. For a better understanding of the historical context in which the Parties' claims stand in relation to the determination of the frontier and

de la frontière et l'appartenance des îles du fleuve Niger, il convient de retracer brièvement l'évolution du statut juridique des territoires concernés pendant la période coloniale.

33. Dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, la France s'était d'abord implantée le long du littoral du Dahomey, à Cotonou et à Porto Novo. Au terme d'un conflit armé avec le souverain local dans les années 1880 et 1890, elle consolida sa présence dans la région en plaçant d'abord le Dahomey sous protectorat (1892), puis en créant la «colonie du Dahomey et dépendances» (décret du 22 juin 1894). La France lança ensuite des expéditions depuis ses possessions du Dahomey vers le nord, ainsi que depuis le Soudan vers le sud et l'est, qui lui permirent, à l'automne 1897, d'occuper la vallée du fleuve Niger (notamment le secteur entre Say et Boussa).

L'occupation française fut consacrée, pour la région du nord-ouest du Dahomey, par une convention conclue avec l'Allemagne le 23 juillet 1897 et, pour celle du nord-est du Dahomey, par une convention conclue avec la Grande-Bretagne le 14 juin 1898. Par une convention du 8 avril 1904, certains ajustements furent apportés à la ligne établie en 1898 aux fins de séparer les zones d'influence française et britannique; les parties à cette convention fixèrent les limites de leurs possessions respectives suivant ces ajustements par une convention du 29 mai 1906, pour ce qui est de la région à l'est du fleuve Niger, et par un accord du 19 octobre 1906, pour les territoires se trouvant entre le golfe de Guinée et ce fleuve; des opérations d'abornement, consignées dans un procès-verbal en date du 19 février 1910, furent par la suite réalisées par la commission franco-anglaise de délimitation des territoires situés entre le Niger et le lac Tchad.

34. A la fin du XIX[e] siècle, lorsque la colonie du Dahomey fut incorporée à l'AOF par décret du 17 octobre 1899, elle englobait, dans la région concernée par le présent différend, des territoires situés sur les deux rives du fleuve Niger. En vertu du même décret, qui avait décidé la dislocation du Soudan français et la répartition des territoires qui appartenaient à celui-ci entre différentes colonies et deux territoires militaires spécialement créés, le territoire de Say fut également attribué au Dahomey; ce rattachement fut rendu effectif par arrêté du gouverneur du Dahomey en date du 20 mars 1901.

Par arrêté du 23 juillet 1900, le gouverneur général de l'AOF décida la création d'un troisième territoire militaire s'étendant sur les régions de la rive gauche du fleuve Niger de Say au lac Tchad. Cet arrêté de 1900 fut suivi d'un décret du président de la République française du 20 décembre 1900 ayant le même objet. La limite entre le troisième territoire militaire et le premier territoire militaire créé en 1899 fut par la suite fixée par arrêté du gouverneur général de l'AOF du 20 mars 1902.

Par décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du gouvernement général de l'AOF, le président de la République française créa notamment la colonie du Haut-Sénégal et Niger comprenant «les anciens terri-

to the question of to whom the islands in the River Niger belong, the evolution of the legal status of the territories concerned during the colonial period should be briefly recapitulated.

33. In the second half of the nineteenth century, France initially established settlements along the coast of Dahomey, at Cotonou and Porto Novo. Following an armed conflict with the local chieftain in the 1880s and 1890s, it consolidated its presence in the region first by placing Dahomey under protectorate (1892), and then by creating the "colony of Dahomey and dependencies" (decree of 22 June 1894). France subsequently launched expeditions northwards from its possessions in Dahomey, as well as southwards and eastwards from Sudan, which enabled it, in the autumn of 1897, to occupy the valley of the River Niger (in particular the sector between Say and Boussa).

The French occupation was expressly formalized, as regards the region of north-western Dahomey, by a convention concluded with Germany on 23 July 1897, and as regards north-eastern Dahomey, by a convention concluded with Great Britain on 14 June 1898. By means of a convention of 8 April 1904, certain adjustments were made to the line established in 1898 in order to separate the French and British areas of influence. The parties to that convention fixed the boundaries of their respective possessions in accordance with those adjustments by means of a convention of 29 May 1906 in respect of the region to the east of the River Niger, and by means of an agreement of 19 October 1906 in respect of the territories between the Gulf of Guinea and that river; demarcation operations, documented in an official record dated 19 February 1910, were subsequently carried out by the Anglo-French Commission for the delimitation of the territories situated between the Niger and Lake Chad.

34. At the end of the nineteenth century, when the colony of Dahomey was incorporated into the AOF by decree of 17 October 1899, it encompassed, in the region concerned by the present dispute, territories situated on both banks of the River Niger. By virtue of the same decree, which had provided for the dissolution of French Sudan and the apportionment of the territories it had comprised among different colonies and two specially created military territories, the territory of Say was also attributed to Dahomey. This territorial incorporation was put into effect by an *arrêté* of the Governor of Dahomey dated 20 March 1901.

By *arrêté* of 23 July 1900, the Governor-General of the AOF decided to establish a third military territory encompassing the regions on the left bank of the River Niger from Say to Lake Chad. That 1900 *arrêté* was followed by a decree of the President of the French Republic dated 20 December 1900 with the same object. The boundary between the Third Military Territory and the First Military Territory created in 1899 was subsequently determined by an *arrêté* of the Governor-General of the AOF, dated 20 March 1902.

By a decree of 18 October 1904 on the reorganization of the General Government of the AOF, the President of the French Republic *inter alia* established the colony of Haut-Sénégal et Niger comprising "the former

toires du Haut-Sénégal et du Moyen-Niger et ceux qui form[aient] le troisième territoire militaire». La colonie nouvellement créée était composée de «cercles d'administration civile», ainsi que du «territoire militaire du Niger», formé par les anciens premier et troisième territoires militaires.

Par décret du 2 mars 1907, les cercles de Fada-N'Gourma et de Say furent détachés du Dahomey pour être rattachés à la colonie du Haut-Sénégal et Niger. La limite intercoloniale fixée par ce décret fut revue à deux reprises dans sa partie occidentale, d'abord par un décret du 12 août 1909, puis par un décret du 23 avril 1913.

35. Le 7 septembre 1911, un autre décret détacha le territoire militaire du Niger de la colonie du Haut-Sénégal et Niger (le cercle de Say demeurant une circonscription de cette dernière), pour en faire une subdivision administrative dépendant directement du gouvernement général de l'AOF. Ce territoire militaire devint, le 1er janvier 1921, le territoire civil du Niger, puis fut transformé en colonie autonome par décret du 13 octobre 1922.

Entre-temps, le décret du 1er mars 1919 avait décidé la création de la colonie de la Haute-Volta, qui s'était vu attribuer notamment les cercles de Say et de Fada-N'Gourma faisant jusqu'alors partie du Haut-Sénégal et Niger.

Par décret du 28 décembre 1926, certains cantons du cercle de Dori et le cercle de Say (à l'exception du canton Gourmanché-de-Botou) furent détachés de la Haute-Volta pour être rattachés au Niger. Un arrêté général du 31 août 1927 et son erratum du 5 octobre de la même année fixèrent la limite entre les colonies de la Haute-Volta et du Niger.

La colonie de la Haute-Volta fut supprimée par décret du 5 septembre 1932, puis reconstituée avec la même assise territoriale par la loi n° 47-1707 du 4 septembre 1947; pendant la période intermédiaire, les cercles de Fada et de Dori (à l'exception du canton d'Aribinda) furent rattachés au Niger.

36. Au cours de la période coloniale, l'organisation administrative du Dahomey et du Niger fit l'objet de plusieurs dispositions successives.

Après sa création en 1894, la colonie du Dahomey et dépendances fut organisée par arrêté du gouverneur par intérim en date du 11 août 1898: cet arrêté instituait quatre cercles dans la colonie, dont celui du Moyen-Niger, qui comprenait notamment «les territoires du Zaberma ou Dendi situés sur les deux rives du Niger et leurs dépendances», et celui du Gourma, qui était constitué par «les provinces de Fada N'Gourma, de Pama, de Matiacouali, de Kodjar, de Botou et leurs dépendances». Les divisions territoriales de la colonie furent réorganisées par des arrêtés du gouverneur général de l'AOF des 8 décembre 1934 et 27 octobre 1938: ces deux arrêtés identifiaient notamment les limites des cercles de Kandi et de Natitingou, contigus à la colonie du Niger.

Le Niger fit l'objet de réorganisations internes successives par arrêtés du gouverneur général de l'AOF du 26 décembre 1904, du 31 décembre

territories of Haut-Sénégal and Moyen-Niger and those which form[ed] the Third Military Territory". The newly created colony was composed of "*cercles* under civil administration" as well as the "Military Territory of Niger", constituted by the former First and Third Military Territories.

By decree of 2 March 1907, the *cercles* of Fada-N'Gourma and Say were detached from Dahomey and incorporated into the colony of Haut-Sénégal et Niger. The intercolonial boundary fixed by that decree was revised on two occasions in its western part, first by a decree of 12 August 1909, and subsequently by a decree of 23 April 1913.

35. On 7 September 1911, a further decree separated the Military Territory of Niger from the colony of Haut-Sénégal et Niger (the *cercle* of Say remaining as a district of that colony), in order to make it an administrative subdivision under the direct control of the office of the Government-General of the AOF. On 1 January 1921, that military territory became the Civil Territory of Niger, and was then made an autonomous colony by decree of 13 October 1922.

In the meantime, the decree of 1 March 1919 had provided for the establishment of the colony of Haute-Volta, to which were attributed, *inter alia*, the *cercles* of Say and Fada-N'Gourma, which had hitherto formed part of Haut-Sénégal et Niger.

By decree of 28 December 1926, certain *cantons* in the *cercle* of Dori and the *cercle* of Say (with the exception of the *canton* of Gourmanché-de-Botou) were detached from Haute-Volta and incorporated into Niger. An *arrêté général* of 31 August 1927 and the *erratum* thereto of 5 October of the same year determined the boundary between the colonies of Haute-Volta and Niger.

The colony of Haute-Volta was abolished by decree of 5 September 1932, then reconstituted with the same territorial basis by Law No. 47-1707 of 4 September 1947; in the intervening period, the *cercles* of Fada and Dori (excluding the *canton* of Aribinda) were incorporated into Niger.

36. During the colonial period, the administrative organization of Dahomey and Niger was the subject of several successive enactments.

Following its establishment in 1894, the colony of Dahomey and dependencies was organized by *arrêté* of the Governor *ad interim*, dated 11 August 1898; that *arrêté* established four *cercles* in the colony, including that of Moyen-Niger, which comprised *inter alia* "the territories of Zaberma or Dendi situated on either side of the Niger and their dependencies" and that of Gourma, which comprised "the *provinces* of Fada N'Gourma, Pama, Matiacouali, Kodjar, Botou and their dependencies". The territorial divisions of the colony were reorganized by *arrêtés* of the Governor-General of the AOF, dated 8 December 1934 and 27 October 1938; those two *arrêtés inter alia* defined the boundaries of the *cercles* of Kandi and of Natitingou, adjoining the colony of Niger.

The internal reorganization of Niger was the subject of successive *arrêtés* of the Governor-General of the AOF, dated 26 December 1904,

1907, du 14 décembre 1908, du 22 juin 1910, du 23 novembre 1912 et du 22 janvier 1927; à la veille de l'indépendance, à la suite d'un arrêté général du 30 mars 1956 ajoutant sept nouveaux cercles dans la colonie, le Niger comptait seize cercles.

* *

37. La Chambre décrira à présent les principaux documents pertinents aux fins du règlement du différend frontalier. Il convient de distinguer, à cet égard, les documents concernant la détermination du tracé de la frontière dans le secteur du fleuve Niger et l'appartenance des îles de ce fleuve à l'une ou l'autre des Parties, d'une part, et ceux relatifs à la délimitation dans le secteur de la rivière Mékrou, d'autre part.

38. S'agissant du secteur du fleuve Niger et des îles, les documents essentiels sont, par ordre chronologique, les suivants:

— l'arrêté général du 23 juillet 1900 créant un troisième territoire militaire dont le chef-lieu était établi à Zinder. L'article premier de cet arrêté disposait que ce territoire «s'étend[ait] sur les régions de la rive gauche du Niger de Say au lac Tchad qui [avaient] été placées dans la sphère d'influence française par la convention du 14 juin 1898»;

— le décret du 20 décembre 1900 constituant un troisième territoire militaire entre le Niger et le Tchad;

— la lettre n° 163 du ministre des colonies en date du 7 septembre 1901 adressée au gouverneur général de l'AOF. Dans cette lettre, le ministre se référait à une communication antérieure par laquelle le gouverneur général lui avait transmis deux rapports du gouverneur du Dahomey «envisagea[nt] la question de la délimitation entre le Dahomey et le troisième territoire militaire, et indiqua[nt] le cours du Niger comme la meilleure ligne de démarcation, au double point de vue géographique et politique». En réponse à l'avis du gouverneur général selon lequel cette proposition semblait «très acceptable», le ministre indiquait dans sa lettre qu'il «partage[ait] sur ce point [la] manière de voir» de celui-ci;

— la lettre n° 54 du 3 juillet 1914, par laquelle l'administrateur adjoint Sadoux, commandant du secteur de Gaya (Niger), communiquait au commandant du cercle du Moyen-Niger (Dahomey) «[un] tableau des îles du [fleuve] Niger avec l'indication du grand bras du fleuve et de la colonie à laquelle par suite ces îles appart[enaient]», établi par ses soins «dans le but unique de déterminer nettement le cas dans lequel des laissez-passer de pacage d[evai]ent être délivrés aux Peuhls des deux rives et de délimiter la compétence territoriale des tribunaux indigènes des deux colonies». Dans sa lettre, l'administrateur adjoint indiquait qu'il «cro[yait] ... que c'[était] le chenal principal qui [devait] servir de délimitation» entre les territoires concernés, «le commandant du secteur de Guéné [lui] ayant cité [l'année précédente] à ce

31 December 1907, 14 December 1908, 22 June 1910, 23 November 1912 and 22 January 1927. On the eve of independence, as a result of an *arrêté général* of 30 March 1956 adding seven new *cercles* to the colony, Niger comprised 16 *cercles*.

* *

37. The Chamber will now describe the main documents relevant to the settlement of the frontier dispute. In this connection, a distinction should be made between those documents that concern the determination of the course of the boundary in the River Niger sector and the question of to whom the islands in that river belong and those documents that relate to the delimitation in the River Mekrou sector.

38. As regards the sector of the River Niger and the islands therein, the essential documents, in chronological order, are as follows:

— the *arrêté général* of 23 July 1900 creating a Third Military Territory, the administrative centre of which was established at Zinder. Article 1 of this *arrêté* stated that this territory "encompass[ed] the areas on the left bank of the Niger between Say and Lake Chad that [had been] placed within the French sphere of influence by the Convention of 14 June 1898";
— the decree of 20 December 1900 creating a Third Military Territory between the Niger and Lake Chad;
— letter No. 163 from the Minister for the Colonies, dated 7 September 1901, addressed to the Governor-General of the AOF. In this letter, the Minister referred to a previous communication, by which the Governor-General had transmitted two reports to him from the Governor of Dahomey "regarding the question of the delimitation between Dahomey and the Third Military Territory, and indicating the course of the Niger as the best demarcation line, both from a geographical and political perspective". In response to the Governor-General's view that this proposal seemed "highly acceptable", the Minister indicated in his letter that "on this point, he share[d] [the] view" of the Governor-General;
— letter No. 54 of 3 July 1914, under cover of which *administrateur adjoint* Sadoux, *commandant* of the *secteur* of Gaya (Niger), sent to the *commandant* of the *cercle* of Moyen-Niger (Dahomey) "a table of the islands in the River Niger indicating the major branch of the river and the colony to which the islands therefore belong[ed]", which he had prepared "for the sole purpose of clearly determining when grazing permits [should] be issued to the Peuhls from both banks and delimiting the territorial jurisdiction of the indigenous tribunals in the two colonies". In his letter, the *administrateur adjoint* indicated that he "believe[d] . . . that it [was] the main channel that [should] serve as delimitation" between the territories concerned, "the *commandant* of the *secteur* of Guéné having cited to [him the previous year] a text on

sujet un texte qui se trouv[ait] à Kandi mais [qu'il] ne poss[édait] pas à Gaya»;

— l'arrêté général n° 2812/AP du 8 décembre 1934 et l'arrêté général n° 3578/AP du 27 octobre 1938, portant tous deux réorganisation des divisions territoriales de la colonie du Dahomey. Ce dernier arrêté, dont le texte est quasi identique à celui de 1934 dans sa partie pertinente pour la présente affaire, indiquait à son article premier que le cercle de Kandi était limité

> «[à] l'est, par la frontière de la Nigéria [l'arrêté de 1934 se référait à «la frontière nigérienne»] jusqu'au Niger;
> [a]u nord-est, par le cours du Niger jusqu'à son confluent avec la Mékrou ...».

L'article 2 précisait que les limites des cercles étaient celles qui étaient tracées sur une carte du Dahomey à l'échelle de 1/500 000 jointe à l'arrêté (l'article 2 de l'arrêté de 1934 ayant un contenu identique); aucune des Parties n'a cependant pu retrouver, aux fins de la présente affaire, les cartes sur lesquelles avaient été reportées ces limites;

— la lettre n° 3722/APA du 27 août 1954, par laquelle le secrétaire général Raynier, gouverneur par intérim du Niger, faisait savoir au chef de la subdivision de Gaya (Niger), sous couvert du commandant du cercle de Dosso (Niger), «que la limite du territoire du Niger [était] constituée de la ligne des plus hautes eaux, côté rive gauche du fleuve, à partir du village de Bandofay, jusqu'à la frontière du Nigéria» et que «[e]n conséquence toutes les îles situées dans cette partie du fleuve [faisaient] partie du territoire du Dahomey». Les Parties ont appelé l'attention de la Chambre sur d'autres correspondances relatives à la limite intercoloniale, échangées entre les autorités du Niger, entre celles du Dahomey et entre les deux colonies au cours de l'année 1954, ainsi que dans les années suivantes (notamment en 1956), qui permettraient d'apprécier la valeur juridique et la portée de la lettre susmentionnée.

39. S'agissant du secteur de la rivière Mékrou, les documents essentiels de l'époque coloniale sont, par ordre chronologique, les suivants:

— un décret du 2 mars 1907, rattachant à la colonie du Haut-Sénégal et Niger les cercles de Fada N'Gourma et de Say. L'article premier de ce décret établissait ce qui suit:

> «[l]a limite entre la colonie du Haut-Sénégal et Niger et celle du Dahomey est constituée, à partir de la frontière du Togo, par les limites actuelles du cercle du Gourma jusqu'à la rencontre de la chaîne montagneuse de l'Atakora dont elle suit le sommet jusqu'au point d'intersection avec le méridien de Paris, d'où elle suit une ligne droite dans la direction nord-est et aboutissant au confluent de la rivière Mékrou avec le Niger»;

— un décret du 12 août 1909, dont l'article premier disposait que «[l]a limite entre le cercle du Gourma (Haut-Sénégal et Niger) et le cercle

this subject, which [was] in Kandi, but [which he] [did] not have in Gaya";

— *arrêté général* No. 2812/AP of 8 December 1934 and *arrêté général* No. 3578/AP of 27 October 1938, both reorganizing the territorial divisions of the colony of Dahomey. The latter, whose text is virtually identical to that of 1934 in the part relevant to the present case, indicated in Article 1 that the *cercle* of Kandi was bounded

> "[in] the east, by the frontier of Nigeria [the 1934 *arrêté* referred to 'the frontier of Niger'] as far as the Niger;
> [i]n the north-east, by the course of the Niger to its confluence with the Mekrou . . .".

Article 2 stated that the boundaries of the *cercles* were those drawn on a 1:500,000 map of Dahomey appended to the *arrêté* (Article 2 of the 1934 *arrêté* being identical in content). However, neither of the Parties has been able, for the purposes of the present case, to locate the maps on which those boundaries had been drawn;

— letter No. 3722/APA of 27 August 1954, by which Secretary-General Raynier, Governor *ad interim* of Niger, informed the *chef* of the *subdivision* of Gaya (Niger), through the *commandant* of the *cercle* of Dosso (Niger), "that the boundary of the Territory of Niger [was] constituted by the line of highest water, on the left bank of the river, from the village of Bandofay to the frontier of Nigeria" and that "[c]onsequently, all the islands situated in this part of the river [formed] part of the Territory of Dahomey". The Parties have drawn the attention of the Chamber to other letters relating to the inter-colonial boundary exchanged between the authorities of Niger, between the authorities of Dahomey and between the two colonies during 1954, as well as in subsequent years (in 1956 for example), which would allegedly make it possible to assess the legal value and the significance of the aforementioned letter.

39. With respect to the River Mekrou sector, the essential documents from the colonial period are, in chronological order, as follows:

— a decree of 2 March 1907, incorporating the *cercles* of Fada N'Gourma and Say into the colony of Haut-Sénégal et Niger. Article 1 of this decree provided as follows:

> "[t]he boundary between the colony of Haut-Sénégal et Niger and the colony of Dahomey is formed, from the boundary of Togo, by the present boundary of the *cercle* of Gourma until it reaches the Atakora mountain range, whose summit it follows until it meets the Paris meridian, from which point it runs in a straight line in a north-easterly direction, terminating at the confluence of the River Mekrou with the Niger";

— a decree of 12 August 1909, Article 1 of which provided that "[t]he boundary between the *cercle* of Gourma (Haut-Sénégal et Niger) and

de Djougou (Dahomey)» était constituée notamment par

> «[l]a chaîne de l'Altacora, dont elle suit le sommet, ou, plus exactement, une ligne parallèle à la piste Konkobiri, Tandangou, Sangou qui longe le pied de la montagne, distante de celle-ci de 8 kilomètres»;

— un décret du 23 avril 1913, dont l'article premier établissait que «[l]a limite entre le cercle de Fada-N'Gourma (Haut-Sénégal et Niger) et de l'Atacora (Dahomey)» était déterminée notamment par

> «une ligne parallèle, à l'est, à la piste de Compongou, Konkobiri, Batchango, qui longe le pied de la chaîne de l'Atacora, distante de celle-ci de 8 kilomètres et prolongée, jusqu'à sa rencontre, avec le cours supérieur de la rivière Pendjari»;

— un décret du 1er mars 1919 portant division de la colonie du Haut-Sénégal et Niger et création de la colonie de la Haute-Volta;
— un arrêté général du 16 avril 1926 fixant certaines conditions d'exécution du décret du 10 mars 1925 portant réglementation de la chasse et institution de parcs de refuge en AOF;
— un arrêté général pris par le gouverneur général par intérim de l'AOF le 31 août 1927, fixant les limites des colonies de la Haute-Volta et du Niger. Bien que concernant, ainsi que son texte le précise, la frontière entre la Haute-Volta et le Niger, cet arrêté prévoyait, au paragraphe 2 de l'article premier, que les limites entre le cercle de Say et la Haute-Volta étaient constituées

> «[a]u Sud-Ouest, [par] une ligne partant approximativement de la Sirba à hauteur du parallèle de Say pour aboutir à la Mékrou;
> [a]u Sud-Est, par la Mékrou de ce point jusqu'à son confluent avec le Niger».

Cet arrêté général fut modifié, entre autres sur ce point, par un «erratum» du 5 octobre 1927, publié au *Journal officiel* de l'AOF du 15 octobre 1927, dont le dernier alinéa de l'article premier établissait uniquement que la limite des colonies du Niger et de la Haute-Volta «remont[ait] ... le cours de la Tapoa jusqu'au point où elle rencontr[ait] l'ancienne limite des cercles de Fada et de Say, qu'elle sui[vait] jusqu'à son intersection avec le cours de la Mékrou»;
— les arrêtés généraux des 8 décembre 1934 et 27 octobre 1938 susmentionnés, qui indiquaient notamment que la limite nord-ouest du cercle de Kandi était constituée par «la limite Dahomey-colonie du Niger, du fleuve Niger au confluent de la Pendjari avec le marigot Sud de Kompongou»;

— l'arrêté local n° 1464 APA du gouverneur par intérim du Dahomey, en date du 30 septembre 1937, fixant certaines conditions d'application du décret du 13 octobre 1936 portant réglementation de la chasse

the *cercle* of Djougou (Dahomey)" was formed, *inter alia*, by

> "[t]he Atacora mountain range, whose summit it follows, or, more precisely, a line parallel to the Konkobiri-Tandangou-Sangou trail running along the foot of the mountain, at a distance of 8 km from the trail";

— a decree of 23 April 1913, Article 1 of which provided that "[t]he boundary between the *cercles* of Fada-N'Gourma (Haut-Sénégal et Niger) and Atacora (Dahomey)" was determined, *inter alia*, by

> "a line parallel, in the east, to the Compongou-Konkobiri-Batchango trail running along the foot of the Atacora mountain range at a distance of 8 km from the trail and continuing until it meets the upper course of the River Pendjari";

— a decree of 1 March 1919 dividing the colony of Haut-Sénégal et Niger and creating the colony of Haute-Volta;

— an *arrêté général* of 16 April 1926 laying down certain conditions for the implementation of the decree of 10 March 1925 regulating hunting and creating game parks in the AOF;

— an *arrêté général* adopted by the Governor-General *ad interim* of the AOF on 31 August 1927, fixing the boundaries of the colonies of Haute-Volta and Niger. Although, as stated by its text, this *arrêté* related to the frontier between Haute-Volta and Niger, it provided, in Article 1, paragraph 2, that the boundaries between the *cercle* of Say and Haute-Volta were formed

> "[i]n the South-West, [by] a line starting approximately from the [River] Sirba at the level of the Say parallel and running as far as the Mekrou;
> [i]n the South-East, by the Mekrou from that point as far as its confluence with the Niger".

This *arrêté général* was amended, on this point among others, by an *erratum* of 5 October 1927, published in the *Journal officiel* of the AOF of 15 October 1927, in which the final subparagraph of Article 1 provided simply that the boundary of the colonies of Niger and Haute-Volta "follows . . . the course of the Tapoa upstream until it meets the former boundary of the *cercles* of Fada and Say, which it follows as far as its intersection with the course of the Mekrou";

— the aforementioned *arrêtés généraux* of 8 December 1934 and 27 October 1938, which indicated, *inter alia*, that the north-western boundary of the *cercle* of Kandi was formed by "the boundary between Dahomey and the colony of Niger, from the River Niger to the confluence of the Pendjari with the Kompongou southern 'marigot' ";

— local *arrêté* No. 1464 APA of the Governor *ad interim* of Dahomey, dated 30 September 1937, laying down certain conditions for the implementation of the decree of 13 October 1936 regulating hunting

dans les principaux territoires africains relevant du ministère des colonies;

— l'arrêté local n° 1302/AE/SZ du gouverneur du Niger, en date du 13 novembre 1937, établissant que serait réservée sous l'appellation «Parc national du W» une partie du territoire des cercles de Niamey et de Fada N'Gourma;

— l'arrêté général n° 7640 SE/F du 3 décembre 1952, constituant en «Réserve totale du W du Niger» une partie du cercle de Kandi (Dahomey), dont il fixait les limites;

— l'arrêté général n° 4676 SE/F du 25 juin 1953, portant création de la «Réserve totale de faune du W du Niger» dans une zone située dans le cercle de Niamey (Niger), dont il fixait les limites.

Les Parties ont également débattu, à propos de la frontière dans le secteur de la rivière Mékrou, de la portée de certains documents postérieurs à la date des indépendances, notamment:

— la note verbale n° 03498 adressée le 29 août 1973 au ministère des affaires étrangères du Dahomey par le ministère des affaires étrangères du Niger, au sujet de la réunion d'une commission paritaire concernant un projet commun de barrage sur la rivière Mékrou;

— le procès verbal d'une réunion d'experts des Gouvernements du Niger et du Dahomey, tenue le 8 février 1974, «au sujet de la Mékrou et du projet de barrage à réaliser sur son cours»;

— l'accord du 14 janvier 1999 entre le Niger et le Bénin, relatif à la réalisation de l'aménagement hydroélectrique au site de Dyodyonga sur la rivière Mékrou.

*

40. Les Parties ont également produit, à l'appui de leurs thèses respectives, un matériau cartographique et photographique volumineux, diversifié tant par la date que par l'origine, la qualité technique et le degré de précision.

41. En vue d'identifier le chenal principal du fleuve Niger et d'établir la répartition des îles du fleuve entre les Parties, le Niger s'est fondé en particulier, parmi de nombreux autres cartes et croquis, sur: les cartes du cours du Niger préparées en 1896 à la suite d'une mission, conduite par le lieutenant de vaisseau Hourst, chargée d'étudier le régime du fleuve et sa navigabilité; le plan général à l'échelle de 1/10000 de l'étude sur la navigabilité du bief fluvial du Niger entre Niamey et Gaya effectuée par la mission conduite par A. Beneyton en 1929-1930; la carte annexée au rapport sur la reconnaissance du fleuve entre Niamey et Malanville qui fut effectuée en 1949 suivant un ordre de mission du chef des services de la région Bénin-Niger; la feuille n° 4 de la mission d'étude sur la navigabilité du fleuve (relevé des hauts-fonds à l'échelle de 1/10000) réalisée en 1965 par le service topographique et du cadastre de la République du Niger; les cartes n^{os} 32 à 37 à l'échelle de 1/50000 de l'étude sur la navi-

in the principal African territories under the jurisdiction of the Ministry of the Colonies;
— local *arrêté* No. 1302/AE/SZ of the Governor of Niger, dated 13 November 1937, providing that part of the territory of the *cercles* of Niamey and Fada N'Gourma would be set aside for the "Niger W National Park";
— *arrêté général* No. 7640 SE/F of 3 December 1952, designating part of the *cercle* of Kandi (Dahomey) as the "Niger W Total Reserve", the boundaries of which it fixed;
— *arrêté général* No. 4676 SE/F of 25 June 1953, creating the "Niger W Total Game Reserve" in an area situated in the *cercle* of Niamey (Niger), the boundaries of which it fixed.

The Parties also discussed, in connection with the frontier in the River Mekrou sector, the significance of certain documents that are posterior to the dates of independence, in particular:

— Note Verbale No. 03498, addressed on 29 August 1973 to the Ministry of Foreign Affairs of Dahomey by the Ministry of Foreign Affairs of Niger, concerning the meeting of a joint committee regarding a joint dam project on the River Mekrou;
— the minutes of a meeting of experts of the Governments of Niger and Dahomey, held on 8 February 1974, "concerning the Mekrou and the dam project on that river";
— the Agreement of 14 January 1999 between Niger and Benin, relating to the development of a hydroelectric facility at Dyodyonga on the River Mekrou.

*

40. The Parties also produced a large quantity of cartographic and photographic material in support of their respective arguments, varying in date, origin, technical quality and level of accuracy.

41. With regard to the identification of the main channel of the River Niger and the attribution of the islands in that river between the Parties, Niger has relied in particular on the following, among many other maps and sketch-maps: maps of the course of the Niger prepared in 1896 following a mission led by Lieutenant Commander Hourst to study the régime of the river and its navigability; the general 1:10,000 plan from the study on the navigability of the stretch of the Niger between Niamey and Gaya carried out by the mission led by A. Beneyton in 1929-1930; the map annexed to the report on the survey of the river between Niamey and Malanville carried out in 1949 on the instructions of the *chef des services* of the Benin-Niger region; sheet No. 4 of the study on the navigability of the river (1:10,000 survey of the shoals) prepared in 1965 by the topographic service and land registry of the Republic of Niger; maps Nos. 32 to 37 on a scale of 1:50,000 from the study on the navigability of

gabilité du fleuve Niger entre Tossaye et Yelwa, réalisée à partir de 1967 par l'entreprise néerlandaise NEDECO sur demande de quatre Etats riverains du fleuve (Dahomey, Mali, Niger et Nigéria), dont les travaux sur le terrain furent effectués en 1968-1969 et le rapport final produit en septembre 1970; et les feuilles n^os^ 1 à 4 à l'échelle de 1/50 000 de l'étude du fleuve Niger établie en 1979 par l'Institut géographique national de France (IGN) à partir d'une mission photographique effectuée en avril 1975. Le Niger a également signalé que les cartes de l'Afrique de l'Ouest à l'échelle de 1/200 000 éditées par le service cartographique de l'AOF à Dakar en 1955 et 1960 faisaient courir la limite intercoloniale dans le cours du fleuve.

Le Bénin s'est, pour sa part, référé au matériau cartographique datant de l'époque coloniale, produit par l'une ou l'autre des Parties, afin de démontrer que les cartographes n'auraient jamais tenu pour établi que la limite entre les colonies du Dahomey et du Niger suivait le chenal navigable du fleuve Niger. Par ailleurs, selon le Bénin, les croquis ou études susmentionnés, invoqués par le Niger à l'appui de son argumentation, ne permettraient pas d'établir le chenal navigable à la date des indépendances ou l'appartenance des îles du fleuve à l'une ou l'autre des Parties. Le Bénin invoque enfin une étude, réalisée aux fins de la présente affaire par l'IGN-France international en décembre 2003, qui a effectué une comparaison des cartes de la région publiées par l'IGN en 1960 avec des images SPOT recueillies à la même échelle en 2002, pour montrer les changements de la configuration du bras le plus large et des îles du fleuve Niger au cours des cinquante dernières années.

42. S'agissant du secteur de la rivière Mékrou, chacune des Parties a invoqué, à l'appui de sa position, plusieurs cartes datant de la période coloniale.

Selon le Bénin, ces cartes (et notamment toutes celles réalisées après 1919, à l'exception d'une carte datée de 1922, et rééditée en 1928, dont fait mention le Niger) confirment que la rivière constituait la limite intercoloniale; il se réfère notamment au matériau cartographique suivant: les feuilles de «Kandi» et de «Niamey» de la carte (à l'échelle de 1/500 000) dressée et publiée en octobre 1926 par le service géographique de l'AOF (connue sous le nom de «carte Blondel la Rougery»); la carte intitulée «Nouvelle frontière de la Haute-Volta et du Niger (suivant erratum du 5 octobre 1927 à l'arrêté du 31 août 1927)» (à l'échelle de 1/1 000 000); une carte sans date intitulée «Croquis de la colonie du Niger, dressé par le colonel Abadie, de l'infanterie coloniale» (à l'échelle de 1/4 500 000); une carte routière Dahomey-Togo (à l'échelle de 1/1 000 000) établie par le service géographique de l'AOF en 1938; et un croquis routier intitulé «Dahomey et Togo», préparé par ce même service en 1948.

Le Niger s'est appuyé sur un matériau cartographique abondant pour montrer que les autorités coloniales n'auraient eu qu'une connaissance approximative de la région de la rivière Mékrou, ainsi que du tracé exact du cours de cette rivière, et que la limite établie par le décret du 2 mars 1907 n'aurait jamais été remise en cause; il a appelé à cet égard l'atten-

the River Niger between Tossaye and Yelwa conducted from 1967 onwards by NEDECO, a Dutch firm, at the request of four riparian States (Dahomey, Mali, Niger and Nigeria), the work on the ground being carried out in 1968-1969 and the final report produced in September 1970; and sheets Nos. 1 to 4 on a scale of 1:50,000 from the study of the River Niger in 1979 by the French Institut géographique national (IGN) on the basis of a photographic mission in April 1975. Niger also pointed out that the 1:200,000 maps of West Africa published by the AOF cartographic service in Dakar in 1955 and 1960 situated the intercolonial boundary in the course of the river.

For its part, Benin has referred to cartographic material dating from the colonial period, produced by one or other of the Parties, to demonstrate that the cartographers never took it for granted that the boundary between the colonies of Dahomey and Niger followed the navigable channel of the River Niger. Moreover, according to Benin, the above-mentioned sketch-maps or studies, relied on by Niger in support of its argument, cannot be used to define the navigable channel at the dates of independence or to determine to which of the Parties the islands in the river belong. Finally, Benin relies on a study carried out for the purposes of the present case by IGN-France international in December 2003, which compared the maps of the region published by IGN in 1960 with SPOT images on the same scale recorded in 2002, in order to show the changes in the configuration of the widest channel and islands of the River Niger over the last 50 years.

42. With regard to the River Mekrou sector, each Party has relied on several maps dating from the colonial period to support its position.

According to Benin, these maps (in particular those prepared after 1919, with the exception of a map dated 1922 and republished in 1928 cited by Niger) confirm that the Mekrou was the intercolonial boundary. Benin refers, *inter alia*, to the following cartographic documentation: the "Kandi" and "Niamey" sheets of the map (1:500,000) prepared and published in October 1926 by the AOF Geographical Service (known as the "Blondel la Rougery map"); the map entitled "New Boundary of Haute-Volta and Niger (according to the *erratum* of 5 October 1927 to the *arrêté* of 31 August 1927)" (1:1,000,000); an undated map entitled "Sketch-map of the Colony of Niger prepared by Colonel Abadie of the Colonial Infantry" (1:4,500,000); a Dahomey-Togo road map (1:1,000,000) prepared by the AOF Geographical Service in 1938; and a road sketch-map entitled "Dahomey and Togo" prepared by the same service in 1948.

Niger has relied on a large amount of cartographic material to show that the colonial authorities had only a vague knowledge of the River Mekrou region and of the exact course of that river, and that the boundary established by the decree of 2 March 1907 had never been challenged; in this connection, it drew the attention of the Chamber to a combined

tion de la Chambre sur une carte d'ensemble politique et administrative de l'AOF éditée en 1928 (version actualisée d'une carte de même objet établie en 1922), où les dates du 2 mars 1907 et du 6 septembre 1909 figuraient le long de la ligne marquant la limite dans le secteur de la Mékrou.

43. Les Parties se réfèrent enfin à certaines cartes pour déterminer les coordonnées indicatives de points précis de leur frontière commune.

Le Bénin mesure ainsi les coordonnées des points triples avec le Burkina Faso et le Nigéria sur la base des feuilles pertinentes de la carte qu'il considère comme étant la carte la plus fiable publiée à la veille des indépendances, à savoir une carte de l'AOF à l'échelle de 1/200 000 établie par l'IGN en 1955.

Le Niger a quant à lui indiqué que les coordonnées du point double Bénin/Niger et du point triple avec le Burkina Faso qu'il revendique dans le secteur de la rivière Mékrou ont été relevées sur les cartes de l'IGN à l'échelle de 1/200 000 (la feuille de Kandi d'une carte de l'Afrique de l'Ouest publiée par l'IGN étant annexée à son mémoire).

44. La Chambre rappellera ici les termes dans lesquels la valeur probante des cartes a été précisée dans l'arrêt rendu en l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)* :

> « les cartes ne sont que de simples indications, plus ou moins exactes selon les cas; elles ne constituent jamais — à elles seules et du seul fait de leur existence — un titre territorial, c'est-à-dire un document auquel le droit international confère une valeur juridique intrinsèque aux fins de l'établissement des droits territoriaux. Certes, dans quelques cas, les cartes peuvent acquérir une telle valeur juridique mais cette valeur ne découle pas alors de leurs seules qualités intrinsèques: elle résulte de ce que ces cartes ont été intégrées parmi les éléments qui constituent l'expression de la volonté de l'Etat ou des Etats concernés. Ainsi en va-t-il, par exemple, lorsque des cartes sont annexées à un texte officiel dont elles font partie intégrante. En dehors de cette hypothèse clairement définie, les cartes ne sont que des éléments de preuve extrinsèques, plus ou moins fiables, plus ou moins suspects, auxquels il peut être fait appel, parmi d'autres éléments de preuve de nature circonstancielle, pour établir ou reconstituer la matérialité des faits. » (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 582, par. 54.)

En d'autres mots,

> « hormis l'hypothèse où elles sont intégrées parmi les éléments qui constituent l'expression de la volonté de l'Etat les cartes ne peuvent à elles seules être considérées comme des preuves d'une frontière car elles constitueraient dans ce cas une présomption irréfragable, équivalant en réalité à un titre juridique. Elles n'ont de valeur que comme preuves à caractère auxiliaire ou confirmatif, ce qui exclut également la possibilité de leur conférer la qualité de présomptions *juris tantum* ou réfragables, ayant pour effet de renverser le fardeau de la preuve. » (*Ibid.*, p. 583, par. 56.)

political and administrative map of the AOF published in 1928 (the updated version of a similar map prepared in 1922) on which the dates of 2 March 1907 and 6 September 1909 are placed along the line marking the boundary in the Mekrou sector.

43. Finally, the Parties refer to certain maps in order to determine the indicative co-ordinates of precise points on their common frontier.

Thus Benin measures the co-ordinates of the tripoints with Burkina Faso and Nigeria on the basis of the relevant sheets of what it regards as the most reliable map published on the eve of the independence of the two States, namely a 1:200,000 map of the AOF produced by the IGN in 1955.

Niger has noted that the co-ordinates of the Benin/Niger bipoint and of the tripoint with Burkina Faso that it claims in the River Mekrou sector were plotted on 1:200,000 IGN maps (the Kandi sheet of a map of West Africa published by the IGN which is annexed to its Memorial).

44. The Chamber would recall here the terms in which the probative value of maps was described in the Judgment rendered in the case concerning the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)*:

> "maps merely constitute information which varies in accuracy from case to case; of themselves, and by virtue solely of their existence, they cannot constitute a territorial title, that is, a document endowed by international law with intrinsic legal force for the purpose of establishing territorial rights. Of course, in some cases maps may acquire such legal force, but where this is so the legal force does not arise solely from their intrinsic merits: it is because such maps fall into the category of physical expressions of the will of the State or States concerned. This is the case, for example, when maps are annexed to an official text of which they form an integral part. Except in this clearly defined case, maps are only extrinsic evidence of varying reliability or unreliability which may be used, along with other evidence of a circumstantial kind, to establish or reconstitute the real facts." (*I.C.J. Reports 1986*, p. 582, para. 54.)

In other words,

> "except when the maps are in the category of a physical expression of the will of the State, they cannot in themselves alone be treated as evidence of a frontier, since in that event they would form an irrebuttable presumption, tantamount in fact to legal title. The only value they possess is as evidence of an auxiliary or confirmatory kind, and this also means that they cannot be given the character of a rebuttable or *juris tantum* presumption such as to effect a reversal of the onus of proof." (*Ibid.*, p. 583, para. 56.)

Ce principe guidera également l'appréciation par la Chambre des cartes invoquées par les Parties en l'espèce.

* * *

45. La Chambre est tout d'abord invitée, selon les termes des alinéas *a)* et *b)* de l'article 2 du compromis, à déterminer le tracé de la frontière dans le secteur du fleuve Niger, puis à préciser à laquelle des Parties appartient chacune des îles dudit fleuve.

Ainsi que la Chambre l'a rappelé (voir paragraphe 23 ci-dessus), les Parties lui ont expressément demandé de s'acquitter de sa tâche en appliquant, en particulier, le principe de la succession des Etats aux frontières héritées de la colonisation, à savoir le principe de l'intangibilité desdites frontières, ou encore principe de l'*uti possidetis juris*.

46. En la présente instance, ces limites territoriales n'étaient rien de plus que des délimitations entre différentes divisions administratives ou colonies relevant de la même autorité coloniale. Ce n'est qu'au moment de l'indépendance, autrement dit de la «date critique», que ces limites sont devenues des frontières internationales. Auparavant, la question de la délimitation était régie par le droit colonial français, ou «droit d'outremer». Ainsi qu'il a été relevé plus haut (voir paragraphe 28), dans l'application du principe de l'*uti possidetis juris*, le droit français n'intervient pas en tant que tel, mais seulement comme un élément de fait parmi d'autres, ou comme moyen de preuve et de démonstration concernant ce que l'on a pu appeler le «legs colonial» à la date critique.

Les Parties ayant accédé à l'indépendance quasiment à la même époque (voir paragraphe 20 ci-dessus), la période comprise entre le 1er et le 3 août 1960 peut être retenue comme date critique.

47. Conformément à la démarche adoptée par la Chambre en l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*, la Chambre commencera par examiner les divers actes réglementaires ou administratifs invoqués par les Parties; en effet, aux fins de l'établissement de la souveraineté, le titre juridique l'emporte sur la possession effective (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 586-587, par. 63).

A cet égard, il convient de le rappeler, les Parties s'accordent à reconnaître que, durant la période considérée, la création de colonies ou de territoires releva, jusqu'en 1946, de la compétence du président de la République française, puis de celle du Parlement français, la création de subdivisions coloniales relevant quant à elle, aux termes du décret du 18 octobre 1904, de celle du gouverneur général de l'AOF. Dans sa circulaire n° 114*c* du 3 novembre 1912, le gouverneur général de l'AOF précisa que les principales subdivisions («cercles») seraient déterminées par le gouverneur général, mais que les lieutenants-gouverneurs seraient habilités à créer de nouvelles subdivisions territoriales à l'intérieur des «cercles» (voir paragraphe 30 ci-dessus).

La Chambre note que les Parties s'accordent également à reconnaître que la compétence de créer ou d'établir des entités territoriales incluait le

This principle will also guide the Chamber in its assessment of the maps relied on by the Parties in the present case.

* * *

45. The Chamber is firstly asked, in accordance with Article 2, paragraphs *(a)* and *(b)*, of the Special Agreement, to determine the course of the boundary in the sector of the River Niger and then to specify to which Party each of the islands in the river belongs.

As the Chamber has recalled (see paragraph 23 above), the Parties have expressly asked it to carry out its task on the basis of, in particular, the principle of the succession of States to the frontiers inherited from colonialism, namely the principle of the intangibility of such frontiers, also known as the principle of *uti possidetis juris*.

46. In the present case these territorial boundaries were no more than delimitations between different administrative divisions or colonies subject to the same colonial authority. Only at the moment of independence, also called the "critical date", did these boundaries become international frontiers. Until that time the matter of delimitation was governed by French colonial law, known as *"droit d'outre-mer"*. As noted above (see paragraph 28), in the application of the principle of *uti possidetis juris*, French law does not play a role in itself but only as one factual element among others, or as evidence indicative of what has been called the "colonial heritage" at the critical date.

Since the Parties achieved independence virtually simultaneously (see paragraph 20 above), the period between 1 and 3 August 1960 can be considered as the critical date.

47. In accordance with the approach of the Chamber in the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* case, the Chamber will first consider the various regulative or administrative acts invoked by the Parties; thus, pre-eminence is to be accorded to legal title over effective possession as a basis of sovereignty (*I.C.J. Reports 1986*, pp. 586-587, para. 63).

In this respect, it is relevant to recall that the Parties agree that, during the period under consideration, the power to create colonies or territories was vested in the President of the French Republic until 1946 and thereafter in the French Parliament, while colonial subdivisions could be created by the Governor-General of the AOF under the terms of the decree of 18 October 1904. In his circular No. 114c of 3 November 1912, the Governor-General of the AOF determined that the main subdivisions *("cercles")* would be established by the Governor-General, but that the Lieutenant-Governors would be entitled to create further territorial subdivisions within the *"cercles"* (see paragraph 30 above).

It appears that it is not disputed between the Parties that the competence to create or establish territorial entities included the power to deter-

pouvoir d'en déterminer l'étendue et les limites, bien que, durant la période coloniale, ce principe n'ait jamais été rendu explicite dans aucun acte réglementaire ou administratif.

* *

48. Ainsi que la Chambre l'a exposé ci-dessus (voir paragraphes 32 à 36), la colonie du Dahomey fut créée par décret du 22 juin 1894 et intégrée à l'AOF par décret du 17 octobre 1899. Il n'est pas contesté que, durant cette période, la colonie du Dahomey englobait des territoires situés sur les deux rives du fleuve Niger.

49. Par arrêté du 23 juillet 1900, le gouverneur général de l'AOF établit un troisième territoire militaire, appelé à «s'étendr[e] sur les régions de la rive gauche du Niger de Say au lac Tchad qui [avaient] été placées dans la sphère d'influence française par la convention [anglo-française] du 14 juin 1898».

50. Le 20 décembre 1900, un décret du président de la République française fut promulgué, établissant un troisième territoire militaire «entre le Niger et le Tchad». Le décret, supérieur à un arrêté dans la hiérarchie des actes juridiques, ne contenait pas de référence à l'arrêté du 23 juillet 1900. De l'avis de la Chambre, le décret n'en doit pas moins être considéré comme venant confirmer l'arrêté du gouverneur général; il couvre, quoique en termes moins précis, la même zone située entre le (fleuve) Niger et le (lac) Tchad.

*

51. Le Bénin soutient que l'arrêté du 23 juillet 1900 fixait la limite entre le troisième territoire militaire et la colonie du Dahomey sur la rive gauche du fleuve Niger. Selon lui, les zones situées au-delà de la rive gauche ayant été dissociées du Dahomey, le fleuve lui-même et ses îles sont demeurés partie intégrante de cette colonie. Il soutient également que la limite ainsi établie fut confirmée en 1954 par M. Raynier, secrétaire général et gouverneur par intérim du Niger, dans sa lettre du 27 août (voir paragraphe 38 ci-dessus).

52. Le Niger, pour sa part, conteste que l'arrêté du 23 juillet 1900 ait fixé une limite; selon lui, le libellé pertinent visait simplement à indiquer l'étendue géographique du territoire nouvellement créé. Il fait aussi observer qu'une entente ne tarda pas à se dégager, selon laquelle la limite était située sur «le cours du fleuve», ce qui ne pouvait que signifier qu'elle se trouvait dans le lit du fleuve. Pour prouver l'existence de cette entente, le Niger fait état d'une lettre du ministre français des colonies en date du 7 septembre 1901 (voir paragraphe 38 ci-dessus). Il soutient aussi que cette entente fut confirmée officiellement dans deux arrêtés du gouverneur général de l'AOF, des 8 décembre 1934 et 27 octobre 1938.

mine their extent and to delimit them, although during the colonial period this was never made explicit in any regulative or administrative act.

* *

48. As the Chamber has set out above (see paragraphs 32 to 36), the colony of Dahomey was created by decree of 22 June 1894 and incorporated into the AOF by decree of 17 October 1899. It is not contested that, during this period, the colony of Dahomey comprised territories situated on both banks of the River Niger.

49. By *arrêté* of 23 July 1900 the Governor-General of the AOF established a Third Military Territory, which "will encompass the areas on the left bank of the Niger between Say and Lake Chad that were placed within the French sphere of influence by the [Anglo-French] Convention of 14 June 1898".

50. On 20 December 1900 a decree of the President of the French Republic was issued which established a Third Military Territory "between the Niger and Lake Chad". The decree, which was superior to an *arrêté* in the hierarchy of legal acts, made no reference to the *arrêté* of 23 July 1900. In the Chamber's view, the decree must nevertheless be seen as a confirmation of the *arrêté* of the Governor-General; it covers, albeit in less precise terms, the same area between (the River) Niger and (Lake) Chad.

*

51. Benin contends that the *arrêté* of 23 July 1900 established the boundary between the Third Military Territory and the colony of Dahomey at the left bank of the River Niger. According to Benin, by detaching the areas beyond the left bank from Dahomey, the river itself and the islands located therein remained part of that colony. Benin further contends that the boundary thus established was confirmed in 1954 by Mr. Raynier, Secretary-General and Governor *ad interim* of Niger, in his letter of 27 August (see paragraph 38 above).

52. Niger, for its part, denies that the *arrêté* of 23 July 1900 established a boundary; in its view the relevant wording was merely intended to indicate the territorial extent of the newly created Territory. It further observes that an understanding soon developed that the boundary was constituted by "the course of the river" and that this could only mean that the boundary was situated within the watercourse of the river. As evidence of this understanding, Niger refers to a letter of the French Minister for the Colonies dated 7 September 1901 (see paragraph 38 above). It further contends that this understanding was formally confirmed in two *arrêtés* of the Governor-General of the AOF of 8 December 1934 and 27 October 1938.

Le croquis n° 3, à la page 123 ci-après, illustre les revendications des Parties en ce qui concerne la frontière dans le secteur du fleuve Niger.

•

53. De l'avis de la Chambre, on ne saurait considérer l'arrêté du 23 juillet 1900 et le décret du 20 décembre 1900, créant à eux deux le troisième territoire militaire, comme fixant les limites de celui-ci. Les références géographiques employées ne peuvent être envisagées que comme servant à délimiter d'une manière générale le territoire nouvellement créé; les expressions «les régions de la rive gauche du Niger» et «le Niger», figurant respectivement dans l'arrêté et dans le décret, montrent clairement que ces zones sont alors dissociées de la colonie du Dahomey, à laquelle elles appartenaient précédemment.

54. La conclusion selon laquelle les instruments juridiques des 23 juillet et 20 décembre 1900 ne fixaient pas de limite et n'étaient pas considérés à l'époque comme le faisant est confirmée par la lettre du ministre français des colonies au gouverneur général de l'AOF en date du 7 septembre 1901. Dans cette lettre, il est fait référence à deux rapports politiques, dans lesquels le gouverneur du Dahomey indique, à propos de la délimitation entre le Dahomey et le troisième territoire militaire, que «le cours du Niger» constituerait la meilleure ligne de démarcation, au double point de vue géographique et politique, suggestion apparemment appuyée par le gouverneur général puisque, dans sa réponse, le ministre écrit qu'il «partage sur ce point [la] manière de voir» du gouverneur général.

55. Bien que cette lettre ne fixe pas de limite, la Chambre estime qu'elle représente un moyen de preuve suffisant pour établir qu'il n'y avait pas eu de délimitation l'année précédente. La Chambre n'a pas davantage trouvé de document indiquant qu'une limite aurait été fixée au cours des années suivantes. Elle relève à ce propos qu'une version préparatoire de l'arrêté général du 23 novembre 1912 sur la réorganisation administrative interne du territoire militaire du Niger prévoyait la possibilité de situer la limite sur la rive droite du fleuve Niger, attribuant ainsi toutes les îles du fleuve à ce territoire, mais que cette proposition ne fut pas retenue dans l'arrêté lui-même, qui ne contenait pas de clause de délimitation.

56. La Chambre conclut donc qu'elle ne saurait accueillir la thèse du Bénin selon laquelle l'arrêté du 23 juillet 1900 situait la limite sur la rive gauche du fleuve Niger, délimitation qui serait demeurée en vigueur jusqu'à la date de l'indépendance.

• •

57. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut (voir paragraphe 51), le Bénin soutient que la limite établie par l'arrêté du 23 juillet 1900 fut confirmée dans une lettre de M. Raynier, gouverneur par intérim du Niger, en date du 27 août 1954. Dans cette lettre, M. Raynier informait le chef de la subdivision de Gaya (Niger) que «la limite du territoire du Niger [était]

Sketch-map No. 3, on page 123 below, shows the claims of the Parties in respect of the boundary in the sector of the River Niger.

•

53. The Chamber is of the view that the *arrêté* of 23 July 1900 in conjunction with the decree of 20 December 1900, which created the Third Military Territory, cannot be read as determining the boundaries thereof. The geographical references used can only be seen as indicating in general terms the extent of the newly created territory; the words "the areas on the left bank of the Niger" in the *arrêté* and "the Niger" in the decree make it clear that these areas are detached from the colony of Dahomey to which they previously belonged.

54. The conclusion that the legal instruments of 23 July and 20 December 1900 did not determine any boundary, and were not considered at the time as doing so, is confirmed by the letter of 7 September 1901 of the French Minister for the Colonies addressed to the Governor-General of the AOF. In this letter reference is made to two political reports in which the Governor of Dahomey indicated with regard to the delimitation between Dahomey and the Third Military Territory that "the course of the Niger" would constitute the best demarcation line, both from a geographical and a political point of view. The Governor-General apparently supported this suggestion and in his reply the Minister wrote that he "share[d] [the] view [of the Governor-General] on this point".

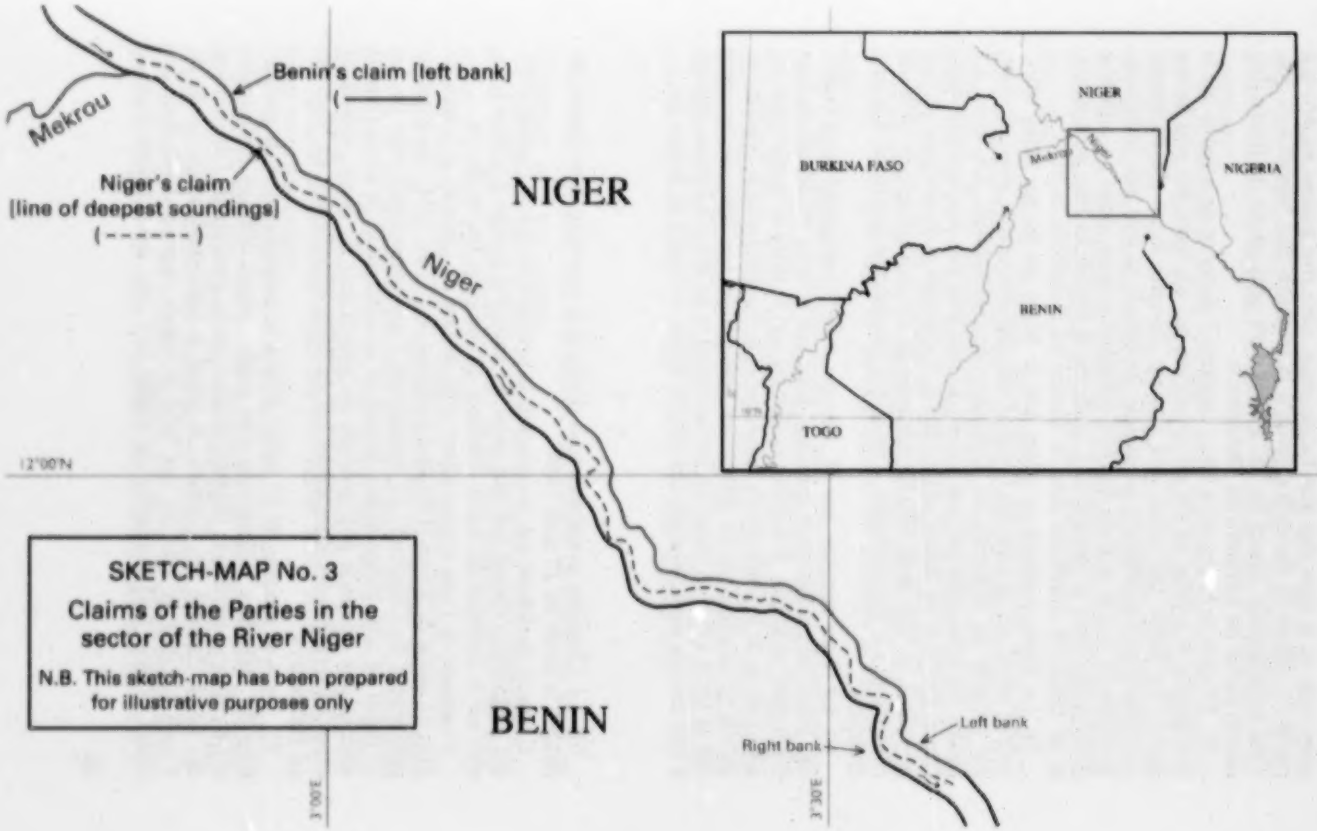
55. Although this letter did not determine the boundary, the Chamber considers that it provides sufficient evidence that a delimitation had not taken place the year before. Nor has the Chamber found any document which shows that a delimitation was carried out in subsequent years. The Chamber notes in this respect that a preparatory draft of the *arrêté général* of 23 November 1912 on the internal administrative reorganization of the Military Territory of Niger contained a suggestion to locate the boundary at the right bank of the River Niger, thus allocating all islands in the river to this Territory, but that this proposal was not followed in the *arrêté* itself which did not contain any delimitation clause.

56. The Chamber therefore concludes that Benin's argument that the *arrêté* of 23 July 1900 located the boundary at the left bank of the River Niger, and that this delimitation remained in force until the date of independence, cannot be upheld.

• •

57. As noted above (see paragraph 51), Benin contends that the boundary as established in the *arrêté* of 23 July 1900, was confirmed in a letter of Mr. Raynier, Governor *ad interim* of Niger, of 27 August 1954. In this letter, Mr. Raynier informed the *chef* of the *subdivision* of Gaya (Niger) that "the boundary of the territory of Niger [was] constituted by the

NIGERIA
NIGER
BENIN
BURKINA FASO
TOGO
Mékrou
Revendication du Bénin [rive gauche]
(———)
Revendication du Niger
[ligne des sondages
les plus profonds]
(- - - - - -)
NIGER
Niger
BENIN
Rive gauche
Rive droite
12°00'N
3°00'E
CROQUIS N° 3
Revendications des Parties dans
le secteur du fleuve Niger
N.B. Ce croquis a été établi à
des fins d'illustration seulement



SKETCH-MAP No. 3

Claims of the Parties in the sector of the River Niger

N.B. This sketch-map has been prepared for illustrative purposes only

constituée de la ligne des plus hautes eaux, côté rive gauche du fleuve à partir du village de Bandofay, jusqu'à la frontière d[u] Nigéria» et que, «[e]n conséquence, toutes les îles situées dans cette partie du fleuve [faisaient] partie du territoire du Dahomey.»

58. D'après le Bénin, cette lettre confirme l'existence de la limite sur la rive gauche et précise qu'elle est constituée par «la ligne des plus hautes eaux». Le Bénin fait valoir que l'auteur de cette lettre n'a nullement outrepassé les compétences qui étaient les siennes en tant que lieutenant-gouverneur, et que ce texte doit être considéré comme ayant un caractère déclaratoire dans la mesure où il confirme et précise un titre préexistant, et un caractère constitutif dans la mesure où il explicite ce titre.

59. Le Bénin soutient en outre que le Niger est lié par cette lettre, celle-ci ayant par la suite fait l'objet d'une correspondance intercoloniale, sur laquelle les autorités du Dahomey se sont fondées. La lettre n'a jamais été désavouée par son auteur, ni invalidée par une autorité supérieure. De l'avis du Bénin, «[a]ux fins de l'application du principe de l'*uti possidetis*, ce sont donc bien les échanges de correspondance de 1954 qui constituent «le legs colonial», c'est-à-dire l'instantané territorial à la date critique».

60. Le Niger conteste que M. Raynier ait été compétent pour établir une limite intercoloniale et considère donc que la lettre est dénuée de tout fondement juridique. Il soutient également que la lettre ne portait que sur une portion de la limite (entre Bandofay et la frontière avec le Nigéria), et qu'elle ne saurait donc en déterminer l'intégralité. Le Niger affirme enfin que la lettre avait un caractère intracolonial et qu'elle n'a jamais conduit à une entente intercoloniale susceptible d'être invoquée de bonne foi.

* *

61. La Chambre examinera tout d'abord le contexte dans lequel fut rédigée la lettre du 27 août 1954.

Il ressort du dossier que, au cours de la première moitié de l'année 1954, des difficultés s'étaient fait jour entre les autorités locales des deux colonies sur la question du statut juridique de certaines îles du fleuve.

S'agissant de l'une d'entre elles («l'île en face de Gaya»), le commandant du cercle de Kandi (Dahomey) adressa, le 17 juin 1954, une lettre au gouverneur du Dahomey, lui demandant à qui appartenait cette île. Le 23 juillet de cette même année, le chef de la subdivision de Gaya (Niger) adressa une demande plus générale au gouverneur du Niger, sollicitant «tous renseignements utiles sur les îles du fleuve appartenant au Niger ou au Dahomey».

62. Dans sa réponse du 1er juillet 1954 à la première lettre, le gouverneur du Dahomey indiqua que «les arrêtés ayant délimité la frontière entre ces deux territoires [étaient] muets» sur la question de l'attribution des îles à chacune des colonies. Il priait le commandant du cercle de Kandi d'établir la liste des îles dont le statut risquait d'entraîner des litiges, «pour [lui] permettre de régler une fois pour toutes avec le

line of highest water, on the left bank of the river, from the village of Bandofay to the frontier of Nigeria", and that "[c]onsequently, all the islands situated in this part of the river [formed] part of the territory of Dahomey".

58. According to Benin, this letter both corroborates the existence of the boundary at the left bank and adds the further precision that it is constituted by "the line of highest water". Benin argues that this was not beyond the competence of a Lieutenant-Governor; the letter must be deemed to be declaratory in so far as it confirmed and clarified an already existing title and constitutive in so far as it contained a specification of that title.

59. Benin further contends that Niger is bound by the letter since it subsequently became the subject of intercolonial correspondence and was relied upon by the authorities of Dahomey. The letter was never withdrawn by its author nor was it invalidated by a higher authority. In Benin's view, "for the purposes of applying the *uti possidetis* principle, it is thus indeed the 1954 correspondence which constitutes the 'colonial heritage', that is to say, the 'photograph' of the territory at the critical date".

60. Niger denies that Mr. Raynier was competent to determine an intercolonial boundary and consequently considers that the letter lacks any legal basis. It further contends that the letter only refers to one section of the limit (between Bandofay and the border with Nigeria) and therefore cannot determine the whole boundary. Niger finally asserts that the letter was of an intra-colonial character and never led to an intercolonial understanding to which it could be held in good faith.

* *

61. The Chamber will first analyse the context in which the letter of 27 August 1954 was written.

From the case file it is clear that in the first half of 1954 difficulties had arisen between the local authorities in the two colonies about the legal status of certain islands in the river.

With regard to one of these islands, ("the island opposite Gaya"), the *commandant* of the *cercle* of Kandi (Dahomey) sent a letter dated 17 June 1954 to the Governor of Dahomey asking to whom that island belonged. On 23 July of the same year the *chef* of the *subdivision* of Gaya (Niger) addressed a more general request to the Governor of Niger, asking for "all relevant information regarding the islands in the river belonging to Niger or to Dahomey".

62. In his response of 1 July 1954 to the first letter, the Governor of Dahomey stated that "the *arrêtés* delimiting the boundary between these two territories [were] silent" on the question of the attribution of the islands to each colony. He requested the *commandant* of the *cercle* of Kandi to draw up a list of those islands, the status of which could be the source of dispute, "in order to enable [him] to settle once and for all with

Niger, [qu'il entendait saisir] de la question, ce problème de délimitation de la frontière».

63. Dans sa réponse à la demande du chef de la subdivision de Gaya, le gouverneur par intérim du Niger, M. Raynier (qui était arrivé à Niamey le 25 août 1954), fournit, par lettre en date du 27 août 1954, les précisions précédemment citées (voir paragraphe 57), sans toutefois les assortir d'aucun motif ni faire référence à un quelconque acte réglementaire ou administratif antérieur. Le commandant du cercle de Dosso (dont relevait Gaya) communiqua une copie de cette lettre au commandant du cercle de Kandi, lequel la transmit ensuite au gouverneur du Dahomey.

64. Le 11 décembre 1954, le gouverneur du Dahomey demanda à son homologue du Niger «de bien vouloir [lui] indiquer les références des textes ou accords déterminant [les] limites» précisées dans sa lettre du 27 août. Il expliqua qu'il demandait ces éclaircissements «[a]fin de pouvoir régler cette question sur le plan formel», étant donné que «[l]es archives du Dahomey et l'arrêté général n° 3578/AP du 27 octobre 1938 ne fourniss[aient] aucune précision à ce sujet».

Le gouverneur par intérim du Niger ne répondit jamais à cette demande.

*

65. La Chambre a déjà indiqué que l'arrêté du 23 juillet 1900 n'établissait aucune limite et que, par conséquent, la lettre du 27 août 1954 ne pouvait être considérée comme une confirmation autorisée d'une telle limite.

La Chambre relève en outre que, en droit colonial français, le lieutenant-gouverneur d'une colonie n'avait pas compétence pour déterminer unilatéralement les limites extérieures de celle-ci. Par conséquent, le Bénin n'est pas fondé à invoquer cette lettre en tant que titre juridique fixant la limite à la rive gauche du fleuve.

66. La limite telle que définie dans la lettre aurait pu être validée par une autorité supérieure, et c'est dans une telle perspective que le gouverneur du Dahomey demanda un complément d'information dans sa lettre en date du 11 décembre 1954. Toutefois, cette lettre du 11 décembre 1954 demeura sans réponse. Par ailleurs, aucune des deux colonies ne prit de mesure aux fins de faire valider par le gouverneur général de l'AOF la limite indiquée dans la lettre du 27 août 1954. La Chambre ne saurait dès lors accueillir la prétention du Bénin selon laquelle la lettre du 27 août 1954 constituerait, avec l'arrêté du 23 juillet 1900, un titre juridique fixant la frontière à la rive gauche du fleuve.

67. S'agissant de la prétention du Bénin selon laquelle la lettre aurait été à l'origine d'une sorte d'accord intercolonial informel liant le Niger à la date critique de 1960, la Chambre note qu'un tel concept juridique n'existait pas en droit colonial français ou «droit d'outre-mer» et qu'il ne saurait dès lors conférer un titre au Bénin.

La Chambre a toutefois conscience que la lettre du 27 août 1954 a pu

Niger, [with whom he intended to raise] the question, this problem of the boundary delimitation".

63. In his reply, dated 27 August 1954, to the request made by the *chef* of the *subdivision* of Gaya, Mr. Raynier, the Governor *ad interim* of Niger (who had arrived in Niamey on 25 August 1954), made the statement referred to above (see paragraph 57). No reasoning was given nor were any references made to earlier regulative or administrative acts. The *commandant* of the *cercle* of Dosso (to which Gaya belonged) sent a copy of this letter to the *commandant* of the *cercle* of Kandi, who in turn transmitted it to the Governor of Dahomey.

64. On 11 December 1954 the Governor of Dahomey asked his counterpart in Niger "to kindly provide [him] with particulars of the instruments or agreements determining [the] boundaries" mentioned in the letter of 27 August. The Governor stated that he sought this clarification "in order that this question might be officially resolved" since "Dahomey's archives and *arrêté général* No. 3578/AP of 27 October 1938 provide[d] no specific information on the matter".

The Governor *ad interim* of Niger never responded to that request.

*

65. The Chamber has already found that the *arrêté* of 23 July 1900 did not establish a boundary; consequently, the letter of 27 August 1954 cannot be seen as an authoritative confirmation of such a boundary.

The Chamber further notes that, under French colonial law, the Lieutenant-Governor of a colony had no competence to unilaterally delimit the external boundaries of the colony. The letter in itself cannot, therefore, be relied on by Benin as a legal title placing the boundary on the left bank of the river.

66. The boundary defined in the letter could have been validated by a higher authority and it was with that in mind that the Governor of Dahomey asked for further information in his letter of 11 December 1954. However, the letter of 11 December 1954 went unanswered. Moreover, no further action was taken by either of the two colonies in order to have the boundary indicated in the letter of 27 August 1954 validated by the Governor-General of the AOF. The Chamber therefore cannot uphold Benin's claim according to which the letter of 27 August 1954 in conjunction with the *arrêté* of 23 July 1900 provides it with legal title to a boundary on the left bank.

67. With regard to Benin's contention that the letter led to some sort of informal intercolonial understanding which bound Niger at the critical date in 1960, the Chamber observes that such a legal concept did not exist in French colonial law or *"droit d'outre-mer"* thus cannot provide Benin with title.

The Chamber is, however, aware of the fact that the letter of 27 August

produire certaines effectivités. Cette éventualité sera examinée ultérieurement.

* *

68. La Chambre examinera à présent les actes invoqués par le Niger comme preuve de son titre juridique, à savoir les arrêtés pris par le gouverneur général de l'AOF le 8 décembre 1934 et le 27 octobre 1938, lesquels portent réorganisation de la structure administrative interne de la colonie du Dahomey et offrent une description des limites des différents cercles. Dans les deux arrêtés, la limite nord-ouest du cercle de Kandi est décrite comme étant constituée par «le cours du Niger jusqu'à son confluent avec la Mékrou».

69. D'après le Niger, ces arrêtés sont la confirmation officielle et autorisée de ce que la limite entre le Dahomey et la colonie voisine du Niger était située à l'intérieur même du cours d'eau, tel qu'indiqué dans la lettre du ministre des colonies en date du 7 septembre 1901. Ces arrêtés suffiraient dès lors à prouver le titre du Niger, même si ce titre ne figure expressément dans aucun acte réglementaire ou administratif antérieur.

70. Le Bénin soutient que ces arrêtés n'étaient que des actes de nature intracoloniale et n'étaient pas destinés à définir une limite entre le Dahomey et une autre colonie. Il ajoute que la formulation en est imprécise et n'exclut pas la possibilité que la frontière ait pu être fixée sur la rive gauche du fleuve.

*

71. La Chambre relève tout d'abord que les deux arrêtés ont été pris par le gouverneur général, autorité compétente pour établir, délimiter et réorganiser les cercles des colonies. Dans la mesure où ils offrent une description des limites entre ces cercles et les colonies voisines relevant également de son autorité, ces arrêtés n'ont pas un caractère exclusivement interne et peuvent aussi être invoqués dans le cadre de relations intercoloniales. Aussi peut-on conclure, en vertu de ces arrêtés, que le cours du fleuve Niger constituait la limite intercoloniale.

72. La Chambre n'est toutefois pas en mesure de déduire de ce qui précède que cette limite était située *dans* le fleuve, que ce soit sur le thalweg ou sur la ligne médiane. Elle note à cet égard que la formulation employée dans les arrêtés est la même que celle utilisée dans la lettre de 1901 et qu'elle est tout aussi imprécise. La notion de «cours du fleuve» recouvre plusieurs possibilités: une frontière sur l'une ou l'autre rive du fleuve ou une frontière à un endroit quelconque dans le fleuve.

73. Même si, comme le soutient le Niger, une certaine pratique se développa en partant de l'hypothèse que la limite se serait située à l'intérieur du fleuve (voir paragraphe 83 ci-après), elle ne fut pas confirmée par les arrêtés, bien que l'on puisse présumer que le gouverneur général

1954 may have led to certain *effectivités*. Whether or not this is the case will be considered in due course.

* *

68. The Chamber will now turn to the acts invoked by Niger as evidence of its legal title, namely the *arrêtés* issued by the Governor-General of the AOF on 8 December 1934 and 27 October 1938 reorganizing the internal administrative structure of the colony of Dahomey and containing a description of the boundaries of the various *cercles*. In both *arrêtés* the north-west boundary of the *cercle* of Kandi is described as "the course of the Niger as far as its confluence with the Mekrou".

69. According to Niger these *arrêtés* are the formal and authoritative confirmation that the boundary between Dahomey and the neighbouring colony of Niger was located in the watercourse itself, as had already been indicated in the letter of the Minister for the Colonies dated 7 September 1901. The *arrêtés* thus provide sufficient evidence of Niger's title, even if the title itself is not explicitly laid down in a prior regulative or administrative act.

70. Benin contends that these *arrêtés* were merely of an intra-colonial character and were not intended to determine the boundary of Dahomey with another colony. Benin further argues that the wording used is imprecise and does not exclude a frontier on the left bank of the river.

*

71. The Chamber first notes that both *arrêtés* were issued by the Governor-General, who was the authority competent to establish, delimit and reorganize the *cercles* of colonies. In so far as they describe the boundaries of these *cercles* with the neighbouring colonies which also came under his authority, the *arrêtés* do not have an exclusive internal character but may also be relied upon in intercolonial relations. Consequently it can be concluded on the basis of these *arrêtés* that the course of the River Niger constituted the intercolonial boundary.

72. The Chamber is unable, however, to deduce therefrom that that boundary was situated *in* the river, whether at the thalweg or the median line. The Chamber notes in this regard that the terminology used in the *arrêtés* is identical to that of the 1901 letter and is just as imprecise. The notion of the "course of the river" covers a range of possibilities: a boundary on either river bank or a boundary somewhere within the river.

73. Even if, as Niger contends, a certain practice had evolved on the basis of a boundary within the river (see paragraph 83 below), that practice was not endorsed by the *arrêtés*, although it may be assumed that the Governor-General would have been aware of the practice, which had

n'était pas sans connaître une pratique existant depuis fort longtemps déjà. De l'avis de la Chambre, il est évident que l'expression «le cours du Niger» ne visait pas à préciser la localisation exacte de la limite, mais simplement à indiquer la ligne de séparation entre les deux colonies.

74. La Chambre conclut dès lors que les arrêtés de 1934 et 1938 n'établissent pas une limite *dans* le fleuve; elle ne peut donc retenir la prétention du Niger quant au titre qu'il revendique.

* *

75. Compte tenu de ce qui précède, la Chambre conclut qu'aucune des Parties n'a apporté la preuve de l'existence, durant la période coloniale, d'un titre issu d'actes réglementaires ou administratifs.

76. La Chambre se penchera donc à présent sur la question de savoir si les éléments de preuve fournis par les Parties s'agissant des effectivités permettent de déterminer le tracé de la frontière dans le secteur du fleuve Niger et d'indiquer auquel des deux Etats appartient chacune des îles du fleuve, en particulier l'île de Lété.

77. La Chambre rappelle à cet égard que la Cour s'est déjà prononcée, dans un certain nombre d'affaires, sur le rapport juridique entre effectivités et titre.

Le passage le plus pertinent aux fins de la présente espèce figure dans l'arrêt rendu en l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*, dans lequel la Chambre de la Cour, ayant dit que «plusieurs éventualités d[evai]ent être distinguées», a notamment indiqué, lorsqu'elle a examiné le rapport juridique entre effectivités et titre, que: «[d]ans l'éventualité où l'«effectivité» ne coexiste avec aucun titre juridique, elle doit inévitablement être prise en considération» (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 587, par. 63; voir également *Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad), arrêt, C.I.J. Recueil 1994*, p. 38, par. 75-76; *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant)), arrêt, C.I.J. Recueil 2002*, p. 353, par. 68; *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie), arrêt, C.I.J. Recueil 2002*, p. 678, par. 126).

*

78. Les Parties font l'une et l'autre valoir que, pendant la période coloniale, des actes d'administration furent accomplis par leurs autorités coloniales locales sur un certain nombre d'îles du fleuve. Elles évoquent, à cet égard, l'octroi de permis de pacage, de pêche et d'abattage d'arbres, ainsi que la perception de taxes, la surveillance sanitaire périodique du cheptel, les patrouilles militaires et des activités de police.

79. S'agissant de l'administration du fleuve, le Niger soutient que, pendant une période donnée, il a accompli des actes d'administration à l'égard de l'ensemble de la partie pertinente du fleuve. Il affirme en

already been in existence for a considerable period of time. In the Chamber's view, it is evident that the term, "the course of the Niger", was not intended to indicate the precise location of the boundary but merely to indicate the separation line between the two colonies.

74. The Chamber thus finds that the 1934 and 1938 *arrêtés* do not establish a boundary *in* the river; it cannot therefore sustain Niger's claims as to title.

* *

75. In view of the foregoing, the Chamber concludes that neither of the Parties has succeeded in providing evidence of title on the basis of regulative or administrative acts during the colonial period.

76. The.efore, the Chamber will now consider whether the evidence furnished by the Parties with respect to *effectivités* can provide the basis for it to determine the course of the frontier in the sector of the River Niger and to which of the two States each of the islands in the river belongs, in particular the island of Lété.

77. The Chamber recalls in this regard that the Court has previously ruled in a number of cases on the legal relationship between *effectivités* and title.

The passage most pertinent to the present case can be found in the Judgment in the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* case, in which the Chamber of the Court, having noted that "a distinction must be drawn among several eventualities" when evaluating the legal relationship between *effectivités* and title, stated, *inter alia*, that: "[i]n the event that the *effectivité* does not co-exist with any legal title, it must invariably be taken into consideration" (*I.C.J. Reports 1986*, p. 587, para. 63; see also *Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad), Judgment, I.C.J. Reports 1994*, p. 38, paras. 75-76; *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon* v. *Nigeria: Equatorial Guinea intervening), Judgment, I.C.J. Reports 2002*, p. 353, para. 68; *Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia), Judgment, I.C.J. Reports 2002*, p. 678, para. 126).

*

78. Both Parties claim that, during the colonial period, administrative acts were carried out by their local colonial authorities on a number of islands in the river. The Parties mention, in this regard, the provision of licences for grazing, fishing and tree-felling, as well as the levying of taxes, periodic sanitary control of livestock, military patrolling and police activities.

79. With regard to the management of the river, Niger claims that, for a certain period, it carried out management activities over the whole of the relevant stretch of the river. Niger further maintains that, when this

outre que, lorsque cette tâche a ensuite été confiée au Dahomey, ce dernier n'a pas administré l'ensemble du fleuve et que la colonie du Niger a continué d'accomplir certains actes d'administration sur la partie du fleuve qui touchait son territoire. De l'avis du Niger, ses activités continues excluent l'existence des droits allégués du Dahomey sur l'ensemble du fleuve.

Le Bénin conteste que ces actes d'administration du fleuve puissent être invoqués en tant qu'effectivités étant donné que, même si, à l'époque coloniale, ces actes furent accomplis par les autorités d'une colonie donnée, ils traduisaient l'exercice d'une fonction publique pour le compte de l'AOF dans son ensemble.

80. Outre des éléments documentaires, le Bénin a produit, sous la forme de «sommations interpellatives» (réponses à des demandes officielles), un certain nombre de témoignages. Pour le Niger, ces témoignages, recueillis plusieurs dizaines d'années après l'époque en question, sont douteux et sujets à caution.

La Chambre note que le Bénin n'a pas invoqué lesdits témoignages au cours des dernières phases de la procédure.

81. Enfin, les Parties ont toutes deux présenté plusieurs cartes à l'appui de leur thèse. Toutefois, ni l'une ni l'autre ne soutient que ces cartes revêtent la moindre «valeur juridique intrinsèque» en tant qu'elles constitueraient l'«expression de la volonté de l'Etat ... concern[é]» (voir *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali), C.I.J. Recueil 1986*, p. 582, par. 54; voir également paragraphe 44 ci-dessus). La Chambre observe qu'aucune de ces cartes ne figurait en annexe à un texte officiel.

*

82. La Chambre examinera tout d'abord les diverses activités antérieures à 1954 que les Parties présentent comme des effectivités.

83. Le 3 juillet 1914, le commandant du secteur de Gaya (Niger) et administrateur adjoint, M. Sadoux, adressa au commandant du cercle du Moyen-Niger (Dahomey) une lettre dans laquelle il se référait à l'utilisation de certaines îles par les habitants des deux rives du fleuve, lettre qu'il avait rédigée «dans le but unique de déterminer nettement le cas dans lequel des laissez-passer de pacage d[evai]ent être délivrés aux Peuhls des deux rives et de délimiter la compétence territoriale des tribunaux indigènes des deux colonies». Il avait annexé à cette lettre une liste d'îles situées dans la zone frontalière, établie sur la base d'une reconnaissance de l'ensemble du secteur du fleuve entre Koulou et la frontière nigériane et indiquant à quelle colonie chacune des îles appartenait d'après son emplacement par rapport au chenal navigable principal. Ce chenal était défini par l'administrateur adjoint Sadoux comme étant le «grand bras du fleuve, non le bras le plus large, mais le bras *qui seul est navigable aux basses eaux*» (les italiques sont dans l'original).

84. Dans sa lettre, l'administrateur adjoint Sadoux invitait le commandant du cercle du Moyen-Niger à venir le rencontrer à Gaya si la liste

task was subsequently entrusted to Dahomey, the latter did not manage the whole of the river and that the colony of Niger continued to perform certain management activities on the part of the river contiguous to it. In Niger's view, its continued activities negate Dahomey's alleged rights on the whole of the river.

Benin denies that such river management activities can be relied upon as *effectivités* since, during the colonial period, such activities, even if carried out by the authorities of individual colonies, were performed in the exercise of a public function on behalf of the AOF as a whole.

80. Aside from documentary evidence, Benin has presented testimony taken from certain individuals in the form of *"sommations interpellatives"* (replies to official enquiries). According to Niger, such testimony, taken several decades after the period in question, is unreliable and untrustworthy.

The Chamber notes that Benin did not invoke this testimony in the later stages of the proceedings.

81. Finally, both Parties have presented a number of maps in order to support their claims. Neither of them claims, however, that these maps have any "intrinsic legal force" in the sense that they represent the "physical expressions of the will of the State . . . concerned" (see *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali), I.C.J. Reports 1986*, p. 582, para. 54; see also paragraph 44 above). The Chamber notes that none of these maps were annexes to an official text.

*

82. The Chamber will first analyse the various activities prior to 1954, presented as *effectivités* by the Parties.

83. On 3 July 1914 the *commandant* of the *secteur* of Gaya (Niger), *administrateur adjoint* Sadoux, wrote a letter to the *commandant* of the *cercle* of Moyen-Niger (Dahomey), in which he referred to the use of certain islands by the local inhabitants of both banks of the river. He wrote this letter "for the sole purpose of clearly determining when grazing permits [should] be issued to the Peuhls from both banks and delimiting the territorial jurisdiction of the indigenous tribunals in the two colonies". *Administrateur adjoint* Sadoux attached to his letter a list of islands in the border area, drawn up on the basis of an exploration of the whole stretch of the river between Koulou and the Nigerian border, with an indication of the colony to which each island belonged according to its position with respect to the main navigable channel. *Administrateur adjoint* Sadoux defined this channel as "the river's main channel, not the widest channel, but the *only channel navigable at low water*" (emphasis in the original).

84. In his letter, *administrateur adjoint* Sadoux invited the *commandant* of the *cercle* of Moyen-Niger to come to Gaya for further discus-

devait donner lieu à des contestations. Le dossier de l'affaire ne révèle aucune réaction à cette lettre. Il semble toutefois qu'une telle rencontre ait eu lieu et débouché sur un arrangement.

Ainsi, dans un rapport intitulé «Monographie de Gaya» et daté de mai 1917, M. Esperet, commandant par intérim de la subdivision de Gaya, indiquait-il ceci:

> «En juillet 1914 le commandant de subdivision de Gaya s'était concerté sur place avec le commandant de cercle de Kandy, et ils avaient [sou]mis des propositions à leurs chefs de colonie respectifs tendant à ce que le bras toujours navigable du Niger fût uniquement pris comme frontière. Quoique ces propositions n'aient reçu aucune approbation officielle elles ont toujours depuis servi de bases au règlement des contestations qui ont pu s'élever entre les différents groupes peuhls.»

Il indiquait également que «le village de Lété» était administré depuis Gaya.

85. Bien que des difficultés aient vu le jour en 1919 concernant l'administration de l'île de Lété depuis Gaya, état de fait que le Dahomey contestait, l'arrangement de 1914 — baptisé par la suite *modus vivendi* de 1914 — semble avoir été respecté dans les années qui suivirent.

En 1925, le Dahomey suggéra d'échanger Lété contre les trois îles situées en face de Gaya, qui lui avaient été attribuées dans la lettre de M. Sadoux. Interrogé sur cette question par le gouverneur du Niger, le commandant du cercle de Niamey (Niger) indiqua que la situation basée sur le *modus vivendi* n'était pas pleinement satisfaisante. Aussi proposa-t-il de

> «prendre une limite plus nette ... [de telle manière que] la frontière entre les deux colonies [soit] marquée par la rive droite du fleuve aux plus hautes eaux [, afin que] toutes les îles appartiennent à la colonie du Niger, sans contestation possible».

Il ne fut donné suite ni à la proposition du Dahomey, ni à celle du commandant du cercle de Niamey.

86. Le dossier de l'affaire ne contient pas d'autres documents datant de cette période et se rapportant à la question frontalière; le *modus vivendi* de 1914 semble avoir donné satisfaction jusqu'aux événements de 1954, qui furent à l'origine de l'échange de lettres décrit plus haut, aux paragraphes 61 à 64. Le *modus vivendi* de 1914 est évoqué dans un télégramme du 10 juin 1941 adressé au commandant du cercle de Dosso (Niger) par le chef de la subdivision de Gaya, qui fait observer que

> «[l]e bras toujours navigable du Niger était uniquement pris comme frontière. Les propositions n'ont jamais reçu *aucune approbation officielle* depuis 1914. Il serait souhaitable qu'une décision intervienne à ce sujet.» (Les italiques sont dans l'original.)

sions if the contents of the list were contested. The case file does not contain a reaction to the letter. However, it appears that such a meeting did take place and led to an agreement.

Thus, in a report entitled "Monographie de Gaya" dated May 1917, Mr. Esperet, who was heading *ad interim* the *subdivision* of Gaya, stated:

> "In July 1914 the *commandant* of the *subdivision* of Gaya held consultations on site with the *commandant* of the *cercle* of Kandy, and they proposed to their respective heads of colony that the permanently navigable channel of the Niger solely be taken as the boundary. Although those proposals were never officially approved, they have since then always served as the basis for the settlement of any disputes between different groups of Peuhls."

He also mentioned that "the village of Lété" was administered by Gaya.

85. Although difficulties arose in 1919 with regard to the administration of the island of Lété by Gaya, which was contested by Dahomey, the 1914 arrangement, which became known as the 1914 *modus vivendi*, seems to have been complied with in subsequent years.

In 1925 a proposal was made by Dahomey to exchange Lété for the three islands opposite Gaya, which the Sadoux letter had attributed to Dahomey. Asked for his reaction by the Governor of Niger, the *commandant* of the *cercle* of Niamey (Niger) stated that the situation, based on the *modus vivendi*, was not wholly satisfactory. He therefore suggested that

> "a clearer boundary be adopted: . . . the boundary between the two colonies is marked by the right bank of the river at the line of highest water. That will give all the islands to the colony of Niger without any possibility of dispute."

No action was taken upon either the proposal of Dahomey or that of the *commandant* of the *cercle* of Niamey.

86. The case file does not contain other documents from that period referring to the boundary issue; the 1914 *modus vivendi* seems to have functioned satisfactorily until the events of 1954 which led to the correspondence described in paragraphs 61 to 64 above. In a telegram of 10 June 1941 to the *commandant* of the *cercle* of Dosso (Niger), the *chef* of the *subdivision* of Gaya referred to the 1914 *modus vivendi*. He commented that:

> "[t]he permanently navigable channel of the Niger was solely adopted as boundary. Those proposals have *never been officially approved* since 1914. A decision on the matter is desirable." (Emphasis in the original.)

87. Pendant les années précédant 1954, l'île de Lété semble avoir été administrée de manière ininterrompue par la subdivision de Gaya. Les rôles d'impôts de Gaya — du moins ce qu'il en reste — font référence à «Lété» pour les années 1925, 1927, 1928, 1930, 1932, 1935 et 1936.

«Lété» apparaît dans une liste de villages situés dans la subdivision de Gaya, avec l'indication du nombre d'habitants pour les années 19?2, 1945, 1946 et 1954. Elle figure également sur les listes issues des recensements de 1944 et de 1945.

Enfin, en 1946, le gouverneur du Niger donna l'autorisation d'abattre des palmiers sur l'île de Lété.

88. Le Bénin n'a pas produit de document officiel émanant d'autorités coloniales et concernant un exercice effectif d'autorité, au cours de la période considérée, sur l'île de Lété ou sur toute autre île située à gauche du chenal navigable principal.

•

89. La Chambre abordera maintenant la question des effectivités pour la période allant de 1954 à la date critique de 1960. Elle rappelle que, dans une lettre datée du 27 août 1954, le gouverneur par intérim du Niger écrivait que la frontière se situait à «la ligne des plus hautes eaux, côté rive gauche du fleuve, à partir du village de Bandolay, jusqu'à la frontière du Nigéria» et que «toutes les îles situées dans cette partie du fleuve f[aisaient] partie du territoire du Dahomey».

90. Pendant la période considérée, le Dahomey a de plus en plus souvent prétendu détenir le droit d'administrer l'île de Lété.

Dans une lettre adressée le 23 mai 1955 au commandant du cercle de Kandi, le chef de poste administratif de Malanville (Dahomey) mentionna l'apparition de certaines difficultés concernant la perception de taxes auprès d'habitants du Niger possédant du bétail à Lété. Il demanda «si l'agent percepteur du Dahomey [pouvait] opérer sur l'île de Lété».

Dans une lettre du 20 juin 1955 adressée au commandant du cercle de Dosso (Niger) et concernant cette même question, le chef de la subdivision de Gaya, «sans vouloir soulever le moins du monde la question des limites» (référence manifeste à la lettre du 27 août 1954), souligna que l'île de Lété «[avait] constamment été tenue pour nigérienne».

91. En 1956, d'autres difficultés survinrent, concernant cette fois la perception de taxes sur les exportations de poisson fumé à partir de Lété. Le commandant du cercle de Kandi informa le gouverneur du Dahomey de ces incidents et ajouta qu'il avait «retrouvé» la lettre du 27 août 1954, dans laquelle il était indiqué que le fleuve ainsi que toutes les îles appartenaient au Dahomey.

92. Cette même année, le directeur du service géographique de l'AOF demanda aux commandants des cercles de Dosso et de Kandi de lui faire connaître la nature et la date des textes officiels délimitant la frontière

87. In the years prior to 1954, the island of Lété seems to have been continuously administered by the *subdivision* of Gaya. The tax registers of Gaya, in so far as they have been preserved, contain references to "Lété" in the years 1925, 1927, 1928, 1930, 1932, 1935 and 1936.

"Lété" was included in a list of villages situated in the *subdivision* of Gaya, with an indication of the number of inhabitants, in 1932, 1945, 1946 and 1954. It was also included in census lists in 1944 and 1945.

Finally, the Governor of Niger authorized the felling of palm trees on the island of Lété in 1946.

88. Benin has not submitted any official document from colonial authorities regarding an effective exercise of authority, during the period under consideration, on the island of Lété or on any other island situated to the left of the main navigable channel.

•

89. The Chamber will now turn to the *effectivités* in the period from 1954 until the critical date in 1960. It recalls that, on 27 August 1954, the Governor *ad interim* of Niger wrote a letter in which he stated that the boundary was situated "at the line of highest water, on the left bank of the river, from the village of Bandoday to the frontier of Nigeria" and that "all the islands situated in this part of the river [formed] part of the territory of Dahomey".

90. During this period, the claims of Dahomey to be entitled to administer the island of Lété became more frequent.

In a letter of 23 May 1955 to the *commandant* of the *cercle* of Kandi, the *chef de poste administratif* at Malanville (Dahomey) mentioned certain difficulties which had arisen with respect to the collection of taxes from inhabitants of Niger who held cattle on Lété. He raised the question of "whether the tax collector of Dahomey [was] entitled to operate on the island of Lété".

In a letter of 20 June 1955 to the *commandant* of the *cercle* of Dosso (Niger), dealing with the same incidents, the *chef* of the *subdivision* of Gaya, "without in any way wishing to raise the question of the boundary" (a clear reference to the letter of 27 August 1954), emphasized that the island of Lété "[had] consistently been regarded as belonging to Niger".

91. In 1956, difficulties arose again, this time with regard to the collection of taxes on the export of smoked fish from Lété. The *commandant* of the *cercle* of Kandi informed the Governor of Dahomey of these incidents and added that he had "rediscovered" the letter of 27 August 1954 which stated that the river and all the islands belonged to Dahomey.

92. In that same year, the Director of the Geographical Service of the AOF requested the *commandants* of the *cercles* of Dosso and Kandi to inform him of the nature and date of the official texts that defined the

entre le Dahomey et le Niger. A ce sujet, le chef de la subdivision de Gaya fit savoir au commandant du cercle de Dosso qu'il avait «retrouvé» la lettre de Sadoux de 1914, qu'il qualifia de «seul document sérieux sur la question».

Le commandant du cercle de Kandi, dans une lettre datée du 28 juin 1956, informa le directeur du service géographique que «[c]ette question de délimitation n'a[vait] fait à [s]a connaissance l'objet d'aucun texte officiel». Il ajouta que des litiges avaient eu lieu par le passé et joignit à ce sujet la lettre du 27 août 1954 du gouverneur par intérim du Niger.

93. «Lété» figurait sur la liste des bureaux de vote du Niger pour les années 1955, 1957 et 1958.

94. De graves troubles advinrent en 1959, l'année précédant l'indépendance. Dans une lettre du 16 juin 1959, le chef de la subdivision de Malanville informa le premier ministre du Dahomey (alors république autonome faisant partie de la Communauté française) de l'existence d'un différend entre des habitants de Gouroubéri (Dahomey) et des Peuhls du Niger, lesquels auraient occupé l'île de Lété en violation des droits de propriété des Dahoméens. Il ajouta avoir consulté sans résultat son homologue de Gaya, qui semblait soutenir les Peuhls et «ignor[ait] ... la réglementation des îles». Le chef de la subdivision de Malanville fut d'avis que la frontière se situait sur la rive gauche du fleuve et il indiqua que, suivant les renseignements recueillis, l'île de Lété aurait toujours appartenu aux habitants de Gouroubéri.

95. En décembre 1959, le commandant du cercle de Kandi se rendit à Malanville. Le chef de la subdivision de Gaya fut invité à le rencontrer à Lété, mais la rencontre n'eut pas lieu. Bien que le commandant du cercle de Kandi se fut rendu sur l'île, le chef de la subdivision de Gaya «n'[était] pas [allé] au rendez-vous». Il a été avancé par la suite qu'il n'était pas au courant de cette visite.

96. Dans la nuit du 29 juin 1960, des émeutes se produisirent, au cours desquelles quatre Peuhls du Niger furent tués et plusieurs habitations brûlées. Dans une lettre datée du 3 juillet 1960, le commandant du cercle de Kandi informa le ministre de l'intérieur du Dahomey que l'ordre avait été rétabli et qu'une petite unité de police avait été installée sur l'île par Gaya (Niger) et Malanville (Dahomey).

97. Le 13 juillet 1960, le président du conseil des ministres du Niger (lequel était également une république autonome faisant à l'époque partie de la Communauté française) proposa, dans une lettre adressée au premier ministre du Dahomey, de régler une fois pour toutes le différend par un accord formel portant sur la question de «l'île de Lété (subdivision de Gaya, Niger)».

Dans sa réponse datée du 29 juillet 1960, le premier ministre du Dahomey fit observer que cette question avait déjà été réglée par la lettre du 27 août 1954 mais qu'il ne s'opposait pas à ce que des consultations aient lieu afin de parvenir à un accord formel.

Dans une lettre du 31 juillet 1960, le premier ministre du Niger insista

boundary between Dahomey and Niger. In this regard, the *chef* of the *subdivision* of Gaya informed the *commandant* of the *cercle* of Dosso that he had "rediscovered" the 1914 Sadoux letter, which he called "the only serious document on the matter".

The *commandant* of the *cercle* of Kandi, by letter of 28 June 1956, informed the Director of the Geographical Service that "this question of boundaries [had], to [his] knowledge, never been dealt with in any official text". He added that there had been disputes in the past and attached in this regard the letter of 27 August 1954 of the Governor *ad interim* of Niger.

93. In 1955, 1957 and 1958, "Lété" is mentioned in the list of polling stations in Niger.

94. Serious troubles arose in 1959, the year before independence. In a letter of 16 June 1959 the *chef* of the *subdivision* of Malanville informed the Prime Minister of Dahomey (which was at the time an autonomous republic within the *Communauté française*) about a dispute between inhabitants of Gouroubéri (Dahomey) and Peuhls from Niger who, in violation of the property rights of the former, had occupied the island of Lété. He added that he had had unsuccessful consultations with his counterpart in Gaya, who seemed to support the Peuhls and "[was] . . . unaware of the régime governing the islands". The *chef* of the *subdivision* of Malanville was of the view that the boundary was located on the left bank of the river and stated that, according to his information, the island of Lété had always belonged to the inhabitants of Gouroubéri.

95. In December 1959, the *commandant* of the *cercle* of Kandi visited Malanville. The *chef* of the *subdivision* of Gaya was invited to meet him on Lété but that meeting did not take place. Although the *commandant* of the *cercle* of Kandi visited the island, the *chef* of the *subdivision* of Gaya "did not come to the meeting". It was said later on that he had been unaware of the visit.

96. Riots broke out on the night of 29 June 1960, during which four Peuhls from Niger were killed and a number of dwellings were set on fire. In a letter dated 3 July 1960, the *commandant* of the *cercle* of Kandi informed the Minister for the Interior of Dahomey that order had been restored and that both Gaya (Niger) and Malanville (Dahomey) had stationed a small police unit on the island.

97. In a letter dated 13 July 1960 to the Prime Minister of Dahomey, the President of the Council of Ministers of Niger (which was also at the time an autonomous republic within the *Communauté française*) proposed to settle the dispute for once and for all through a formal agreement on the question of the "island of Lété (*subdivision* of Gaya, Niger)".

In his response dated 29 July 1960, the Prime Minister of Dahomey observed that the matter had already been settled by the letter of 27 August 1954 but that he did not object to consultations in order to reach a formal agreement.

In a letter dated 31 July 1960, the Prime Minister of Niger again

encore une fois pour que la question soit définitivement réglée. Toutefois, il ne fit pas référence à la lettre de 1954, mais, entre autres, à celle de 1914 et proposa de considérer comme frontière «la ligne médiane du bras permanent du fleuve, ou du bras le plus profond».

•

98. Sur la base des éléments de preuve produits devant elle, la Chambre estime que, de 1914 à 1954, les termes du *modus vivendi* tels que définis dans la lettre de Sadoux de 1914 furent dans l'ensemble respectés et que, pendant cette période, le chenal navigable principal du fleuve Niger fut considéré par les deux parties comme constituant la limite. En conséquence, le Niger exerçait son autorité adminstrative sur les îles situées à gauche et le Dahomey sur celles situées à droite de cette ligne. Le droit du Niger à administrer l'île de Lété fut sporadiquement remis en question pour des raisons d'ordre pratique, mais ne fut jamais contesté ni en droit ni en fait.

99. S'agissant des îles situées en face de Gaya, la Chambre note que, selon le *modus vivendi* établi par la lettre de Sadoux de 1914, ces îles étaient considérées comme relevant du Dahomey. Elle rappelle à cet égard que, en 1925, les autorités de cette dernière colonie avaient proposé au Niger d'échanger les trois îles en face de Gaya contre l'île de Lété, mais que cette proposition était demeurée sans suite (voir paragraphe 85 ci-dessus). Il n'a été soumis à la Chambre aucune information démontrant que, à l'époque, les îles en question étaient administrées par une autorité autre que le cercle de Kandi (Dahomey). La Chambre en conclut que, dans ce secteur du fleuve, la limite était alors regardée comme passant à gauche de ces trois îles.

100. La situation n'est pas aussi claire en ce qui concerne la période allant de 1954 à 1960. Manifestement, les deux Parties ont occasionnellement revendiqué des droits sur les îles, en particulier sur celle de Lété, de même qu'elles ont parfois accompli des actes d'administration pour manifester leur autorité. Toutefois, sur la base des éléments de preuve soumis à la Chambre, celle-ci ne peut conclure que l'administration de Lété — dont il ne fait aucun doute que, avant 1954, elle avait été exercée par le Niger — ait à l'époque effectivement été transférée au Dahomey ou reprise par celui-ci. A ce sujet, la Chambre relève que, selon un rapport de la gendarmerie de Malanville du 1er juillet 1960, Lété était alors «administrée par la subdivision de Gaya».

•

101. Le Bénin soutient que, à supposer que les autorités locales du Niger aient effectivement administré Lété et d'autres îles pendant la période allant de 1914 à 1954, elles n'auraient pu le faire avec la conviction «d'agir de droit».

Selon le Bénin, le *modus vivendi* était simplement un accord temporaire

pressed for a formal settlement. He referred, however, not to the 1954 letter but, *inter alia*, to the 1914 letter and proposed to take as the boundary "the median line of the river's permanent channel, or of its deepest channel".

•

98. On the basis of the evidence before it, the Chamber finds that, from 1914 to 1954, the terms of the *modus vivendi* established by the 1914 Sadoux letter were in general respected and that, during this period, the main navigable channel of the River Niger was considered by both sides to be the boundary. As a result, administrative authority was exercised by Niger on the islands to the left and by Dahomey on the islands to the right of that line. The entitlement of Niger to administer the island of Lété was sporadically called into question for practical reasons but was neither legally nor factually contested.

99. With respect to the islands opposite Gaya, the Chamber notes that, on the basis of the *modus vivendi* established by the 1914 Sadoux letter, these islands were considered to fall under the jurisdiction of Dahomey. It recalls in this regard that in 1925 a proposal was made to Niger by the authorities of Dahomey for the exchange of the three islands opposite Gaya for the island of Lété but that no action was taken on this proposal (see paragraph 85 above). The Chamber has not received any information to indicate that these islands were administered at that time from anywhere else other than the *cercle* of Kandi (Dahomey). The Chamber therefore concludes that, in this sector of the river, the boundary was regarded as passing to the left of these three islands.

100. The situation is less clear in the period between 1954 and 1960. It is apparent that both Parties periodically claimed rights over the islands, in particular Lété, and also occasionally performed administrative acts as a display of authority. However, on the basis of the evidence before it, the Chamber cannot conclude that the administration of Lété, which before 1954 was undoubtedly carried out by Niger, was effectively transferred to or taken over by Dahomey. In this respect, the Chamber notes that a report of the gendarmerie of Malanville of 1 July 1960 stated that Lété was "currently administered by the *subdivision* of Gaya".

•

101. Benin contends that, even if the local authorities in Niger did administer Lété and other islands during the period between 1914 and 1954, they could not have done so in the belief that they were acting "as of right".

In Benin's view, the *modus vivendi* was merely a temporary and prac-

et pratique dans l'attente d'un règlement définitif de la question frontalière. De par sa nature même, il excluait l'existence de toute intention d'agir de droit et ces actes administratifs ne sauraient donc être invoqués à titre d'effectivités.

Concernant la période postérieure à 1954, le Bénin soutient que le Niger, par la lettre du 27 août 1954, avait renoncé à toute intention «d'agir de droit».

102. La Chambre observe que le concept d'intention et de volonté d'agir à titre de souverain, tel que mentionné dans l'affaire du *Statut juridique du Groënland oriental (Danemark c. Norvège)* (*1933, C.P.J.I. série A/B n° 53*, p. 45-46), est un concept de droit international qui ne peut être transposé purement et simplement en droit colonial. En appliquant le principe de l'*uti possidetis juris*, la Chambre n'a d'autre tâche que de rechercher si l'autorité sur les territoires que les Parties revendiquent aujourd'hui en tant qu'Etats souverains était effectivement exercée par la colonie du Dahomey ou celle du Niger.

*

103. Par ces motifs et étant donné les circonstances de l'espèce, en particulier au vu des éléments de preuve fournis par les Parties, la Chambre conclut que la frontière entre le Bénin et le Niger suit le chenal navigable principal du fleuve Niger tel qu'il existait à la date des indépendances, étant entendu que, au niveau des trois îles situées en face de Gaya, la frontière passe à gauche desdites îles. Il en résulte que le Bénin a un titre sur les îles situées entre la frontière ainsi définie et la rive droite du fleuve et le Niger sur les îles situées entre cette frontière et la rive gauche du fleuve.

* *

104. La Chambre déterminera à présent l'emplacement précis de la ligne frontière dans le chenal navigable principal, c'est-à-dire la ligne des sondages les plus profonds telle qu'elle existait à la date des indépendances; elle déterminera ensuite à laquelle des Parties chacune des îles du fleuve appartient.

105. Le Bénin soutient que le chenal navigable du fleuve Niger est instable et qu'il s'est modifié au fil des ans par suite d'un phénomène d'ensablement du fleuve et de l'émergence de bancs de sable présentant un caractère quasi permanent. Il a fait état du cas de plusieurs îles dont la position par rapport au chenal navigable principal se serait modifiée sous l'effet de ce phénomène, se référant en particulier aux îles de Kotcha Barou, Gagno Goungou et Dolé Barou.

106. Le Niger ne conteste pas que des phénomènes périodiques d'ensablement puissent conduire à la formation de bancs de sable, mais soutient que, en temps normal, ces accumulations de sable sont emportées par le fleuve lors de la période de hautes eaux, pendant laquelle le cours de

tical arrangement, pending a definitive settlement of the boundary issue. By its very nature, it precluded the existence of an intention to act "as of right" and these administrative acts cannot therefore be relied on as *effectivités*.

As regards the period after 1954, Benin contends that Niger had, in the letter of 27 August 1954, relinquished any intention to act "as of right".

102. The Chamber observes that the concept of the intention and will to act as sovereign, as mentioned in the *Legal Status of Eastern Greenland (Denmark* v. *Norway)* case (*1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 53*, pp. 45-46), is a concept of international law and cannot be transplanted purely and simply to colonial law. The Chamber's sole task in applying the principle of *uti possidetis juris* is to ascertain whether it was the colony of Dahomey or that of Niger which effectively exercised authority over the areas which the Parties now claim as sovereign States.

*

103. For all these reasons and in the circumstances of the case, particularly in light of the evidence furnished by the Parties, the Chamber concludes that the boundary between Benin and Niger follows the main navigable channel of the River Niger as it existed at the dates of independence, it being understood that, in the vicinity of the three islands opposite Gaya, the boundary passes to the left of these islands. Consequently, Benin has title to the islands situated between the boundary thus defined and the right bank of the river and Niger has title to the islands between that boundary and the left bank of the river.

* *

104. The Chamber will now proceed to determine the precise location of the boundary line in the main navigable channel, namely the line of deepest soundings, as it existed at the dates of independence; it will then determine to which of the Parties each of the islands in the river belongs.

105. Benin contends that the navigable channel of the River Niger is unstable and has changed over the years as the result of the siltation of the river and the formation of sandbanks of a virtually permanent character. Benin has highlighted a number of cases in which this phenomenon has allegedly resulted in a change in the position of the main navigable channel around the islands. It referred, in particular, to the islands of Kotcha Barou, Gagno Goungou and Dolé Barou.

106. Niger does not deny the periodic occurrence of siltation which may lead to the formation of sandbanks but contends that, under normal circumstances, these accumulations of sand are washed away during the high-water season when the speed and pressure of the watermass increase

celui-ci acquiert une vitesse et une force considérables. Il reconnaît que, concernant l'île de Dolé Barou, le chenal principal s'est, depuis l'accession des deux Etats à l'indépendance, déplacé du côté gauche de l'île, mais affirme que ce phénomène est probablement dû à des travaux d'endiguement effectués en amont sur la rive gauche du fleuve. Le Niger soutient en outre que plusieurs études hydrologiques, menées pendant plus de soixante ans, ont démontré que le lit du fleuve était remarquablement stable et que le chenal navigable principal n'avait pas changé de position.

107. La Chambre commencera par observer que plusieurs levés hydrographiques et topographiques ont été effectués au fil des ans. A cet égard, les documents les plus pertinents sont les suivants:

1. les cartes réalisées à l'issue de la mission du lieutenant Hourst en 1896;
2. le rapport de la mission effectuée par l'ingénieur A. M. J. Beneyton entre 1926 et 1932 pour le compte de l'AOF;
3. le rapport final issu d'une étude sur la navigabilité du Moyen-Niger réalisée entre 1967 et 1970 par l'entreprise Netherlands Engineering Consultants (NEDECO) sur demande des Gouvernements du Dahomey, du Mali, du Niger et de la Fédération du Nigéria;
4. une série de photographies aériennes annotées prises en 1975 et publiées dans un rapport de l'IGN-Paris en 1979.

108. La Chambre note que la position du chenal navigable principal, telle qu'établie par ces diverses missions, apparaît plutôt constante, ce qui tendrait à indiquer que le lit du fleuve est relativement stable et que les ensablements ayant pu se produire ont rarement donné lieu à des changements notables de l'emplacement du chenal navigable principal. Tel semble avoir été le cas tant à l'époque coloniale qu'après l'indépendance.

109. Etant donné que la Chambre est appelée à déterminer le tracé de la limite au moment des indépendances, le rapport produit en 1970 par NEDECO constitue la source de renseignements la plus utile sur la situation existant à la date critique. La stabilité du fleuve étant démontrée, il est permis de supposer que la situation entre 1967 et 1970 était quasiment identique à celle de 1960.

110. A ce sujet, la Chambre attache une grande importance au fait que l'étude de 1967-1970 a été conduite par une entreprise indépendante réputée pour ses compétences et son expérience et que ses résultats figurent dans un rapport qui a été présenté aux gouvernements de quatre Etats riverains, dont les Parties à la présente affaire. En outre, les conclusions énoncées dans le rapport de NEDECO n'ont pas été contestées à l'époque de leur publication et sont corroborées par des études tant antérieures qu'ultérieures.

111. Le rapport de NEDECO étudie la navigabilité du fleuve Niger entre Tossaye au Mali et Yelwa au Nigéria. Il couvre donc toute la partie

considerably. Niger admits that, with respect to the island of Dolé Barou, the main channel has moved to the left side of the island since the accession of the two States to independence, but submits that this may be due to works on dykes carried out upstream on the left bank of the river. It further submits that a number of hydrological surveys, carried out over a period of more than 60 years, have demonstrated that the riverbed is remarkably stable and that the main navigable channel has remained unchanged.

107. The Chamber initially notes that, over the course of time, a number of hydrographic and topographic surveys have taken place. In this respect, the following studies are the most pertinent:

1. the maps produced as a result of the mission of Lieutenant Hourst in 1896;
2. the report of the mission carried out by the engineer A. M. J. Beneyton between 1926 and 1932 on behalf of the AOF;
3. the final report of a study on the navigability of the Middle Niger, carried out by the Netherlands Engineering Consultants (NEDECO) between 1967 and 1970 at the request of the Governments of Dahomey, Mali, Niger and the Federation of Nigeria;
4. a series of annotated aerial photographs taken in 1975 and published in a report of IGN-Paris in 1979.

108. The Chamber observes that the position of the main navigable channel as determined by each of the missions is very similar. The Chamber considers that this indicates that the riverbed is relatively stable and that any siltation which has taken place has rarely led to a noticeable change in the location of the main navigable channel. This appears to have been the case in both the colonial and post-independence period.

109. Given that the Chamber has to determine the course of the boundary at the time of independence, the NEDECO report of 1970 provides the most useful information on the situation at the critical date. In view of the proven stability of the riverbed, it may be assumed that the situation between 1967 and 1970 was virtually identical with that in 1960.

110. In this respect, the Chamber considers it of great importance that the 1967-1970 survey was carried out by an independent firm renowned for its expertise and experience and that the results were contained in a report presented to the Governments of four riparian States, including the Parties to the present case. Furthermore, the findings of the NEDECO study were not contested at the time of their publication and they are corroborated by both earlier and later studies.

111. The report of the NEDECO study examines the navigability of the River Niger between Tossaye in Mali and Yelwa in Nigeria. It there-

du fleuve qui se situe entre le Bénin et le Niger, de son point de confluence avec la Mékrou jusqu'à la frontière nigériane.

112. Les cartes qui figurent en annexe au rapport sont très détaillées, chacune d'elles couvrant un secteur de 25 kilomètres et présentant le profil longitudinal du chenal navigable principal, sur la base des relevés issus de sondages échographiques qui ont été effectués à diverses reprises, tant en période de hautes eaux qu'en période de basses eaux, au moyen d'un écho-sondeur embarqué. Aux fins de contrôler l'emplacement du chenal, NEDECO a réalisé des sections transversales et a fixé le point le plus profond de chaque section. Ensuite, la distance de ce point jusqu'aux deux rives ou, dans certains cas, jusqu'à l'une de celles-ci, a été mesurée. Ces distances ont enfin été reportées sur une carte topographique à l'échelle de 1/50 000.

La Chambre constate que, d'une manière générale, le chenal navigable principal tel qu'il ressort du rapport de NEDECO coïncide ou présente de grandes similitudes avec celui qui est décrit sur les cartes et croquis établis à l'issue des missions Hourst de 1896 et Beneyton de 1926-1932.

113. La Chambre relève en outre que la carte n° 36 du rapport établi par NEDECO indique que, dans le secteur faisant face au village de Gaya, le fleuve compte deux chenaux navigables. Sur la base des informations disponibles, il n'est pas possible de dire lequel est en permanence le plus profond. Cela est toutefois sans importance dans le cas présent, compte tenu des conclusions que la Chambre a déjà tirées, aux paragraphes 99 et 103 ci-dessus, des effectivités coloniales dans ce secteur. La Chambre estime que, dans le secteur des trois îles situées face à Gaya, la frontière est constituée par la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable gauche. Cependant, au niveau de la dernière de ces îles, Kata Goungou, la frontière doit s'écarter de cette ligne et passer à gauche de l'île.

114. En dehors de l'exception indiquée au paragraphe précédent, la frontière entre les Parties suit donc la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable principal du fleuve Niger telle qu'elle résulte du rapport de NEDECO de 1970, à partir de l'intersection de cette ligne avec la ligne médiane de la Mékrou jusqu'à son intersection avec la frontière des Parties avec le Nigéria.

Face à Gaya, la frontière est constituée par la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable gauche, à partir du point de coordonnées 11° 52′ 29″ de latitude nord et 3° 25′ 34″ de longitude est jusqu'au point de coordonnées 11° 51′ 55″ de latitude nord et 3° 27′ 41″ de longitude est, où la frontière s'écarte de ce chenal et passe à gauche de l'île de Kata Goungou, pour rejoindre ensuite le chenal navigable principal au point de coordonnées 11° 51′ 41″ de latitude nord et 3° 28′ 53″ de longitude est.

115. Il découle de ce qui précède que la ligne frontière entre le Bénin et le Niger dans le secteur du fleuve Niger passe, d'amont en aval, par les points, numérotés de 1 à 154, dont les coordonnées sont indiquées dans la table ci-après:

fore covers the whole stretch of the river between Benin and Niger from its confluence with the Mekrou to the frontier with Nigeria.

112. The maps annexed to the report are very detailed, each of them covering a stretch of 25 km and showing the longitudinal profile of the main navigable channel based on the results of echosounding carried out, using a boat-mounted echo-sounder, on various occasions during the high and low water season. In order to check the position of the channel, cross-sections were made by NEDECO and the deepest point of each section was fixed. Subsequently, the distance was measured from this point to the two banks, or in certain cases to one of them. Finally, these distances were represented on a topographical map on a scale of 1:50,000.

The Chamber observes that the main navigable channel identified by the report of the NEDECO study generally coincides with or is very similar to the one that is represented in the maps and sketch-maps resulting from the 1896 Hourst mission and the 1926-1932 Beneyton mission.

113. The Chamber further notes that map No. 36 of the NEDECO report indicates that in the sector opposite the village of Gaya, the river has two navigable channels. On the basis of the available data, it is not possible to say which one is consistently deeper. This is however without consequence in the present case given the conclusions drawn by the Chamber, in paragraphs 99 and 103 above, from the colonial *effectivités* in that sector. The Chamber considers that, in the sector of the three islands opposite Gaya, the boundary is constituted by the line of deepest soundings of the left navigable channel. However, in the vicinity of the last of these islands, Kata Goungou, the boundary deviates from that line and passes to the left of that island.

114. With the exception indicated in the previous paragraph, the boundary between the Parties therefore follows the line of deepest soundings of the main navigable channel of the River Niger as it appears in the 1970 NEDECO report, from the intersection of this line with the median line of the River Mekrou until its intersection with the boundary of the Parties with Nigeria.

Opposite Gaya, the boundary is constituted by the line of deepest soundings of the left navigable channel from the point situated at co-ordinates 11° 52′ 29″ latitude North and 3° 25′ 34″ longitude East until the point located at co-ordinates 11° 51′ 55″ latitude North and 3° 27′ 41″ longitude East, where the boundary deviates from this channel and passes to the left of the island of Kata Goungou, subsequently rejoining the main navigable channel at the point located at co-ordinates 11° 51′ 41″ latitude North and 3° 28′ 53″ longitude East.

115. It follows from the foregoing that the boundary line between Benin and Niger in the sector of the River Niger, proceeding downstream, passes through the points numbered from 1 to 154, the co-ordinates of which are indicated in the table below:

(Ellipsoïde de Clarke 1880)

	Coordonnées sur la ligne	
Point n°	*Latitude nord*	*Longitude est*
001	12° 24′ 31″	2° 49′ 36″
002	12° 24′ 25″	2° 50′ 08″
003	12° 24′ 24″	2° 50′ 20″
004	12° 24′ 06″	2° 50′ 43″
005	12° 23′ 54″	2° 50′ 55″
006	12° 23′ 46″	2° 51′ 05″
007	12° 23′ 34″	2° 51′ 25″
008	12° 23′ 32″	2° 51′ 45″
009	12° 23′ 25″	2° 52′ 07″
010	12° 23′ 16″	2° 52′ 21″
011	12° 22′ 56″	2° 52′ 40″
012	12° 22′ 41″	2° 52′ 52″
013	12° 22′ 38″	2° 53′ 04″
014	12° 22′ 00″	2° 53′ 18″
015	12° 21′ 38″	2° 53′ 33″
016	12° 21′ 11″	2° 54′ 04″
017	12° 21′ 07″	2° 54′ 16″
018	12° 20′ 58″	2° 54′ 25″
019	12° 20′ 36″	2° 54′ 52″
020	12° 20′ 12″	2° 55′ 19″
021	12° 20′ 09″	2° 55′ 25″
022	12° 20′ 06″	2° 55′ 38″
023	12° 19′ 41″	2° 56′ 01″
024	12° 19′ 29″	2° 56′ 08″
025	12° 19′ 06″	2° 56′ 29″
026	12° 19′ 00″	2° 56′ 40″
027	12° 18′ 14″	2° 57′ 11″
028	12° 17′ 55″	2° 57′ 16″
029	12° 17′ 15″	2° 57′ 47″
030	12° 17′ 03″	2° 58′ 10″
031	12° 16′ 52″	2° 58′ 41″
032	12° 16′ 38″	2° 59′ 32″
033	12° 16′ 10″	3° 00′ 35″
034	12° 15′ 59″	3° 00′ 49″
035	12° 15′ 26″	3° 01′ 10″
036	12° 15′ 01″	3° 01′ 18″
037	12° 14′ 27″	3° 01′ 31″
038	12° 14′ 01″	3° 01′ 47″
039	12° 13′ 43″	3° 02′ 04″
040	12° 13′ 41″	3° 02′ 11″
041	12° 13′ 34″	3° 02′ 24″
042	12° 13′ 12″	3° 02′ 45″
043	12° 12′ 31″	3° 03′ 33″

(Clarke 1880 Ellipsoid)

Point No.	*Co-ordinates on the line* *Latitude North*	*Longitude East*
001	12° 24′ 31″	2° 49′ 36″
002	12° 24′ 25″	2° 50′ 08″
003	12° 24′ 24″	2° 50′ 20″
004	12° 24′ 06″	2° 50′ 43″
005	12° 23′ 54″	2° 50′ 55″
006	12° 23′ 46″	2° 51′ 05″
007	12° 23′ 34″	2° 51′ 25″
008	12° 23′ 32″	2° 51′ 45″
009	12° 23′ 25″	2° 52′ 07″
010	12° 23′ 16″	2° 52′ 21″
011	12° 22′ 56″	2° 52′ 40″
012	12° 22′ 41″	2° 52′ 52″
013	12° 22′ 38″	2° 53′ 04″
014	12° 22′ 00″	2° 53′ 18″
015	12° 21′ 38″	2° 53′ 33″
016	12° 21′ 11″	2° 54′ 04″
017	12° 21′ 07″	2° 54′ 16″
018	12° 20′ 58″	2° 54′ 25″
019	12° 20′ 36″	2° 54′ 52″
020	12° 20′ 12″	2° 55′ 19″
021	12° 20′ 09″	2° 55′ 25″
022	12° 20′ 06″	2° 55′ 38″
023	12° 19′ 41″	2° 56′ 01″
024	12° 19′ 29″	2° 56′ 08″
025	12° 19′ 06″	2° 56′ 29″
026	12° 19′ 00″	2° 56′ 40″
027	12° 18′ 14″	2° 57′ 11″
028	12° 17′ 55″	2° 57′ 16″
029	12° 17′ 15″	2° 57′ 47″
030	12° 17′ 03″	2° 58′ 10″
031	12° 16′ 52″	2° 58′ 41″
032	12° 16′ 38″	2° 59′ 32″
033	12° 16′ 10″	3° 00′ 35″
034	12° 15′ 59″	3° 00′ 49″
035	12° 15′ 26″	3° 01′ 10″
036	12° 15′ 01″	3° 01′ 18″
037	12° 14′ 27″	3° 01′ 31″
038	12° 14′ 01″	3° 01′ 47″
039	12° 13′ 43″	3° 02′ 04″
040	12° 13′ 41″	3° 02′ 11″
041	12° 13′ 34″	3° 02′ 24″
042	12° 13′ 12″	3° 02′ 45″
043	12° 12′ 31″	3° 03′ 33″

	Coordonnées sur la ligne	
Point n°	*Latitude nord*	*Longitude est*
044	12° 12′ 22″	3° 03′ 36″
045	12° 12′ 06″	3° 03′ 29″
046	12° 11′ 46″	3° 03′ 35″
047	12° 11′ 01″	3° 04′ 19″
048	12° 10′ 36″	3° 04′ 56″
049	12° 10′ 26″	3° 05′ 49″
050	12° 10′ 21″	3° 06′ 03″
051	12° 10′ 05″	3° 06′ 25″
052	12° 09′ 46″	3° 06′ 50″
053	12° 09′ 27″	3° 07′ 30″
054	12° 09′ 16″	3° 07′ 40″
055	12° 08′ 52″	3° 07′ 39″
056	12° 08′ 25″	3° 07′ 38″
057	12° 08′ 10″	3° 07′ 59″
058	12° 07′ 48″	3° 08′ 41″
059	12° 07′ 21″	3° 09′ 15″
060	12° 06′ 49″	3° 10′ 07″
061	12° 06′ 21″	3° 10′ 35″
062	12° 05′ 43″	3° 10′ 58″
063	12° 05′ 24″	3° 11′ 07″
064	12° 05′ 01″	3° 11′ 20″
065	12° 04′ 44″	3° 11′ 39″
066	12° 04′ 33″	3° 11′ 54″
067	12° 04′ 24″	3° 12′ 04″
068	12° 04′ 09″	3° 12′ 22″
069	12° 03′ 58″	3° 12′ 43″
070	12° 03′ 39″	3° 13′ 13″
071	12° 03′ 20″	3° 13′ 29″
072	12° 03′ 01″	3° 13′ 49″
073	12° 02′ 51″	3° 13′ 57″
074	12° 02′ 18″	3° 14′ 05″
075	12° 01′ 57″	3° 14′ 22″
076	12° 01′ 53″	3° 14′ 36″
077	12° 01′ 54″	3° 15′ 06″
078	12° 01′ 30″	3° 15′ 33″
079	12° 01′ 10″	3° 15′ 39″
080	12° 00′ 53″	3° 16′ 13″
081	12° 00′ 42″	3° 16′ 13″
082	12° 00′ 21″	3° 15′ 54″
083	12° 00′ 09″	3° 15′ 38″
084	11° 59′ 52″	3° 15′ 25″
085	11° 59′ 24″	3° 15′ 34″
086	11° 58′ 54″	3° 16′ 08″
087	11° 58′ 33″	3° 16′ 21″

Co-ordinates on the line

Point No.	*Latitude North*	*Longitude East*
044	12° 12′ 22″	3° 03′ 36″
045	12° 12′ 06″	3° 03′ 29″
046	12° 11′ 46″	3° 03′ 35″
047	12° 11′ 01″	3° 04′ 19″
048	12° 10′ 36″	3° 04′ 56″
049	12° 10′ 26″	3° 05′ 49″
050	12° 10′ 21″	3° 06′ 03″
051	12° 10′ 05″	3° 06′ 25″
052	12° 09′ 46″	3° 06′ 50″
053	12° 09′ 27″	3° 07′ 30″
054	12° 09′ 16″	3° 07′ 40″
055	12° 08′ 52″	3° 07′ 39″
056	12° 08′ 25″	3° 07′ 38″
057	12° 08′ 10″	3° 07′ 59″
058	12° 07′ 48″	3° 08′ 41″
059	12° 07′ 21″	3° 09′ 15″
060	12° 06′ 49″	3° 10′ 07″
061	12° 06′ 21″	3° 10′ 35″
062	12° 05′ 43″	3° 10′ 58″
063	12° 05′ 24″	3° 11′ 07″
064	12° 05′ 01″	3° 11′ 20″
065	12° 04′ 44″	3° 11′ 39″
066	12° 04′ 33″	3° 11′ 54″
067	12° 04′ 24″	3° 12′ 04″
068	12° 04′ 09″	3° 12′ 22″
069	12° 03′ 58″	3° 12′ 43″
070	12° 03′ 39″	3° 13′ 13″
071	12° 03′ 20″	3° 13′ 29″
072	12° 03′ 01″	3° 13′ 49″
073	12° 02′ 51″	3° 13′ 57″
074	12° 02′ 18″	3° 14′ 05″
075	12° 01′ 57″	3° 14′ 22″
076	12° 01′ 53″	3° 14′ 36″
077	12° 01′ 54″	3° 15′ 06″
078	12° 01′ 30″	3° 15′ 33″
079	12° 01′ 10″	3° 15′ 39″
080	12° 00′ 53″	3° 16′ 13″
081	12° 00′ 42″	3° 16′ 13″
082	12° 00′ 21″	3° 15′ 54″
083	12° 00′ 09″	3° 15′ 38″
084	11° 59′ 52″	3° 15′ 25″
085	11° 59′ 24″	3° 15′ 34″
086	11° 58′ 54″	3° 16′ 08″
087	11° 58′ 33″	3° 16′ 21″

	Coordonnées sur la ligne	
Point n°	*Latitude nord*	*Longitude est*
088	11° 58′ 14″	3° 16′ 30″
089	11° 57′ 56″	3° 16′ 42″
090	11° 57′ 19″	3° 16′ 51″
091	11° 56′ 40″	3° 16′ 45″
092	11° 56′ 07″	3° 17′ 00″
093	11° 56′ 01″	3° 17′ 47″
094	11° 55′ 55″	3° 17′ 56″
095	11° 55′ 48″	3° 18′ 00″
096	11° 55′ 01″	3° 18′ 13″
097	11° 54′ 51″	3° 18′ 13″
098	11° 54′ 42″	3° 18′ 12″
099	11° 54′ 12″	3° 18′ 15″
100	11° 53′ 20″	3° 18′ 50″
101	11° 53′ 08″	3° 19′ 06″
102	11° 52′ 54″	3° 19′ 17″
103	11° 52′ 53″	3° 19′ 43″
104	11° 53′ 11″	3° 20′ 15″
105	11° 53′ 09″	3° 20′ 23″
106	11° 52′ 57″	3° 20′ 43″
107	11° 53′ 08″	3° 21′ 38″
108	11° 53′ 13″	3° 22′ 13″
109	11° 53′ 13″	3° 22′ 37″
110	11° 53′ 11″	3° 23′ 01″
111	11° 52′ 59″	3° 23′ 37″
112	11° 52′ 39″	3° 24′ 11″
113	11° 52′ 37″	3° 24′ 44″
114	11° 52′ 43″	3° 25′ 06″
115	11° 52′ 29″	3° 25′ 34″
116	11° 52′ 30″	3° 25′ 55″
117	11° 52′ 37″	3° 26′ 28″
118	11° 52′ 30″	3° 26′ 50″
119	11° 51′ 55″	3° 27′ 41″
120	11° 51′ 53″	3° 28′ 20″
121	11° 51′ 41″	3° 28′ 53″
122	11° 51′ 25″	3° 29′ 12″
123	11° 51′ 03″	3° 29′ 22″
124	11° 50′ 36″	3° 29′ 38″
125	11° 50′ 03″	3° 30′ 11″
126	11° 49′ 39″	3° 30′ 34″
127	11° 49′ 22″	3° 30′ 53″
128	11° 48′ 53″	3° 31′ 16″
129	11° 48′ 29″	3° 31′ 15″
130	11° 48′ 01″	3° 31′ 10″
131	11° 47′ 34″	3° 31′ 13″

Co-ordinates on the line

Point No.	*Latitude North*	*Longitude East*
088	11° 58′ 14″	3° 16′ 30″
089	11° 57′ 56″	3° 16′ 42″
090	11° 57′ 19″	3° 16′ 51″
091	11° 56′ 40″	3° 16′ 45″
092	11° 56′ 07″	3° 17′ 00″
093	11° 56′ 01″	3° 17′ 47″
094	11° 55′ 55″	3° 17′ 56″
095	11° 55′ 48″	3° 18′ 00″
096	11° 55′ 01″	3° 18′ 13″
097	11° 54′ 51″	3° 18′ 13″
098	11° 54′ 42″	3° 18′ 12″
099	11° 54′ 12″	3° 18′ 15″
100	11° 53′ 20″	3° 18′ 50″
101	11° 53′ 08″	3° 19′ 06″
102	11° 52′ 54″	3° 19′ 17″
103	11° 52′ 53″	3° 19′ 43″
104	11° 53′ 11″	3° 20′ 15″
105	11° 53′ 09″	3° 20′ 23″
106	11° 52′ 57″	3° 20′ 43″
107	11° 53′ 08″	3° 21′ 38″
108	11° 53′ 13″	3° 22′ 13″
109	11° 53′ 13″	3° 22′ 37″
110	11° 53′ 11″	3° 23′ 01″
111	11° 52′ 59″	3° 23′ 37″
112	11° 52′ 39″	3° 24′ 11″
113	11° 52′ 37″	3° 24′ 44″
114	11° 52′ 43″	3° 25′ 06″
115	11° 52′ 29″	3° 25′ 34″
116	11° 52′ 30″	3° 25′ 55″
117	11° 52′ 37″	3° 26′ 28″
118	11° 52′ 30″	3° 26′ 50″
119	11° 51′ 55″	3° 27′ 41″
120	11° 51′ 53″	3° 28′ 20″
121	11° 51′ 41″	3° 28′ 53″
122	11° 51′ 25″	3° 29′ 12″
123	11° 51′ 03″	3° 29′ 22″
124	11° 50′ 36″	3° 29′ 38″
125	11° 50′ 03″	3° 30′ 11″
126	11° 49′ 39″	3° 30′ 34″
127	11° 49′ 22″	3° 30′ 53″
128	11° 48′ 53″	3° 31′ 16″
129	11° 48′ 29″	3° 31′ 15″
130	11° 48′ 01″	3° 31′ 10″
131	11° 47′ 34″	3° 31′ 13″

	Coordonnées sur la ligne	
Point n°	*Latitude nord*	*Longitude est*
132	11° 47′ 16″	3° 31′ 22″
133	11° 47′ 06″	3° 31′ 35″
134	11° 46′ 56″	3° 31′ 51″
135	11° 46′ 46″	3° 32′ 06″
136	11° 46′ 41″	3° 32′ 31″
137	11° 46′ 42″	3° 32′ 51″
138	11° 46′ 46″	3° 33′ 13″
139	11° 46′ 45″	3° 33′ 31″
140	11° 46′ 33″	3° 33′ 46″
141	11° 46′ 21″	3° 33′ 53″
142	11° 46′ 09″	3° 33′ 56″
143	11° 45′ 53″	3° 33′ 55″
144	11° 45′ 35″	3° 33′ 45″
145	11° 45′ 06″	3° 33′ 15″
146	11° 44′ 32″	3° 33′ 02″
147	11° 44′ 05″	3° 32′ 59″
148	11° 43′ 27″	3° 33′ 23″
149	11° 43′ 16″	3° 33′ 42″
150	11° 43′ 08″	3° 34′ 07″
151	11° 43′ 11″	3° 34′ 16″
152	11° 42′ 58″	3° 34′ 38″
153	11° 42′ 52″	3° 34′ 58″
154	11° 42′ 39″	3° 35′ 18″

Les points constituant la ligne frontière figurent par ailleurs, à titre purement illustratif, sur le croquis n° 4 (en six feuilles) joint au présent arrêt [1].

*

116. La Chambre déterminera à présent à laquelle des Parties appartient chacune des îles du fleuve Niger, en suivant son cours d'amont en aval, depuis son point de confluence avec la Mékrou jusqu'à la frontière nigériane.

La Chambre n'a pas reçu d'informations sûres qui feraient état de la formation ou de la disparition d'îles entre 1960 et 1967-1970. S'agissant des années postérieures, elle observe qu'une des îles identifiées par le Niger, à savoir Sandi Tounga Barou, qui n'apparaît sur aucune carte antérieure à 1973, figure sur différentes photographies aériennes et images SPOT à partir de cette année; dès lors, la Chambre aura à déterminer ci-après l'appartenance de cette île à l'une ou l'autre des Parties.

[1] On trouvera un exemplaire de cette carte dans une pochette placée à la fin du présent fascicule ou du volume *C.I.J. Recueil 2005* selon le cas. *[Note du Greffe.]*

	Co-ordinates on the line	
Point No.	*Latitude North*	*Longitude East*
132	11° 47′ 16″	3° 31′ 22″
133	11° 47′ 06″	3° 31′ 35″
134	11° 46′ 56″	3° 31′ 51″
135	11° 46′ 46″	3° 32′ 06″
136	11° 46′ 41″	3° 32′ 31″
137	11° 46′ 42″	3° 32′ 51″
138	11° 46′ 46″	3° 33′ 13″
139	11° 46′ 45″	3° 33′ 31″
140	11° 46′ 33″	3° 33′ 46″
141	11° 46′ 21″	3° 33′ 53″
142	11° 46′ 09″	3° 33′ 56″
143	11° 45′ 53″	3° 33′ 55″
144	11° 45′ 35″	3° 33′ 45″
145	11° 45′ 06″	3° 33′ 15″
146	11° 44′ 32″	3° 33′ 02″
147	11° 44′ 05″	3° 32′ 59″
148	11° 43′ 27″	3° 33′ 23″
149	11° 43′ 16″	3° 33′ 42″
150	11° 43′ 08″	3° 34′ 07″
151	11° 43′ 11″	3° 34′ 16″
152	11° 42′ 58″	3° 34′ 38″
153	11° 42′ 52″	3° 34′ 58″
154	11° 42′ 39″	3° 35′ 18″

The points that constitute the boundary line are further represented, purely for illustrative purposes, on sketch-map No. 4 (in six sheets) attached to the present Judgment [1].

*

116. The Chamber will now determine to which of the Parties each of the islands in the River Niger belongs, following the course of the river downstream from its confluence with the Mekrou to the frontier with Nigeria.

The Chamber has not received reliable information that new islands formed nor that islands disappeared between 1960 and 1967-1970. As regards subsequent years, it observes that one of the islands identified by Niger, namely Sandi Tounga Barou, which is not represented on any map prepared before 1973, does appear on various aerial photographs and SPOT images taken from 1973 onwards. The Chamber must consequently determine to which of the Parties this island belongs. With

[1] A copy of this map will be found in a pocket at the end of this fascicle or inside the back cover of the volume of *I.C.J. Reports 2005*. *[Note by the Registry.]*

Quant à l'«île» de Pekinga, dont le Niger, dans ses conclusions finales, prétend qu'elle appartient au Bénin, la Chambre note que celle-ci ne peut être identifiée comme une île distincte sur les cartes annexées au rapport NEDECO, mais qu'elle semble plutôt faire partie de la rive du fleuve, du côté du Bénin.

117. La Chambre conclut des paragraphes 103 et suivants ci-dessus que

1. Boumba Barou Béri appartient au Niger;
2. Boumba Barou Kaïna appartient au Niger;
3. Kouassi Barou appartient au Niger;
4. Sansan Goungou, également dénommée Fodofey (ou Fandofay) Barou ou Koro Kouara Barou, appartient au Niger;
5. Lété Goungou appartient au Niger;
6. Tondi Kwaria Barou, également dénommée Faran Tounga Barou, appartient au Bénin;
7. Monboye Tounga appartient au Niger;
8. Sini Goungou, également dénommée Tondika Goungou, appartient au Niger;
9. Lama Barou appartient au Niger;
10. Kotcha Barou, également dénommée Bagou Barou, Gouandi Tounga Barou ou Ibrahim Ba Ama Founbou, appartient au Niger;
11. Koki Barou appartient au Bénin;
12. Gagno Goungou, également dénommée Gaya Goungou ou Karsani Goungou, appartient au Bénin;
13. Kata Goungou appartient au Bénin;
14. Sandi Tounga Barou appartient au Bénin;
15. Gandégabi Barou Kaïna appartient au Bénin;
16. Gandégabi Barou Béri appartient au Niger;
17. Guirawa Barou, également dénommée Issa Kaïna, appartient au Niger;
18. Dan Koré Guirawa, également dénommée Bédari, appartient au Bénin;
19. Barou Elhadji Dan Djoda, également dénommée Sabonbarou ou Wéra Barou, appartient au Bénin;
20. Koundou Barou appartient au Bénin;
21. Elhadji Chaïbou Barou Béri appartient au Niger;
22. Elhadji Chaïbou Barou Kaïna appartient au Niger;
23. Goussou Barou, également dénommée Gattawani Béri Barou ou Dandanikoye Barou, appartient au Niger;
24. Beyo Barou, également dénommée Wéra Kaïna Barou, appartient au Niger;
25. Dolé Barou, également dénommée Barou Béri ou Bani Koubaye, appartient au Niger.

Ces différentes îles sont figurées sur le croquis illustratif mentionné au paragraphe 115 ci-dessus.

118. Enfin, la Chambre observe que la détermination de l'apparte-

respect to the "island" of Pekinga, which Niger in its final submissions attributed to Benin, the Chamber notes that it is not identifiable as a separate island on the maps annexed to the NEDECO report, but instead appears to be part of the river bank on the Benin side.

117. The Chamber finds, on the basis of paragraphs 103 *et seq.*, that

1. Boumba Barou Béri belongs to Niger;
2. Boumba Barou Kaïna belongs to Niger;
3. Kouassi Barou belongs to Niger;
4. Sansan Goungou, also known as Fodofey (or Fandofay) Barou or Koro Kouara Barou, belongs to Niger;
5. Lété Goungou belongs to Niger;
6. Tondi Kwaria Barou, also known as Faran Tounga Barou, belongs to Benin;
7. Monboye Tounga belongs to Niger;
8. Sini Goungou, also known as Tondika Goungou, belongs to Niger;
9. Lama Barou belongs to Niger;
10. Kotcha Barou, also known as Bagou Barou, Gouandi Tounga Barou or Ibrahim Ba Ama Founbou, belongs to Niger;
11. Koki Barou belongs to Benin;
12. Gagno Goungou, also known as Gaya Goungou or Karsani Goungou, belongs to Benin;
13. Kata Goungou belongs to Benin;
14. Sandi Tounga Barou belongs to Benin;
15. Gandégabi Barou Kaïna belongs to Benin;
16. Gandégabi Barou Béri belongs to Niger;
17. Guirawa Barou, also known as Issa Kaïna, belongs to Niger;
18. Dan Koré Guirawa, also known as Bédari, belongs to Benin;
19. Barou Elhadji Dan Djoda, also known as Sabonbarou or Wéra Barou, belongs to Benin;
20. Koundou Barou belongs to Benin;
21. Elhadji Chaïbou Barou Béri belongs to Niger;
22. Elhadji Chaïbou Barou Kaïna belongs to Niger;
23. Goussou Barou, also known as Gattawani Béri Barou or Dandani-koye Barou, belongs to Niger;
24. Beyo Barou, also known as Wéra Kaïna Barou, belongs to Niger;
25. Dolé Barou, also known as Barou Béri or Bani Koubaye, belongs to Niger.

These various islands are shown on the illustrative sketch-map referred to in paragraph 115 above.

118. Finally, the Chamber observes that the determination in regard

nance des îles à laquelle elle vient de procéder est sans préjudice de tous droits privés qui pourraient être détenus sur celles-ci.

* *

119. Le Niger a également prié la Chambre de déterminer le tracé de la frontière sur les deux ponts entre Gaya (Niger) et Malanville (Bénin). Le Bénin soutient que la question n'entre pas dans le cadre du différend soumis à la Chambre aux termes du compromis et que la Chambre n'a donc pas compétence pour donner suite à la demande du Niger.

120. La Chambre relève à cet égard que, dans le compromis, «[l]a Cour est priée de ... déterminer le tracé de la frontière ... dans le secteur du fleuve Niger». Les ponts entre Gaya et Malanville étant situés dans ce secteur, la Chambre estime qu'elle a compétence pour déterminer le tracé de la frontière sur ceux-ci.

121. Le Niger affirme que la frontière passe au milieu de chacun des ponts. Il fait observer que la construction et l'entretien de ces structures ont été financés à parts égales par les Parties et qu'elles leur appartiennent conjointement. Selon le Niger, il en découle logiquement que le tracé de la frontière passe au centre de ces ouvrages, qui sont propriété conjointe des Parties, et ne suit pas la ligne frontalière dans le fleuve lui-même. Il prétend en outre que la formule qu'il propose a été adoptée dans un grand nombre d'accords antérieurs ou actuellement en vigueur.

122. Le Bénin soutient pour sa part que les arrangements convenus pour la construction et l'entretien des ponts et toute disposition relative à la propriété conjointe de ceux-ci sont sans rapport avec les questions de souveraineté territoriale. Il affirme en outre qu'une absence de correspondance entre le tracé de la frontière sur les ponts et son tracé dans le fleuve au-dessous de ces structures serait illogique et conduirait à des incohérences juridiques.

123. La Chambre observe tout d'abord que les deux ponts qui enjambent le fleuve Niger, joignant Gaya et Malanville, ont été construits respectivement en 1958 et en 1988-1989. Ils mesurent plus de 300 mètres de long et relient des plates-formes construites sur chacune des rives, qui sont utilisées par les douanes et d'autres administrations.

La Chambre fait en outre observer qu'il existe plusieurs arrangements aux termes desquels l'utilisation et l'entretien de ces ponts doivent être financés à égalité par les deux Parties, qui en sont conjointement propriétaires.

Elle note enfin que ces accords et arrangements ne contiennent aucune disposition relative à des questions territoriales.

124. La Chambre relève qu'aucune des Parties n'a évoqué l'existence d'une règle de droit international coutumier relative à la délimitation territoriale dans le cas de ponts enjambant des cours d'eau internationaux. Elle constate également que les divers précédents mentionnés au dossier sont tous fondés sur des accords bilatéraux.

La Chambre observera qu'en vu de l'absence d'accord entre les Parties

to the attribution of islands effected above is without prejudice to any private law rights which may be held in respect of those islands.

* *

119. Niger has also asked the Chamber to determine the frontier on the two bridges between Gaya (Niger) and Malanville (Benin). Benin contends that this issue is not covered by the dispute submitted to the Chamber under the terms of the Special Agreement and that the Chamber therefore has no jurisdiction to comply with Niger's request.

120. The Chamber notes in this regard that, in the Special Agreement, "[t]he Court is requested to . . . determine the course of the boundary . . . in the River Niger sector". Since the bridges between Gaya and Malanville are located in that sector, the Chamber considers that it has jurisdiction to determine where the boundary is located on these bridges.

121. Niger contends that the boundary is situated at the middle point of each of the bridges. It observes that the construction and maintenance of these structures has been financed by the Parties on an equal basis and that the bridges are their joint property. According to Niger, it logically follows that the boundary is situated at the middle point of this joint property and does not follow the boundary line in the river itself. Niger further contends that this solution has been adopted in a substantial number of previous and existing agreements.

122. Benin, for its part, submits that the arrangements for the construction and maintenance of the bridges and any provisions on joint ownership bear no relation to the issue of territorial sovereignty. It further contends that a difference between the location of the boundary on the bridges and the course of the boundary in the river beneath would be incoherent and lead to legal inconsistencies.

123. The Chamber initially observes that the two bridges crossing the River Niger between Gaya and Malanville were built in 1958 and 1988-1989 respectively. They are more than 300 m in length and they connect platforms built on each of the banks, which are used for customs and other administrative purposes.

The Chamber further observes that there are a number of arrangements in place which provide that the use and maintenance of these bridges, of which the Parties have joint ownership, is to be financed by them on an equal basis.

It finally observes that these agreements and arrangements do not contain any provisions on territorial issues.

124. The Chamber notes that neither of the Parties has contended that there is a rule of customary international law regarding territorial delimitation in the case of bridges over international watercourses. It further notes that the various precedents cited in the case file are all based on bilateral agreements.

The Chamber observes that, in the absence of an agreement between

la solution à retenir est celle du report vertical de la frontière tracée sur le cours d'eau. Cette solution est conforme à la conception générale selon laquelle une frontière marque la séparation des souverainetés étatiques, autant sur la surface terrestre que dans le sous-sol et l'espace atmosphérique surjacent. En outre, la solution du report vertical de la frontière tracée sur le cours d'eau permet de pallier les difficultés que pourrait engendrer l'existence de deux limites distinctes se trouvant sur des plans géométriques très proches l'un de l'autre.

Au vu de ce qui précède, la Chambre conclut que la frontière sur les ponts reliant Gaya et Malanville suit le tracé de la frontière dans le fleuve. Cette conclusion est sans préjudice de tous les arrangements en vigueur entre le Bénin et le Niger concernant l'utilisation et l'entretien des ponts, dont le financement est assuré à égalité par les deux Etats (voir paragraphe 123 ci-dessus). La Chambre observe en particulier que la question du tracé de la frontière sur les ponts est entièrement indépendante de celle de la propriété desdits ouvrages, qui appartiennent conjointement aux Parties.

* * *

125. La Chambre est en outre chargée, en vertu de l'alinéa *c)* de l'article 2 du compromis, de «déterminer le tracé de la frontière entre les deux Etats dans le secteur de la rivière Mékrou».

Bien que le Bénin ait soutenu que cette question constituait un «différend très artificiel, forgé par [le] Niger lors de la négociation du compromis», à des fins tactiques et alors que jamais jusqu'alors les Parties ne s'étaient opposées entre elles à ce sujet — ce que le Niger a fermement contesté —, il n'est pas douteux qu'il entre bien dans la mission de la Chambre, aux termes mêmes du compromis, de trancher cet aspect du litige, sans avoir à spéculer sur les arrière-pensées de l'une ou de l'autre Partie. Le Bénin n'a d'ailleurs pas prétendu qu'il puisse en aller autrement.

* *

126. Les Parties s'opposent, en ce qui concerne la frontière dans ce secteur, dans les termes suivants.

Selon le Bénin, la frontière suivrait la ligne médiane de la rivière Mékrou. Cela résulterait, d'une part, de l'application du principe de l'*uti possidetis juris*, dès lors qu'à la date des indépendances les territoires du Dahomey et du Niger étaient séparés par le cours de cette rivière, en vertu des titres juridiques en vigueur aussi bien que des effectivités; d'autre part, et en tout état de cause, une telle frontière s'imposerait du fait de la reconnaissance formelle par le Niger, à l'occasion des négociations conduites entre les deux Parties en vue de la construction du barrage de Dyodyonga en 1973 et 1974, de ce que la Mékrou constituait bien la limite entre leurs territoires respectifs. A cet égard, le Bénin se prévaut

the Parties, the solution is to extend vertically the line of the boundary on the watercourse. This solution accords with the general theory that a boundary represents the line of separation between areas of State sovereignty, not only on the earth's surface but also in the subsoil and in the superjacent column of air. Moreover, the solution consisting of the vertical extension of the boundary line on the watercourse avoids the difficulties which could be engendered by having two different boundaries on geometrical planes situated in close proximity to one another.

In light of the foregoing, the Chamber concludes that the boundary on the bridges between Gaya and Malanville follows the course of the boundary in the river. This finding is without prejudice to the arrangements in force between Benin and Niger regarding the use and maintenance of these bridges, which are financed by the two States on an equal basis (see paragraph 123 above). The Chamber observes in particular that the question of the course of the boundary on the bridges is totally independent of that of the ownership of those structures, which belong to the Parties jointly.

* * *

125. The Chamber is further charged under Article 2 *(c)* of the Special Agreement with "determin[ing] the course of the boundary between the two States in the River Mekrou sector".

Although Benin contended that this issue was a "quite artificial dispute created by Niger at the time of negotiation of the Special Agreement" for tactical purposes and that until then there had never been any disagreement between the Parties on the matter — an assertion which Niger strongly denied —, there can be no doubt that the Chamber's task, according to the express terms of the Special Agreement, includes settlement of this aspect of the dispute, without having to speculate on the motives of either Party. Indeed Benin has not sought to argue otherwise.

* *

126. The dispute between the Parties in regard to this sector of the boundary may be summarized as follows.

According to Benin, the boundary follows the median line of the River Mekrou. That is said to result, on the one hand, from the application of the *uti possidetis juris* principle, since, at their dates of independence, the territories of Dahomey and Niger were separated by the course of that river pursuant both to the legal titles in force and to the *effectivités*; on the other hand and in any event, such a boundary is said to have been confirmed by Niger's formal recognition, at the time of the negotiations between the two Parties in 1973 and 1974 with a view to the construction of the Dyodyonga dam, that the Mekrou did indeed constitute the boundary between their respective territories. In this connection, Benin

d'une note verbale du Niger en date du 29 août 1973 et d'un procès-verbal de la réunion tenue le 8 février 1974 entre les experts des deux Parties (voir paragraphe 39 ci-dessus), l'un et l'autre de ces documents désignant la rivière Mékrou comme constituant la frontière entre les deux Etats.

Selon le Niger, la frontière dans le secteur considéré suivrait une ligne composée de deux segments: le premier serait une ligne droite reliant le point situé au confluent de la rivière Mékrou avec le fleuve Niger au point situé à l'intersection du méridien de Paris et de la chaîne montagneuse de l'Atakora; le second relierait ce dernier point au point d'intersection des anciennes limites des cercles de Say et de Fada, d'une part, et de Fada et de l'Atakora, d'autre part. Cela résulterait de la combinaison des textes réglementaires ayant fixé, à l'époque coloniale, la limite entre le Dahomey et le Niger dans le secteur en cause, à savoir le décret du 2 mars 1907 rattachant les cercles de Fada-N'Gourma et de Say à la colonie du Haut-Sénégal et Niger (à laquelle le Niger a succédé) et ceux du 12 août 1909 et du 23 avril 1913 (voir paragraphe 39 ci-dessus) modifiant la limite de cette dernière colonie avec le Dahomey. Quant aux documents de 1973 et 1974 invoqués par le Bénin, le Niger soutient qu'à supposer que l'on puisse y déceler un engagement juridique, ce dernier serait entaché d'une erreur manifeste de nature à le priver de validité en vertu des règles de droit coutumier relatives aux vices affectant les accords internationaux, telles que codifiées au paragraphe 1 de l'article 48 de la convention de Vienne sur le droit des traités.

Le croquis n° 5, à la page 144 ci-après, illustre les revendications des Parties en ce qui concerne la frontière dans le secteur de la rivière Mékrou.

* *

127. Il appartient d'abord à la Chambre de rechercher, par application du principe de l'*uti possidetis juris*, quel était le tracé de la limite intercoloniale à la date critique des indépendances, en août 1960. C'est ensuite seulement qu'elle devra, si besoin est, se pencher sur les actes de 1973 et 1974 invoqués par le Bénin, afin de rechercher s'ils ont pu valablement produire des effets juridiques de nature à affecter le tracé de la frontière internationale telle qu'elle était antérieurement fixée, c'est-à-dire telle qu'elle résultait de l'*uti possidetis* de 1960.

*

128. La détermination du tracé de la limite intercoloniale à la date critique commande de se tourner d'abord vers les titres juridiques invoqués par les Parties, les effectivités ne devant intervenir, le cas échéant, qu'à titre confirmatif ou subsidiaire, conformément aux règles ci-dessus rappelées (voir paragraphes 47 et 77).

relies on a Note Verbale from Niger dated 29 August 1973 and on the minutes of a meeting held on 8 February 1974 between the experts of the two Parties (see paragraph 39 above), the River Mekrou being indicated in both of these documents as constituting the boundary between the two States.

According to Niger, the boundary in the sector in question follows a line comprising two parts: the first is a straight line joining the point of confluence of the River Mekrou with the River Niger to the point where the Paris meridian meets the Atakora mountain range: the second part joins this latter point to the point where the former boundary between the *cercles* of Say and Fada meets the former boundary between the *cercles* of Fada and Atakora. That is claimed to result from the combined effect of the regulatory instruments which, during the colonial period, defined the boundary between Dahomey and Niger in the sector in question, namely the decree of 2 March 1907 incorporating the *cercles* of Fada-N'Gourma and Say into the colony of Haut-Sénégal et Niger (to which Niger succeeded) and the decrees of 12 August 1909 and 23 April 1913 (see paragraph 39 above) modifying the boundary of the latter colony with Dahomey. As regards the documents of 1973 and 1974 relied on by Benin, Niger contends that, even assuming that they can be regarded as creating a legal obligation, such obligation is vitiated by a manifest error which would deprive it of any validity according to the rules of customary law concerning defects in international agreements, as codified in Article 48, paragraph 1, of the Vienna Convention on the Law of Treaties.

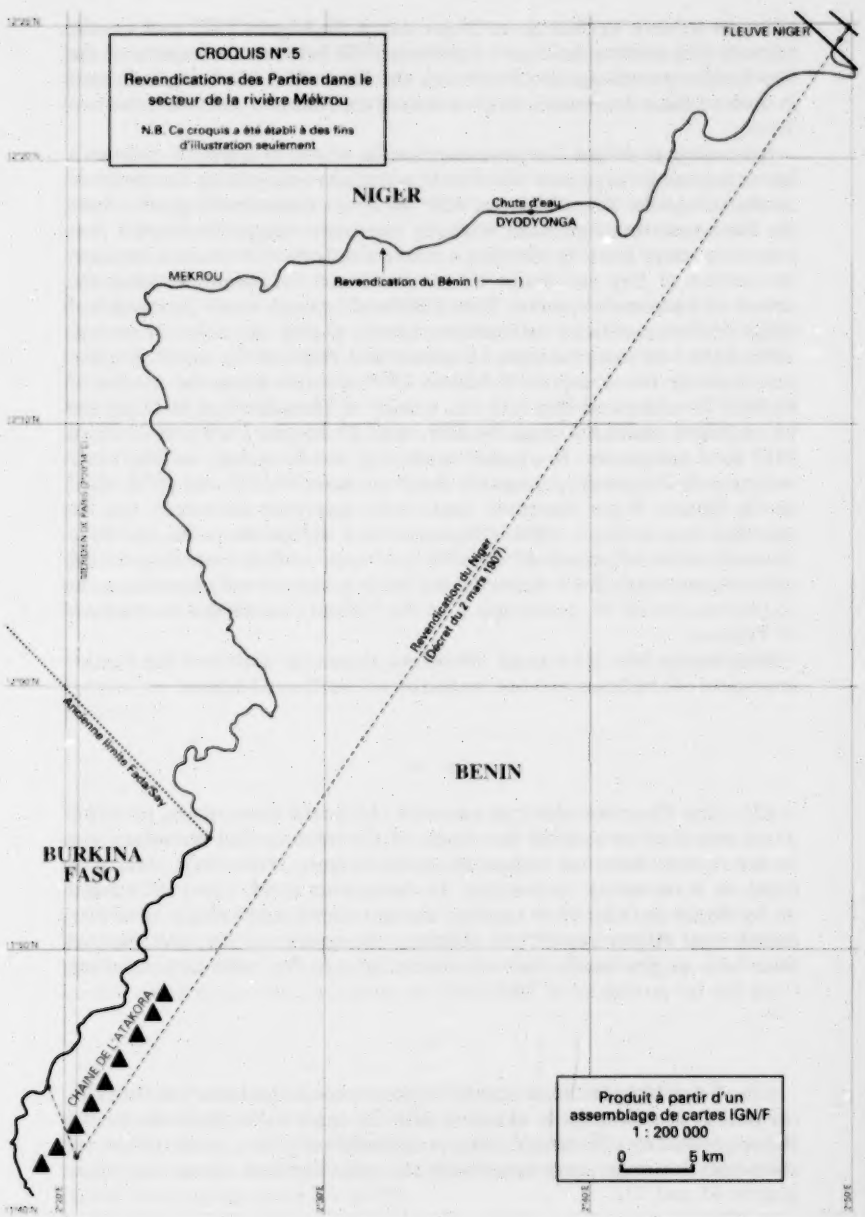
Sketch-map No. 5, on page 144 below, shows the claims of the Parties in respect of the boundary in the sector of the River Mekrou.

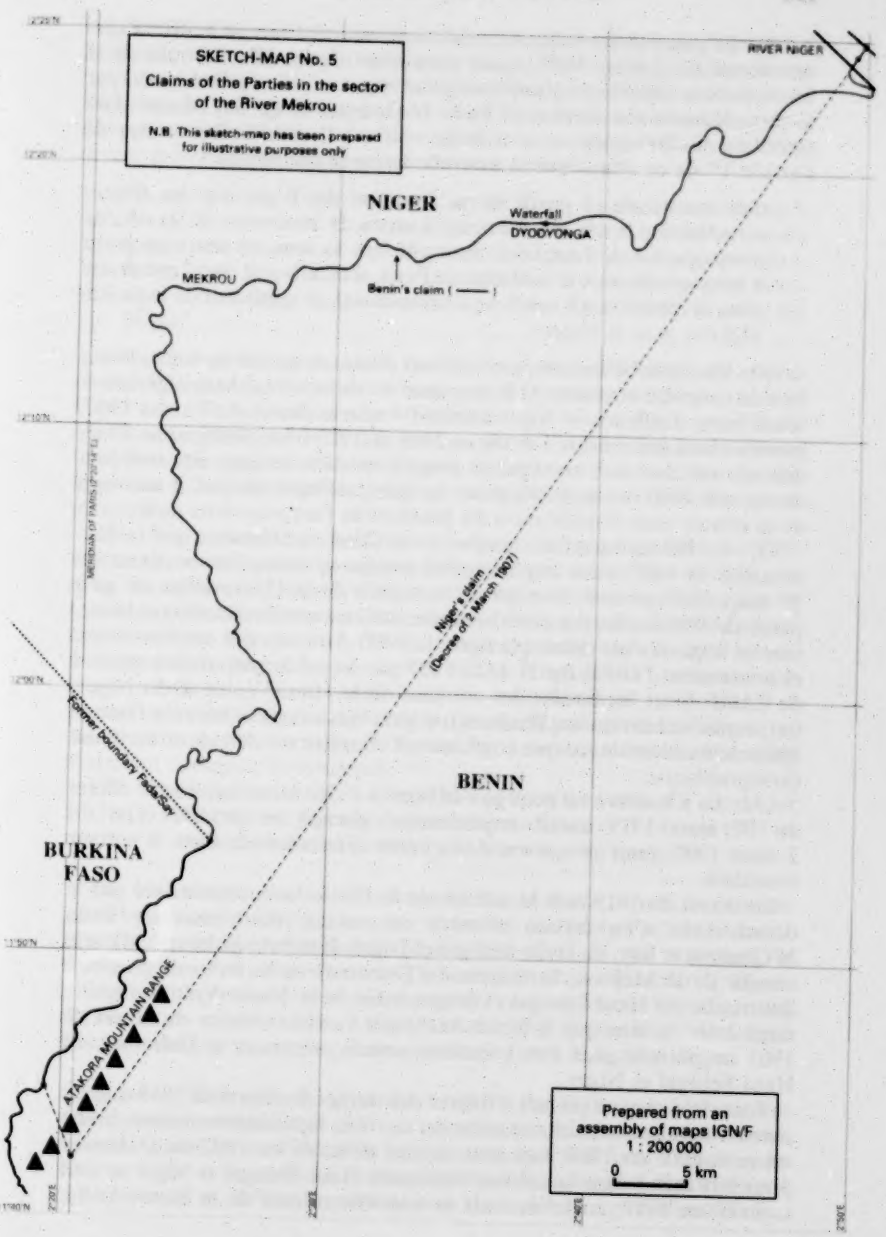
* *

127. The Chamber will first ascertain, by application of the principle of *uti possidetis juris*, what the course of the intercolonial boundary was at the critical dates of independence in August 1960. Only then is it required, if necessary, to consider the documents of 1973 and 1974 relied on by Benin in order to determine whether they could validly have produced legal effects capable of affecting the course of the international boundary as previously defined, that is to say the boundary resulting from the *uti possidetis* of 1960.

*

128. To determine the course of the intercolonial boundary at the critical date it is necessary to examine first the legal titles relied on by the Parties, with any *effectivités* being considered only on a confirmatory or subsidiary basis, in accordance with the rules recalled above (see paragraphs 47 and 77).


CROQUIS N° 5
Revendications des Parties dans le secteur de la rivière Mékrou
N.B. Ce croquis a été établi à des fins d'illustration seulement
FLEUVE NIGER
NIGER
Chute d'eau DYODYONGA
MEKROU
Revendication du Bénin (——)
Revendication du Niger (Décret du 2 mars 1927)
Ancienne limite Fada/Say
BENIN
BURKINA FASO
CHAINE DE L'ATAKORA
Produit à partir d'un assemblage de cartes IGN/F
1 : 200 000
0 5 km


SKETCH-MAP No. 5
Claims of the Parties in the sector of the River Mekrou
N.B. This sketch-map has been prepared for illustrative purposes only
RIVER NIGER
NIGER
Waterfall
DYODYONGA
MEKROU
Benin's claim (——)
Niger's claim (Decree of 2 March 1927)
Former boundary Faada-Say
BENIN
BURKINA FASO
ATAKORA MOUNTAIN RANGE
Prepared from an assembly of maps IGN/F
1 : 200 000
0 5 km

129. Le premier des textes à prendre en considération est le décret susmentionné du 2 mars 1907, ayant pour objet de modifier le tracé de la limite entre la colonie du Haut-Sénégal et Niger et celle du Dahomey, par le rattachement des cercles de Fada N'Gourma et de Say, jusqu'alors attribués au Dahomey, à la colonie voisine. Il résulte des termes de l'article 1er de ce décret que la nouvelle limite intercoloniale:

> «est constituée, à partir de la frontière du Togo, par les limites actuelles du cercle du Gourma jusqu'à la rencontre de la chaîne montagneuse de l'Atakora dont elle suit le sommet jusqu'au point d'intersection avec le méridien de Paris, d'où elle suit une ligne droite dans la direction du nord-est et aboutissant au confluent de la rivière Mékrou avec le Niger».

130. Une telle délimitation, dont il est constant qu'elle ne coïncide pas avec le cours de la rivière Mékrou, tend à conforter la thèse nigérienne. Aussi bien, d'ailleurs, le Niger soutient-il que le décret du 2 mars 1907, modifié dans une mesure limitée en 1909 et 1913 (voir paragraphe 39 ci-dessus), est demeuré en vigueur jusqu'à la date critique des indépendances en 1960, et qu'il constitue le titre juridique auquel il convient de se référer pour l'application du principe de l'*uti possidetis juris*.

131. Le Bénin, toutefois, combat cette thèse en affirmant que la délimitation de 1907 a été implicitement remise en cause par le décret du 1er mars 1919 portant création de la colonie de la Haute-Volta, et qu'à partir de 1919 aucun des actes administratifs successifs concernant le secteur en litige ne s'est référé à la ligne de 1907. Au contraire, tous ces actes, et notamment l'arrêté du 31 août 1927 par lequel le gouverneur général de l'AOF fixait les limites des colonies de la Haute-Volta et du Niger, ont, explicitement ou implicitement, retenu le cours de la Mékrou comme limite intercoloniale, ce que confirmerait en outre un abondant matériau cartographique.

132. La Chambre ne peut pas adhérer à l'idée selon laquelle le décret du 1er mars 1919 aurait implicitement abrogé ou modifié celui du 2 mars 1907, pour ce qui est de la limite intercoloniale dans le secteur considéré.

Le décret de 1919 crée la colonie de la Haute-Volta, constituée par le détachement d'un certain nombre de cercles, dont ceux de Fada N'Gourma et Say, du Haut-Sénégal et Niger. Il en est résulté que, dans le secteur de la Mékrou, la colonie du Dahomey ne se trouvait plus être limitrophe du Haut-Sénégal et Niger, mais de la Haute-Volta nouvellement créée, si bien que la limite tracée par l'article premier du décret de 1907 ne pouvait plus être présentée comme séparant le Dahomey du Haut-Sénégal et Niger.

Toutefois, rien ne permet d'inférer des termes du décret de 1919 que ses auteurs auraient entendu remettre en cause la ligne définie comme limite intercoloniale en 1907. Les deux cercles détachés en 1907 du Dahomey pour être inclus dans la colonie voisine du Haut-Sénégal et Niger se sont trouvés, en 1919, englobés dans la nouvelle colonie de la Haute-Volta.

129. The first text for consideration is the above-mentioned decree of 2 March 1907, the object of which was to change the course of the boundary between the colony of Haut-Sénégal et Niger and that of Dahomey by incorporating the *cercles* of Fada N'Gourma and Say, until then part of Dahomey, into the neighbouring colony. Article 1 of that decree provides that the new intercolonial boundary:

> "is constituted, from the boundary of Togo, by the present boundary of the *cercle* of Gourma until it reaches the Atakora mountain range, whose summit it follows until it meets the Paris meridian, from which point it runs in a straight line in a north-easterly direction, terminating at the confluence of the River Mekrou with the Niger".

130. That delimitation, which clearly does not coincide with the course of the River Mekrou, tends to support the position of Niger. Indeed Niger accordingly contends that the decree of 2 March 1907, as partially amended in 1909 and 1913 (see paragraph 39 above), remained in force until the critical dates of independence in 1960 and that it constitutes the legal title to be relied on for purposes of applying the *uti possidetis juris* principle.

131. Benin, however, challenges this position, arguing that the 1907 delimitation was implicitly superseded by the decree of 1 March 1919 creating the colony of Haute-Volta, and that from 1919 onwards not one of the successive administrative instruments relating to the disputed sector mentioned the line of 1907. On the contrary, every one of those instruments, and in particular the *arrêté* of 31 August 1927, whereby the Governor-General of the AOF fixed the boundaries of the colonies of Haute-Volta and Niger, expressly or impliedly adopted the course of the Mekrou as the intercolonial boundary, as is moreover confirmed by abundant cartographic evidence.

132. The Chamber cannot accept the proposition that the decree of 1 March 1919 implicitly abrogated or amended that of 2 March 1907 in relation to the intercolonial boundary in the sector in question.

The 1919 decree created the colony of Haute-Volta, which was constituted by detaching a certain number of *cercles*, including Fada N'Gourma and Say, from Haut-Sénégal et Niger. The effect of this was that, in the Mekrou sector, the colony of Dahomey, instead of bordering Haut-Sénégal et Niger, now bordered the newly created Haute-Volta, so that the boundary established in Article 1 of the 1907 decree could no longer be considered as separating Dahomey from Haut-Sénégal et Niger.

However, there is nothing in the terms of the 1919 decree to suggest that its authors intended to call into question the line defined as the intercolonial boundary in 1907. The two *cercles* detached from Dahomey in 1907 in order to be included in the neighbouring colony of Haut-Sénégal et Niger were in 1919 incorporated into the new colony of Haute-Volta.

Pour autant, la limite séparant ces cercles (et notamment celui de Say) du Dahomey, n'a pas été déplacée en 1919: ni les termes du décret du 1er mars 1919, ni aucune incompatibilité entre les deux textes successifs ne conduisent à la conclusion que la limite clairement et précisément dessinée en 1907 aurait été modifiée en 1919.

133. Cela ne suffit cependant pas à infirmer la thèse soutenue par le Bénin quant au tracé de la frontière dans le secteur considéré.

134. La Chambre ne peut tout d'abord manquer de relever que le décret de 1919 ne se réfère ni dans ses visas ni dans son dispositif à celui de 1907, et qu'il ne fixe pas précisément, comme le faisait son prédécesseur, la limite intercoloniale. En réalité, le décret de 1919 ne définit le territoire de la Haute-Volta que par la désignation des cercles qui le composent, et c'est donc aussi de cette manière que sont définies indirectement les limites entre la Haute-Volta et les colonies voisines, notamment le Dahomey. C'est par la délimitation précise des cercles mentionnés à l'article premier du décret du 1er mars 1919 — délimitation à laquelle ne procède pas le décret lui-même — que pouvait être définie, à partir de cette date, la limite intercoloniale. Plus spécialement, c'est la délimitation du cercle de Say qui devait alors permettre de fixer la limite entre la Haute-Volta et le Dahomey dans le secteur qui est l'objet du litige. Or, ainsi qu'il a été rappelé plus haut (voir paragraphes 30, 47 et 71), la délimitation des cercles, principales subdivisions administratives des colonies, relevait à cette époque, en vertu de l'article 5 du décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation de l'AOF, de la compétence du gouverneur général. De ce qui précède, il y a lieu de déduire que si le décret de 1919 ne remettait pas en cause la limite intercoloniale fixée en 1907, il laissait intacte, pour l'avenir, la possibilité pour le gouverneur général de fixer l'étendue des cercles considérés comme il en avait normalement la compétence.

135. La Chambre note que l'arrêté du gouverneur général du 31 août 1927 retient la rivière Mékrou comme la limite du cercle de Say dans sa partie contiguë à la colonie du Dahomey.

Cet arrêté a été pris par le gouverneur général à la suite, et en conséquence, du décret du 28 décembre 1926 rattachant à la colonie du Niger (créée quelques années plus tôt) le cercle de Say. Il appartenait alors au gouverneur général de préciser les limites entre les colonies de la Haute-Volta et du Niger, dans l'exercice de sa compétence pour fixer l'étendue des cercles: tel était l'objet de l'arrêté du 31 août 1927. Celui-ci, au paragraphe 2 de son article premier, définit ainsi la limite entre le cercle de Say et la Haute-Volta:

> «Au sud-ouest [par] une ligne partant approximativement de la Sirba à hauteur du parallèle de Say pour aboutir à la Mékrou;
>
> Au sud-est, par la Mékrou de ce point jusqu'à son confluent avec le Niger».

Nonetheless, the boundary separating those *cercles* (and in particular the *cercle* of Say) from Dahomey, was not moved in 1919: nothing in the terms of the decree of 1 March 1919, nor any incompatibility between two successive texts, leads to the conclusion that the boundary clearly and precisely defined in 1907 was modified in 1919.

133. That does not suffice however to refute Benin's argument with respect to the course of the boundary in the sector concerned.

134. The Chamber is bound to note, first of all, that the 1919 decree refers neither in its citations nor in its operative articles to the 1907 decree, and that it does not include any precise definition of the intercolonial boundary, as the earlier decree had done. In reality, the 1919 decree defines the territory of Haute-Volta solely by reference to the *cercles* which compose it, and it is thus also by this means that it indirectly defines the boundaries between Haute-Volta and the neighbouring colonies, and in particular Dahomey. It is by the precise delimitation of the *cercles* mentioned in Article 1 of the decree of 1 March 1919 — a delimitation not effected by the decree itself — that, from this date, the intercolonial boundary could be defined. In particular, it was the delimitation of the *cercle* of Say that would then enable the boundary between Haute-Volta and Dahomey to be determined in the disputed sector. However, as recalled above (see paragraphs 30, 47 and 71), the delimitation of the *cercles*, the principal administrative subdivisions of the colonies, was at that time, pursuant to Article 5 of the decree of 18 October 1904 reorganizing the AOF, a matter falling within the competence of the Governor-General. It must therefore be concluded from the foregoing that, while the 1919 decree did not call into question the intercolonial boundary determined in 1907, it left unaffected the power of the Governor-General to modify the boundary in the future by fixing the boundaries of the *cercles* in question in accordance with his normal competence in that regard.

135. The Chamber notes that the *arrêté* of the Governor-General of 31 August 1927 defines the River Mekrou as the boundary of the *cercle* of Say in the area contiguous with the colony of Dahomey.

That *arrêté* was adopted by the Governor-General following, and as a consequence of, the decree of 28 December 1926 incorporating the *cercle* of Say into the colony of Niger (created some years earlier). It was thus for the Governor-General to define the boundaries between the colonies of Haute-Volta and Niger, in the exercise of his power to define the boundaries of the *cercles*: that was the purpose of the *arrêté* of 31 August 1927. That instrument, in the second paragraph of Article 1, defined the boundary between the *cercle* of Say and Haute-Volta in the following terms:

> "In the South-West [by] a line starting approximately from the [River] Sirba at the level of the Say parallel and terminating at the Mekrou;
>
> In the South-East, by the Mekrou from that point as far as its confluence with the Niger."

Ainsi, par cet arrêté, le gouverneur général fixe clairement la limite du cercle de Say, et par suite la limite intercoloniale, à la Mékrou.

136. Il est vrai, et le Niger n'a pas manqué de le relever, que cet arrêté du 31 août 1927 a donné lieu, le 15 octobre suivant, à un erratum qui en modifie le libellé, de manière par définition rétroactive, en en faisant disparaître la référence au cours de la Mékrou comme limite au sud-est entre le cercle de Say et la Haute-Volta. L'article premier de l'arrêté, dans sa rédaction résultant de l'erratum du 15 octobre, se borne à indiquer que la limite entre le Niger et la Haute-Volta «remonte ... le cours de la Tapoa jusqu'au point où elle rencontre l'ancienne limite des cercles de Fada et de Say, qu'elle suit jusqu'à son intersection avec le cours de la Mékrou».

Toutefois l'erratum semble bien avoir été motivé, non pas par la circonstance que le gouverneur général n'entendait pas fixer la limite sud-est du cercle de Say au cours de la Mékrou, mais par la volonté de ne pas préciser la limite entre le Dahomey et le Niger dans un arrêté ayant pour objet, comme cela résultait de son intitulé même, de fixer la limite entre le Niger et la Haute-Volta. Non seulement l'erratum n'aurait-il ainsi pas démenti que les limites du cercle de Say étaient telles qu'indiquées au mois d'août précédent, mais il a par ailleurs confirmé explicitement que le point d'aboutissement de la limite sud de ce cercle se situait sur la Mékrou.

137. Il y a en outre lieu pour la Chambre de prêter attention aux textes relatifs à la création de réserves de chasse et de parcs nationaux dans la région dite «du W du Niger». Tant l'arrêté du gouverneur général du 16 avril 1926, que les arrêtés du 30 septembre 1937 du gouverneur du Dahomey et du 13 novembre suivant du gouverneur du Niger — définissant, sur le territoire de chacune des deux colonies, l'étendue provisoire des réserves naturelles — ou encore les arrêtés du gouverneur général du 3 décembre 1952 et du 25 juin 1953 fixant définitivement les limites desdites réserves, retiennent la rivière Mékrou en vue de la délimitation des aires considérées. On voit mal, si la Mékrou ne constituait pas, aux yeux des autorités administratives compétentes pour édicter les arrêtés en cause, la limite intercoloniale, pourquoi son cours aurait été retenu comme limite des parcs nationaux et réserves naturelles en cause.

138. Enfin, la Chambre ne peut pas manquer de constater que les éléments cartographiques versés au dossier confirment nettement que, à partir de 1926-1927 en tout cas, la Mékrou était généralement regardée comme la limite intercoloniale par l'ensemble des administrations et institutions de la puissance coloniale.

Sans doute les cartes — sauf si, annexées à un acte administratif, elles en forment partie intégrante, ce qui n'est pas le cas en l'espèce — n'ont-elles que la portée relative que leur confère la jurisprudence rappelée plus haut (voir paragraphe 44). Mais en l'occurrence, le matériau cartographique peut être retenu comme confirmant et confortant les conclusions auxquelles conduit l'analyse des textes réglementaires susmentionnés. Il en va ainsi notamment de la carte dressée et publiée en octobre 1926 par le service géographique de l'AOF (connue sous le nom de «carte Blondel la Rougery»), de la carte intitulée «Nouvelle frontière de la Haute-

Thus, by this *arrêté* the Governor-General clearly fixed the boundary of the *cercle* of Say, and hence the intercolonial boundary, on the Mekrou.

136. It is true, and Niger has been at pains to point this out, that the *arrêté* of 31 August 1927 was followed on 15 October by an *erratum* amending its text retroactively by removing the reference to the course of the Mekrou as the south-eastern boundary between the *cercle* of Say and Haute-Volta. Article 1 of the *arrêté*, as amended pursuant to the *erratum* of 15 October, confines itself to stating that the boundary between the Niger and Haute-Volta "follows . . . the course of the Tapoa upstream until it meets the former boundary between the *cercles* of Fada and Say, which it follows as far as its intersection with the course of the Mekrou".

However, the *erratum* would seem in effect to have been motivated not by the fact that the Governor-General did not mean to fix the south-eastern boundary of the *cercle* of Say along the Mekrou, but rather by a wish not to define the boundary between Dahomey and Niger in an *arrêté* whose purpose, as was clear from its title, was to fix the boundary between Niger and Haute-Volta. Not only did the *erratum* thus not contradict the fact that the boundaries of the *cercle* of Say were as indicated the previous August, but it expressly confirmed that the terminal point of the southern boundary of that *cercle* was situated on the Mekrou.

137. Furthermore, the Chamber must take account of the instruments concerning the creation of game reserves and national parks in the area known as "The Niger W". Both the Governor-General's *arrêté* of 16 April 1926 and the *arrêtés* of 30 September 1937 of the Governor of Dahomey and of 13 November of the same year of the Governor of Niger — defining within the territory of each of the two colonies the provisional extent of their nature reserves — as well as the Governor-General's *arrêtés* of 3 December 1952 and 25 June 1953 definitively fixing the borders of those reserves, use the River Mekrou for purposes of delimitation of the areas in question. If, in the eyes of the administrative authorities competent to promulgate the *arrêtés* in question, the Mekrou did not represent the intercolonial boundary, it is difficult to see why it should have been chosen as the boundary of these national parks and nature reserves.

138. Finally, the Chamber is bound to note that the cartographic material in the file clearly confirms that, certainly from 1926-1927, the Mekrou was generally regarded as the intercolonial boundary by all the administrative authorities and institutions of the colonial Power.

Certainly, maps — unless they are annexed to an administrative instrument, and hence form an integral part thereof, which is not the case here — possess only the relative force conferred upon them by the jurisprudence recalled above (see paragraph 44). However, in the present case the cartographic evidence may be regarded as confirming and reinforcing the conclusions flowing from an analysis of the above-mentioned regulative texts. The same applies notably to the map prepared and published in October 1926 by the AOF Geographical Service (known as the "Blondel la Rougery map"), to the map entitled "New Boundary of Haute-

Volta et du Niger (suivant l'erratum du 5 octobre 1927 à l'arrêté du 31 août 1927)», ou encore de la carte routière Dahomey-Togo établie par le service géographique de l'AOF en 1938 (voir paragraphe 42 ci-dessus).

139. L'ensemble de ces considérations conforte la thèse selon laquelle la ligne de 1907 ne correspondait plus, à la date critique, à la limite intercoloniale et qu'au contraire, à cette date, c'est le cours de la Mékrou qui, selon l'opinion de l'ensemble des autorités compétentes de l'administration coloniale, constituait la limite entre les colonies voisines — alors celles du Dahomey et du Niger.

140. La Chambre observe que, ainsi que l'a soutenu le Niger, le décret du 2 mars 1907, qui définissait nettement une limite différente, n'a jamais été expressément abrogé ou modifié, et qu'il n'a pas non plus été supplanté par un autre texte de valeur au moins égale — soit un décret ou une loi — qui aurait comporté des dispositions clairement incompatibles avec les siennes. Aucun texte de ce genre n'a d'ailleurs été mentionné par le Bénin en réponse à une question de la Chambre portant sur cet aspect du différend, hormis le décret de 1919 dont il a été expliqué plus haut pourquoi il n'avait pas la portée abrogative que lui prête la thèse béninoise.

Mais, outre ce qui a été dit ci-dessus (voir paragraphe 134) sur la compétence du gouverneur général pour fixer les limites des cercles et, partant, pour préciser celles des colonies, la Chambre se doit de souligner que le principe de l'*uti possidetis juris* suppose non seulement de se référer aux titres juridiques en vigueur, mais aussi de prendre en compte la manière dont ces titres étaient interprétés et appliqués par les autorités publiques compétentes de la puissance coloniale, notamment dans l'exercice de leur pouvoir normatif. Force est de constater que les actes administratifs édictés à partir de 1927 n'ont fait l'objet d'aucune contestation devant les juridictions compétentes, et qu'il n'apparaît pas qu'il ait jamais été reproché à l'administration coloniale, à l'époque, de s'être indûment écartée du tracé résultant du décret de 1907. Il n'appartient pas à la Chambre de se substituer au juge interne (en l'espèce, le juge administratif français) en exerçant son propre contrôle de légalité sur les actes en cause, au regard du décret de 1907, ni de spéculer sur ce qu'auraient pu décider les juridictions françaises si elles avaient été saisies. Le fait est qu'elles ne l'ont pas été, et que rien ne permet d'affirmer que les autorités administratives qui ont statué à partir de 1927 auraient soit manifestement excédé leurs compétences, soit manifestement méconnu les règles applicables.

*

141. Il résulte de tout ce qui précède que, à partir de 1927 en tout cas, les autorités administratives compétentes ont considéré le cours de la Mékrou comme la limite intercoloniale séparant le Dahomey du Niger, que ces autorités ont traduit cette délimitation dans les actes successifs qu'elles ont édictés à partir de 1927, lesquels indiquent, pour les uns, et

Volta and Niger (according to the *erratum* of 5 October 1927 to the *arrêté* of 31 August 1927)" and to the Dahomey-Togo roadmap prepared by the AOF Geographical Service in 1938 (see paragraph 42 above).

139. All of the foregoing considerations confirm the position that the 1907 line no longer corresponded, at the critical date, to the intercolonial boundary and that, on the contrary, at that date, it was the course of the Mekrou which, in the view of all the competent authorities of the colonial administration, constituted the boundary between the adjacent colonies — at that date the colonies of Dahomey and Niger.

140. The Chamber observes that, as argued by Niger, the decree of 2 March 1907, which clearly defined a different boundary, was never expressly abrogated or amended, or indeed superseded by some other instrument of at least equal authority — either a decree or a statute — containing provisions clearly incompatible with its own. Nor indeed was any instrument of this kind cited by Benin in reply to a question from the Chamber on this aspect of the dispute, with the exception of the 1919 decree, which, as explained above, did not have the abrogating effect claimed for it by Benin.

However, further to what has already been said (see paragraph 134) in regard to the power of the Governor-General to fix the boundaries of the *cercles* and, hence, to determine those of colonies, the Chamber would emphasize that the *uti possidetis juris* principle requires not only that reliance be placed on existing legal titles, but also that account be taken of the manner in which those titles were interpreted and applied by the competent public authorities of the colonial Power, in particular in the exercise of their law-making power. The Chamber is bound to note that the administrative instruments promulgated after 1927 were never the subject of any challenge before the competent courts, and that there is no evidence that the colonial administration was ever criticized at the time for having improperly departed from the line resulting from the 1907 decree. It is not for the Chamber to substitute itself for a domestic court (in this case, the French administrative courts) by carrying out its own review of the legality of the instruments in question in light of the 1907 decree, nor to speculate on what the French courts might have decided had they been seised of the matter. The fact is that they were not so seised and that there is nothing to suggest that, in the decisions taken by them after 1927, the administrative authorities either manifestly exceeded their powers or acted in manifest breach of the applicable rules.

*

141. It follows from all of the foregoing that, at least from 1927 onwards, the competent administrative authorities regarded the course of the Mekrou as the intercolonial boundary separating Dahomey from Niger, that those authorities reflected that boundary in the successive instruments promulgated by them after 1927, some of which expressly

supposent nécessairement, pour les autres, une telle limite, et que tel était l'état du droit à la date des indépendances en août 1960. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire de rechercher d'éventuelles effectivités en vue d'appliquer le principe de l'*uti possidetis*, les effectivités ne pouvant présenter un intérêt, en la matière, que pour compléter ou suppléer des titres juridiques incertains ou absents, mais ne pouvant jamais prévaloir sur des titres auxquels elles seraient contraires. La Chambre constate, d'ailleurs, et de façon surabondante, que les Parties n'ont invoqué au cours des débats que d'assez faibles effectivités dans le secteur considéré.

* *

142. Eu égard à la conclusion qui précède, le débat qui a opposé les Parties au sujet de la portée juridique de la note verbale du Niger en date du 29 août 1973 et du procès-verbal de la réunion d'experts en date du 8 février 1974 devient sans objet. Il n'y a donc pas lieu de trancher les questions de savoir si de tels actes auraient pu constituer un engagement juridiquement contraignant pour le Niger et, dans l'affirmative, si la validité dudit engagement aurait pu être viciée par une erreur répondant aux conditions fixées par le droit international coutumier.

* *

143. Il reste enfin à la Chambre de déterminer à quel endroit précis de la rivière Mékrou est située la frontière entre le Bénin et le Niger. A cet égard, le Bénin lui a demandé, dans ses conclusions finales, de dire et juger que la frontière suit, dans ce secteur, «la ligne médiane de la rivière Mékrou». Le Niger n'a pas explicitement pris position sur cette question, même à titre subsidiaire; dans ses écritures, il a cependant soutenu que le point de départ oriental de la frontière dans ce secteur (qui correspond au point d'aboutissement occidental de la frontière dans le secteur du fleuve Niger) serait constitué par le «confluent du fleuve Niger avec la Mékrou», qu'il situe à «l'intersection du thalweg de la rivière Mékrou avec le chenal principal du fleuve Niger» ou au «point d'intersection des axes du fleuve Niger et de la rivière Mékrou».

144. La Chambre rappellera que, dans l'affaire relative à l'*Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)*, la Cour a fait observer que

> «[l]es traités ou conventions qui définissent des frontières dans des cours d'eau désignent généralement aujourd'hui le thalweg comme frontière lorsque le cours d'eau est navigable et la ligne médiane entre les deux rives lorsqu'il ne l'est pas, sans que l'on puisse toutefois constater l'existence d'une pratique totalement cohérente en la matière» (*C.I.J. Recueil 1999 (II)*, p. 1062, par. 24).

En l'espèce, la Chambre note que, lors d'une mission de reconnaissance effectuée en avril 1998, le comité technique paritaire de la commission mixte paritaire bénino-nigérienne de délimitation de la frontière avait

indicated that boundary, whilst others necessarily implied it, and that this was the state of the law at the dates of independence in August 1960. In these circumstances, it is unnecessary to look for any *effectivités* in order to apply the *uti possidetis* principle, since *effectivités* can only be of interest in a case in order to complete or make good doubtful or absent legal titles, but can never prevail over titles with which they are at variance. The Chamber notes moreover, *ex abundanti*, that the *effectivités* relied on by the Parties in the sector in question are relatively weak.

* *

142. In the light of the preceding conclusion, the dispute between the Parties regarding the legal effect of Niger's Note Verbale of 29 August 1973 and of the minutes of the meeting of experts of 8 February 1974 becomes moot. It is thus unnecessary to decide whether those documents could have constituted a legally binding obligation for Niger and, if so, whether that obligation could have been vitiated by an error fulfilling the conditions laid down by customary international law.

* *

143. Lastly, it remains for the Chamber to determine the exact location in the River Mekrou of the boundary between Benin and Niger. In this respect, in its final submissions Benin requested the Chamber to adjudge and declare that, in this sector, the boundary follows "the median line of the River Mekrou". Niger did not expressly adopt a position on this question, even on an alternative basis; it did, however, contend in its written pleadings that the eastern starting point of the boundary in that sector (corresponding to the western terminal point of the boundary in the River Niger sector) is constituted by the "confluence of the River Niger with the Mekrou", which it locates at "the intersection of the thalweg of the River Mekrou with the main channel of the River Niger" or at the "point of intersection of the axes of the River Niger and the River Mekrou".

144. The Chamber would recall tnat, in the case concerning *Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia)*, the Court observed that:

> "Treaties or conventions which define boundaries in watercourses nowadays usually refer to the thalweg as the boundary when the watercourse is navigable and to the median line between the two banks when it is not, although it cannot be said that practice has been fully consistent." (*I.C.J. Reports 1999 (II)*, p. 1062, para. 24.)

In the present case, the Chamber notes that, during a reconnaissance mission carried out in April 1998, the joint technical committee of the Joint Benin-Niger Boundary Delimitation Commission

«relevé les coordonnées du point d'intersection des axes du fleuve Niger et de la rivière Mékrou, mais qu'il n'a[vait] pas pu poursuivre ses travaux au-delà de ce point du fait que la navigation sur la rivière Mékrou n'[était] pas possible en raison de la décrue»

Les Parties n'ont d'ailleurs soumis à la Chambre aucun document qui permettrait d'identifier le tracé exact du thalweg de la Mékrou. La Chambre note qu'il existe vraisemblablement une différence négligeable entre les tracés du thalweg et de la ligne médiane de cette rivière, mais considère qu'une limite suivant la ligne médiane de la Mékrou répondrait mieux, compte tenu des circonstances, y compris le fait que la rivière n'est pas navigable, aux exigences de sécurité juridique propres à la détermination d'une frontière internationale.

145. La Chambre conclut, par les motifs qui précédent, que, dans le secteur de la rivière Mékrou, la frontière entre le Bénin et le Niger est constituée par la ligne médiane de ladite rivière.

* * *

146. Par ces motifs,

LA CHAMBRE,

1) Par quatre voix contre une,

Dit que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur du fleuve Niger suit le tracé suivant:

— la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable principal de ce fleuve, à partir de l'intersection de ladite ligne avec la ligne médiane de la rivière Mékrou, jusqu'au point de coordonnées 11° 52′ 29″ de latitude nord et 3° 25′ 34″ de longitude est;
— à partir de ce point, la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable gauche, jusqu'au point de coordonnées 11° 51′ 55″ de latitude nord et 3° 27′ 41″ de longitude est, où la frontière s'écarte de ce chenal et passe à gauche de l'île de Kata Goungou, pour rejoindre ensuite le chenal navigable principal au point de coordonnées 11° 51′ 41″ de latitude nord et 3° 28′ 53″ de longitude est;

— à partir de ce dernier point, la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable principal du fleuve jusqu'à la frontière des Parties avec le Nigéria;

et que la ligne frontière passe, d'amont en aval, par les points, numérotés de 1 à 154, dont les coordonnées sont indiquées au paragraphe 115 du présent arrêt;

POUR: M. Ranjeva, *vice-président de la Cour, président de la Chambre*; MM. Kooijmans, Abraham, *juges*; M. Bedjaoui, *juge* ad hoc;

CONTRE: M. Bennouna, *juge* ad hoc;

"plotted the co-ordinates of the point of intersection of the axes of the River Niger and River Mekrou, but was not able to continue its work beyond that point because navigation on the River Mekrou [was] not possible due to the low water level".

Moreover, the Parties did not provide the Chamber with any documents that would enable the exact course of the thalweg of the Mekrou to be identified. The Chamber notes that in all likelihood there is a negligible difference between the course of the thalweg and the course of the median line of the River Mekrou, but considers that, in view of the circumstances, including the fact that the river is not navigable, a boundary following the median line of the Mekrou would more satisfactorily meet the requirement of legal security inherent in the determination of an international boundary.

145. The Chamber concludes, for the foregoing reasons, that, in the sector of the River Mekrou, the boundary between Benin and Niger is constituted by the median line of that river.

* * *

146. For these reasons,

THE CHAMBER,

(1) By four votes to one,

Finds that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Niger sector takes the following course:

— the line of deepest soundings of the main navigable channel of that river, from the intersection of the said line with the median line of the River Mekrou until the point situated at co-ordinates 11° 52′ 29″ latitude North and 3° 25′ 34″ longitude East;
— from that point, the line of deepest soundings of the left navigable channel until the point located at co-ordinates 11° 51′ 55″ latitude North and 3° 27′ 41″ longitude East, where the boundary deviates from this channel and passes to the left of the island of Kata Goungou, subsequently rejoining the main navigable channel at the point located at co-ordinates 11° 51′ 41″ latitude North and 3° 28′ 53″ longitude East;
— from this latter point, the line of deepest soundings of the main navigable channel of the river as far as the boundary of the Parties with Nigeria;

and that the boundary line, proceeding downstream, passes through the points numbered from 1 to 154, the co-ordinates of which are indicated in paragraph 115 of the present Judgment;

IN FAVOUR: *Judge* Ranjeva, *Vice-President of the Court, President of the Chamber*; *Judges* Kooijmans, Abraham; *Judge* ad hoc Bedjaoui;

AGAINST: *Judge* ad hoc Bennouna;

2) Par quatre voix contre une,

Dit qu'en conséquence les îles situées sur le fleuve Niger appartiennent à la République du Bénin ou à la République du Niger ainsi qu'indiqué au paragraphe 117 du présent arrêt;

POUR: M. Ranjeva, *vice-président de la Cour, président de la Chambre*; MM. Kooijmans, Abraham, *juges*; M. Bedjaoui, *juge* ad hoc;

CONTRE: M. Bennouna, *juge* ad hoc;

3) Par quatre voix contre une,

Dit que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger sur les ponts reliant Gaya et Malanville suit le tracé de la frontière dans le fleuve;

POUR: M. Ranjeva, *vice-président de la Cour, président de la Chambre*; MM. Kooijmans, Abraham, *juges*; M. Bedjaoui, *juge* ad hoc;

CONTRE: M. Bennouna, *juge* ad hoc;

4) A l'unanimité,

Dit que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur de la rivière Mékrou suit la ligne médiane de cette rivière, à partir de l'intersection de cette ligne avec la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable principal du fleuve Niger, jusqu'à la frontière des Parties avec le Burkina Faso.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le douze juillet deux mille cinq, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République du Bénin et au Gouvernement de la République du Niger.

Le président de la Chambre,
(Signé) Raymond RANJEVA.

Le greffier,
(Signé) Philippe COUVREUR.

M. le juge *ad hoc* BENNOUNA joint à l'arrêt l'exposé de son opinion dissidente.

(Paraphé) R.R.

(Paraphé) Ph.C.

(2) By four votes to one,

Finds that the islands situated in the River Niger therefore belong to the Republic of Benin or to the Republic of Niger as indicated in paragraph 117 of the present Judgment;

IN FAVOUR: *Judge* Ranjeva, *Vice-President of the Court, President of the Chamber*; *Judges* Kooijmans, Abraham; *Judge* ad hoc Bedjaoui;

AGAINST: *Judge* ad hoc Bennouna;

(3) By four votes to one,

Finds that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger on the bridges between Gaya and Malanville follows the course of the boundary in the river;

IN FAVOUR: *Judge* Ranjeva, *Vice-President of the Court, President of the Chamber*; *Judges* Kooijmans, Abraham; *Judge* ad hoc Bedjaoui;

AGAINST: *Judge* ad hoc Bennouna;

(4) Unanimously,

Finds that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Mekrou sector follows the median line of that river, from the intersection of the said line with the line of deepest soundings of the main navigable channel of the River Niger as far as the boundary of the Parties with Burkina Faso.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twelfth day of July, two thousand and five, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Republic of Benin and the Government of the Republic of Niger, respectively.

(Signed) Raymond RANJEVA,
President of the Chamber.

(Signed) Philippe COUVREUR,
Registrar.

Judge *ad hoc* BENNOUNA appends a dissenting opinion to the Judgment of the Chamber.

(Initialled) R.R.

(Initialled) Ph.C.

OPINION DISSIDENTE DE M. LE JUGE *AD HOC* BENNOUNA

Appréciation du titre juridique et des effectivités à la date critique en août 1960 — L'effectivité peut compléter un titre imprécis — En vertu du titre juridique, la frontière se situe à la rive gauche du fleuve Niger — La lettre de Raynier du 27 août 1954 a rappelé le titre du Dahomey, établi en 1900 — Les effectivités du Bénin prévalent à la date critique sur celles du Niger et confirment la fixation de la frontière à la rive gauche du fleuve Niger — Incompétence de la Chambre pour se prononcer sur le tracé de la frontière sur les ponts qui enjambent le Niger (reliant Gaya à Malanville).

1. Je ne peux souscrire à la première, à la seconde et à la troisième conclusion de la Chambre sur le tracé de la frontière entre le Bénin et le Niger, dans le secteur du fleuve Niger, et l'appartenance des îles qui s'y trouvent, selon lesquelles:

Premièrement:

«Dit que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur du fleuve Niger suit le tracé suivant:

— la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable principal de ce fleuve, à partir de l'intersection de ladite ligne avec la ligne médiane de la rivière Mékrou jusqu'au point de coordonnées 11° 52′ 29″ de latitude nord et 3° 25′ 34″ de longitude est;
— à partir de ce point, la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable gauche, jusqu'au point de coordonnées 11° 51′ 55″ de latitude nord et 3° 27′ 41″ de longitude est, où la frontière s'écarte de ce chenal et passe à gauche de l'île de Kata Goungou, pour rejoindre ensuite le chenal navigable principal au point de coordonnées 11° 51′ 41″ de latitude nord et 3° 28′ 53″ de longitude est;
— à partir de ce dernier point, la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable principal du fleuve jusqu'à la frontière des Parties avec le Nigeria;

et que la ligne frontière passe, d'amont en aval, par les points, numérotés de 1 à 154, dont les coordonnées sont indiquées au paragraphe 115 du présent arrêt.»

Deuxièmement:

«Dit qu'en conséquence les îles situées sur le fleuve Niger appartiennent à la République du Bénin ou à la République du Niger ainsi qu'indiqué au paragraphe 117 du présent arrêt.»

DISSENTING OPINION OF JUDGE *AD HOC* BENNOUNA

[Translation]

Determination of legal title and effectivité *at critical date in August 1960 —* Effectivité *can supplement imprecise title — Legal title places boundary on left bank of River Niger — Raynier letter of 27 August 1954 referred back to Dahomey's title established in 1900 —* Effectivités *of Benin take precedence at critical date over those of Niger and confirm location of boundary on left bank of River Niger — Chamber lacking jurisdiction to rule on course of boundary on bridges over River Niger (between Gaya and Malanville).*

1. I cannot agree with the Chamber's first, second and third findings as below, regarding the course of the boundary between Benin and Niger in the River Niger sector and the question of which Party the islands therein belong to:

Firstly:

"*Finds* that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Niger sector takes the following course:

— the line of deepest soundings of the main navigable channel of that river, from the intersection of the said line with the median line of the River Mekrou until the point situated at co-ordinates 11° 52′ 29″ latitude North and 3° 25′ 34″ longitude East;
— from that point, the line of deepest soundings of the left navigable channel until the point located at co-ordinates 11° 51′ 55″ latitude North and 3° 27′ 41″ longitude East, where the boundary deviates from this channel and passes to the left of the island of Kata Goungou, subsequently rejoining the main navigable channel at the point located at co-ordinates 11° 51′ 41″ latitude North and 3° 28′ 53″ longitude East;
— from this latter point, the line of deepest soundings of the main navigable channel of the river as far as the boundary of the Parties with Nigeria;

and that the boundary line, proceeding downstream, passes through the points numbered from 1 to 154, the co-ordinates of which are indicated in paragraph 115 of the present Judgment."

Secondly:

"*Finds* that the islands situated in the River Niger therefore belong to the Republic of Benin or to the Republic of Niger as indicated in paragraph 117 of the present Judgment."

Troisièmement:

«Dit que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger sur les ponts reliant Gaya et Malanville suit le tracé de la frontière dans le fleuve.»

Je n'adhère pas non plus aux motifs qui fondent ces conclusions.

2. Je souscris, par contre, à la quatrième conclusion de la Chambre sur le tracé de la frontière entre le Bénin et le Niger dans le secteur de la rivière Mékrou, selon laquelle:

«Dit que la frontière entre la République du Bénin et la République du Niger dans le secteur de la rivière Mékrou suit la ligne médiane de cette rivière, à partir de l'intersection de cette ligne avec la ligne des sondages les plus profonds du chenal navigable principal du fleuve Niger, jusqu'à la frontière des Parties avec le Burkina Faso.»

J'adhère également aux motifs qui fondent cette conclusion.

3. Avant d'en venir aux raisons qui ne m'ont pas permis de souscrire aux trois premières conclusions de la Chambre, je souhaite, en ma qualité de juge *ad hoc*, rappeler l'analyse pertinente, et que je partage, de sir Elihu Lauterpacht, au sujet du rôle dévolu à cette catégorie de juges, dans l'opinion individuelle qu'il a rendue dans le cadre de la procédure d'indication de mesures conservatoires, en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), ordonnance du 13 septembre 1993*, et où il écrit notamment:

«tout en étant tenu par son devoir d'impartialité, le juge *ad hoc* joue un rôle particulier. Selon moi, il est spécialement tenu de veiller à ce que, dans toute la mesure possible, chacun des arguments pertinents de la partie qui l'a désigné ait été pleinement pris en considération au cours de l'examen collégial et soit, en fin de compte, reflété — à défaut d'être accepté — dans sa propre opinion individuelle ou dissidente...» (*C.I.J. Recueil 1993*, p. 409, par. 6.)[1]

4. Avant de se pencher sur ces trois conclusions de la Chambre sur la frontière dans le secteur du fleuve Niger, l'attribution des îles qui s'y trouvent et le tracé de la frontière sur les ponts reliant Gaya à Malanville, il convient de bien préciser comment, à notre avis, s'articule le droit applicable au différend, surtout que celui-ci concerne le legs colonial qui date de près de quarante-cinq ans.

[1] Sur le rôle du juge *ad hoc*, Thomas Franck est allé dans le même sens, dans son opinion dissidente en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie), arrêt, C.I.J. Recueil 2002*, p. 693-695.

Thirdly:

"*Finds* that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger on the bridges between Gaya and Malanville follows the course of the boundary in the river."

Nor do I accept the reasoning underlying these findings.

2. On the other hand, I agree with the fourth finding of the Chamber on the course of the boundary between Benin and Niger in the River Mekrou sector, namely:

"*Finds* that the boundary between the Republic of Benin and the Republic of Niger in the River Mekrou sector follows the median line of that river, from the intersection of the said line with the line of deepest soundings of the main navigable channel of the River Niger as far as the boundary of the Parties with Burkina Faso."

I likewise agree with the reasoning underlying this finding.

3. Before turning to the reasons which have prevented me from agreeing with the Chamber's first three findings, I should like, in my capacity as judge *ad hoc*, to recall Sir Elihu Lauterpacht's pertinent analysis of the role of *ad hoc* judges, to which I entirely subscribe, in his separate opinion in the provisional measures phase of the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina* v. *Serbia and Montenegro), Order of 13 September 1993*, where he stated *inter alia*:

"consistently with the duty of impartiality by which the *ad hoc* judge is bound, there is still something specific that distinguishes his role. He has, I believe, the special obligation to endeavour to ensure that, so far as is reasonable, every relevant argument in favour of the party that has appointed him has been fully appreciated in the course of collegial consideration and, ultimately, is reflected — though not necessarily accepted — in any separate or dissenting opinion . . ." (*I.C.J. Reports 1993*, p. 409, para. 6.)[1]

4. Before I address these three findings of the Chamber concerning the boundary in the River Niger sector and the attribution of the islands therein, and the course of the boundary on the Gaya-Malanville bridges, I consider that it is necessary to examine in detail the law applicable to the dispute, particularly since this involves the colonial heritage, which dates from almost 45 years ago.

[1] On the role of the judge *ad hoc*, Thomas Franck took a similar view in his dissenting opinion in the case concerning *Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia), Judgment, I.C.J. Reports 2002*, pp. 693-695.

I. Le droit applicable au différend

5. Les Parties se sont mises d'accord, à l'article 6 du compromis de saisine de la Cour, en date du 15 juin 2001, sur le droit applicable:

> «Les règles et principes du droit international qui s'appliquent au différend sont ceux énumérés au paragraphe 1 de l'article 38 du statut de la Cour internationale de Justice, y compris le principe de la succession d'Etats aux frontières héritées de la colonisation, à savoir, l'intangibilité desdites frontières.»

6. Aux termes de ce texte, la Chambre est appelée à rechercher quel était le titre territorial, en se fondant sur le legs colonial tel qu'il découle de l'état du droit colonial à «la date critique» du passage des deux Parties à la souveraineté internationale. Mais dans la mesure où le principe de l'*uti possidetis juris* est de caractère dispositif, les Parties pouvant y déroger de par leur commune volonté, le compromis n'exclut pas la prise en compte par la Chambre des engagements internationaux des deux Etats indépendants. Elle est chargée, en effet, d'appliquer les règles et principes de droit international énumérés à l'article 38 de son Statut, soit en particulier «les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats en litige».

7. La Chambre est amenée, en priorité, à examiner le legs colonial, le droit édicté par la puissance coloniale et ses propres engagements internationaux, ainsi que l'exercice de l'autorité publique dans les colonies, avant d'en arriver aux normes du droit international qui lient les deux Parties, au lendemain de leurs indépendances.

La logique de cette démarche est de fixer l'état de la frontière, à la date critique, et la configuration territoriale des deux nouveaux Etats, avant de s'interroger sur leurs engagements postérieurs confirmant ou infirmant (et dans quelle mesure), le legs colonial.

8. Les Parties ont donc désigné, à priori, une norme de substance, le legs colonial, que la Chambre se doit de rechercher, en premier lieu, avant de se demander si d'autres engagements lient les Parties, au lendemain de leurs indépendances. Celles-ci intervenues, respectivement, les 1er et 3 août 1960, pour le Bénin et le Niger, font que la date critique, pour la détermination du legs colonial se situe à cette période, au début de ce mois d'août 1960.

9. La date critique, essentielle pour l'application du principe de l'*uti possidetis juris*, permet au juge de s'assurer à quel moment il doit se placer pour apprécier l'héritage colonial et de se prononcer en conséquence sur les frontières des Etats en cause. C'est en particulier à ce moment là que le juge doit se livrer à la recherche des moyens de preuve, même s'il peut éventuellement les préciser par référence à des réalités postérieures aux indépendances:

I. The Law Applicable to the Dispute

5. In Article 6 of the Special Agreement of 15 June 2001 seising the Court of the matter, the Parties concurred on the law applicable:

> "The rules and principles of international law applicable to the dispute are those set out in Article 38, paragraph 1, of the Statute of the International Court of Justice, including the principle of State succession to the boundaries inherited from colonization, that is to say, the intangibility of those boundaries."

6. Under the terms of this provision the Chamber must seek to ascertain what the territorial title was, basing itself on the colonial heritage according to colonial law at the "critical date" of the passage of the two Parties to international sovereignty. However, inasmuch as the principle of *uti possidetis juris* is of a dispositive character, and the Parties are able to derogate from it by joint agreement, the Special Agreement does not preclude the Chamber from taking account of international obligations undertaken by the two independent States. Thus the Court is called upon to apply the rules and principles of international law set out in Article 38 of its Statute, that is to say, in particular, "international conventions whether general or particular, establishing rules expressly recognized by the contesting States".

7. The Chamber must begin by examining the colonial legacy, namely the law promulgated by the colonial Power and the international obligations undertaken by it, as well as the manner in which public authority was exercised in the colonies, before turning to the norms of international law binding the two Parties following their accession to independence.

The logic of this approach is to determine the course of the boundary at the critical date and the territorial configuration of the two new States, before considering any subsequent obligations entered into by them which confirm or deny the colonial heritage (and to what extent they do so).

8. The Parties have thus designated as primary source a substantive body of law, the colonial heritage, which the Chamber must examine first, before considering whether there are other obligations which have become binding on the Parties following independence. Benin and Niger achieved independence on 1 and 3 August 1960 respectively, which means that the critical date for determination of the colonial heritage falls within this period, at the beginning of August 1960.

9. The critical date, which is essential for purposes of applying the *uti possidetis juris* principle, enables the Court to ascertain to what point in time it must refer in order to determine the colonial heritage and rule accordingly on the boundaries of the States in question. It is in particular in relation to that point in time that the Court must engage in its search for evidence, even if it may have to clarify that evidence by reference to material facts subsequent to independence:

> «La Chambre peut aussi tenir compte ... d'éléments de preuve documentaire qui découlent d'effectivités postérieures à l'indépendance quand elle estime que ces éléments apportent des précisions sur la frontière de l'*uti possidetis juris*...» (*Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), C.I.J. Recueil 1992*, p. 399, par. 62.)

10. S'agissant de deux pays, le Bénin et le Niger, qui relevaient, avant 1960, de la même puissance coloniale, la France, la Chambre est appelée à déterminer les délimitations administratives entre les deux colonies, telles qu'elles résultaient du droit colonial français, à la date critique.

11. Lorsque le droit international se réfère au legs colonial, et donc à l'état du droit qui le régit, au moment du passage aux indépendances, c'est bien dans le but de stabiliser les frontières héritées du colonisateur et d'éviter ainsi que les nouveaux Etats ne se livrent à des querelles et même à des affrontements destructeurs. Ainsi que l'a souligné la Cour dans l'affaire du *Différend frontalier (Burkina-Faso/République du Mali)*:

> «C'est le besoin vital de stabilité pour survivre, se développer et consolider progressivement leur indépendance dans tous les domaines qui a amené les Etats africains à consentir au respect des frontières coloniales ...» (*Arrêt, C.I.J. Recueil 1986*, p. 567, par. 25.)

12. C'est bien pour cela que la limite transmise aux nouveaux Etats est celle qui existait à «la date critique» de leurs indépendances, sans qu'il soit nécessaire d'aller chercher les différentes évolutions que le droit a pu connaître, tout au long de la période coloniale. Ainsi que l'a souligné la Cour dans l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)* précitée:

> «Le droit international — et par conséquent le principe de l'*uti possidetis* — est applicable au nouvel Etat (en tant qu'Etat) non pas avec effet rétroactif mais immédiatement et dès ce moment-là. Il lui est applicable *en l'état*, c'est-à-dire à «l'instantané» du statut territorial existant à ce moment-là. Le principe de l'*uti possidetis* gèle le titre territorial; il arrête la montre sans lui faire remonter le temps.» (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 568, par. 30; les italiques sont dans l'original.)

13. C'est donc en août 1960, date critique, que le titre juridique ou les effectivités doivent être appréciées en l'occurrence, dans le différend qui oppose le Bénin au Niger, et non par référence à une pratique coloniale antérieure de quelques années ou décennies et se présentant comme une parenthèse, au sein de la période coloniale, interrompue avant les indépendances.

14. Le droit colonial n'est pas pris en lui-même comme fondement du titre territorial, mais simplement comme «un élément de fait» une affirmation du titre édicté par le colonisateur et donc une preuve du legs colonial.

15. Il est vrai, néanmoins que, dans la recherche «du fait colonial» à la

"The Chamber may have regard also . . . to documentary evidence of post-independence *effectivités* when it considers they afford indications in respect of the . . . *uti possidetis juris* boundary . . ." (*Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening), Judgment, I.C.J. Reports 1992*, p. 399, para. 62.)

10. Given that these are two countries, Benin and Niger, which before 1960 were subject to the sovereignty of the same colonial Power, France, the Chamber's task is to determine the administrative boundaries between the two colonies according to French colonial law at the critical date.

11. When international law refers to the colonial heritage, and hence to the state of the law governing that heritage at the time of independence, its aim in so doing is to stabilize the boundaries inherited from the colonial Power and thus prevent new States from becoming involved in disputes, or even destructive confrontations. Thus, as the Court emphasized in the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* case,

"[t]he essential requirement of stability in order to survive, to develop and gradually to consolidate their independence in all fields, has induced African States judiciously to consent to the respecting of colonial frontiers" (*Judgment, I.C.J. Reports 1986*, p. 567, para. 25).

12. It follows that the boundary transmitted to the new States is that which existed at "the critical dates" of their independence, and it is unnecessary to go into the various changes which the law may have undergone over the colonial period. As the Court stated in the case of the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* cited above:

"International law — and consequently the principle of *uti possidetis* — applies to the new State (as a State) not with retroactive effect, but immediately and from that moment onwards. It applies to the State *as it is*, i.e., to the 'photograph' of the territorial situation then existing. The principle of *uti possidetis* freezes the territorial title; it stops the clock, but does not put back the hands." (*I.C.J. Reports 1986*, p. 568, para. 30; emphasis in original.)

13. Thus it is in August 1960, the critical date, that the legal title or *effectivités* have to be determined in this dispute between Benin and Niger, and not by reference to a colonial practice some years or decades prior to that time, which may be regarded as a parenthesis that occurred within the colonial period and came to an end before independence.

14. Colonial law is not to be considered in itself as basis of the territorial title; it is simply "an element of fact" — confirmation of the title promulgated by the colonial Power, and hence evidence of the colonial heritage.

15. Nonetheless, in seeking to ascertain "the colonial fact" at the criti-

date critique, la Chambre donne la priorité au titre, concrétisé par le droit colonial, sur l'effectivité, c'est-à-dire l'administration réelle du territoire contesté par telle ou telle autorité coloniale.

La Cour a explicité les relations entre titre juridique et effectivité dans l'affaire relative au *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)* précitée:

> «Dans l'éventualité où l'«effectivité» ne coexiste avec aucun titre juridique, elle doit inévitablement être prise en considération. Il est enfin des cas où le titre juridique n'est pas de nature à faire apparaître de façon précise l'étendue territoriale sur laquelle il porte. Les «effectivités» peuvent alors jouer un rôle essentiel pour indiquer comment le titre est interprété dans la pratique.» (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 587, par. 63.)

16. Certes, en l'absence totale de titre juridique, il reviendra au juge de se référer à l'état des effectivités, ce qui lui donne nécessairement une plus grande marge d'appréciation du poids à accorder à telle ou telle pratique administrative. Il s'agit là des effectivités «à la date critique». Si donc la pratique des autorités administratives a connu un net changement à cette date, la Chambre est tenue d'en prendre acte, en temps que legs colonial; surtout si cette nouvelle pratique procède de l'intention et de la volonté, non contestées, d'agir en tant que détenteur exclusif du pouvoir sur la portion de territoire en litige.

17. Mais dans le cas de l'existence d'un titre juridique qui laisse indéterminé le tracé de la limite, il revient au juge d'apprécier dans quelle mesure le comportement des autorités administratives, à la date critique, permet de connaître l'interprétation authentique du titre en question; ce qui revient à savoir, selon les termes précités de la Cour, «comment le titre est interprété dans la pratique». L'effectivité sert, dans ce cas, non à se substituer à un titre défaillant, mais à compléter un titre imprécis.

II. La frontière dans le secteur du fleuve Niger et la question de l'appartenance des îles de ce fleuve

18. Dans le secteur du fleuve Niger, le Bénin a démontré, à notre avis, l'existence d'un titre juridique, dont le contenu et la portée, à la date critique, permettent de situer la frontière entre les deux Etats, à la rive gauche du fleuve Niger (A).

D'autre part, dans la mesure où la Chambre a conclu à l'inexistence d'un titre juridique en faveur de l'une ou l'autre des Parties, elle aurait dû faire prévaloir, à la date critique, les effectivités du Bénin (B).

A. En vertu du titre juridique, la frontière se situe à la rive gauche

19. Avant d'en venir au titre juridique proprement dit, il convient de rappeler brièvement les conditions historiques de la création, par la

cal date, the Chamber will accord precedence to the legal title, as embodied in colonial law, over the *effectivité*, namely the fact that the disputed territory was administered in practice by a particular colonial authority.

The Court explained the relationship between legal title and *effectivité* in the case concerning the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)*, from which I have already quoted:

> "In the event that the *effectivité* does not co-exist with any legal title, it must invariably be taken into consideration. Finally, there are cases where the legal title is not capable of showing exactly the territorial expanse to which it relates. The *effectivités* can then play an essential role in showing how the title is interpreted in practice." (*I.C.J. Reports 1986*, p. 587, para. 63.)

16. Certainly, in the total absence of any legal title, the judge must examine the state of the *effectivités*, which necessarily gives him a greater margin of discretion in determining the weight to be accorded to a particular administrative practice. These are *effectivités* "at the critical date". Thus, if the practice of the administrative authorities underwent a clear change at that date, the Chamber must take account of such change as part of the colonial heritage; particularly if this new practice stems from an uncontested intention and will to act as exclusive holder of authority over the portion of territory in dispute.

17. However, where a legal title exists but leaves the course of the boundary undetermined, it is for the judge to consider to what extent the conduct of the administrative authorities at the critical date can provide an authentic interpretation of the title in question; that is to say, using the language of the Court which I have just cited, "how the title is interpreted in practice". In this case the *effectivité* serves not to replace a defective title, but to complete an imprecise title.

II. The Boundary in the River Niger Sector and the Question of the Ownership of the Islands in That River

18. In the River Niger sector, Benin has in my view demonstrated the existence of a legal title whose content and scope, at the critical date, enable the Chamber to place the boundary between the two States on the left bank of the River Niger (A).

Furthermore, in so far as the Chamber found that neither Party had any legal title, it ought to have accorded precedence at the critical date to the *effectivités* of Benin (B).

A. The Legal Title Places the Boundary on the Left Bank

19. Before addressing the legal title proper, it is helpful briefly to recall the historical circumstances surrounding the creation by France of the

France, des colonies du Bénin (Dahomey) et du Niger, ce qui éclaire le tracé de leurs limites.

20. Ce qu'il faut retenir de cette histoire c'est la priorité de la création de la colonie du Dahomey sur celle du Bénin[2]. Avec comme point de départ des comptoirs dans le golfe du Bénin, en 1885, la France a cherché à atteindre le fleuve Niger et au-delà le Soudan et ses autres possessions en Afrique. La «colonie du Dahomey et dépendances», créée par décret du 22 octobre 1894, sera étendue jusqu'au fleuve Niger et au-delà, par le rattachement d'un nouveau «cercle du Moyen Niger», par arrêté du 11 août 1898. Cette opération a été rendue possible à la suite de la conclusion par la France d'un traité de protectorat avec le roi du Dendi (dont le royaume s'étendait des deux côtés du fleuve Niger), le 21 octobre 1897. Deux ans plus tard la colonie du Dahomey fut incorporée à l'Afrique occidentale française (AOF) par décret du 17 octobre 1899.

21. Quant à la colonie du Niger, elle trouve son origine dans la création, par arrêté du gouverneur de l'AOF, du 23 juillet 1900, d'un troisième territoire militaire:

> «Il est créé un troisième territoire militaire dont le chef lieu sera établi à Zinder. Ce territoire s'étendra sur les régions de la rive gauche du Niger de Say au lac Tchad qui ont été placées dans la sphère d'influence française par la Convention du 14 juin 1898.» (Mémoire du Niger, annexes, série B, B.12.)

22. Ainsi, même si les limites de la future colonie du Niger se sont encore précisées par cet arrêté, il en est au moins une qui ne changera pas c'est la «rive gauche du Niger», ou encore la limite méridionale du territoire.

23. Un décret du 20 décembre 1900 viendra confirmer les termes de cet arrêté, qui a procédé à la désignation d'un territoire militaire, en le soustrayant du «cercle du Moyen Niger» (ancien pays Dendi) qui s'étendait sur les deux rives.

24. Il a fallu attendre le décret du président de la République du 13 octobre 1922 pour que la «colonie autonome» du Niger soit créée à partir du «territoire civil», qui a succédé au «territoire militaire».

25. Il convient de relever qu'une carte de l'AOF publiée en 1922, au lendemain de la création de la colonie du Niger, fait passer clairement la frontière à la rive gauche du fleuve Niger (mémoire du Niger, annexes, série D, carte n° 28), confirmant ainsi que cette colonie, créée notamment par soustraction de certains territoires relevant du Dahomey, l'a été à

[2] La chambre de la Cour rappelle et souligne (arrêt, par. 34) que la colonie du Dahomey «englobait, dans la région concernée par le présent différend, des territoires situés sur les deux rives du fleuve Niger» mais elle n'en tire aucune conséquence au niveau de la délimitation et de la référence dans les textes de 1900 à «la rive gauche du fleuve Niger» comme limite.

colonies of Benin (Dahomey) and Niger, which will throw light on the course of their boundaries.

20. What should be noted from this historical background is that the creation of the colony of Dahomey predated that of Niger[2]. In 1885, starting from its trading posts in the Bight of Benin, France attempted to reach the River Niger, and beyond it Sudan and its other possessions in Africa. The "colony of Dahomey and dependencies", created by decree of 22 October 1894, was by *arrêté* of 11 August 1898 extended as far as the River Niger and beyond by incorporation of a new "*cercle* of Moyen-Niger". This became possible following the conclusion on 21 October 1897 of a treaty of protection between France and the King of Dendi (whose kingdom extended to both sides of the Niger). Two years later, by an *arrêté* of 17 October 1899, the colony of Dahomey was incorporated into French West Africa (AOF).

21. The colony of Niger originates in an *arrêté* of the Governor of French West Africa of 23 July 1900 creating a third military territory:

> "There is hereby created a third military territory, the administrative centre of which shall be established at Zinder. This territory encompasses the areas on the left bank of the Niger between Say and Lake Chad that were placed within the French sphere of influence by the Convention of 14 June 1898." (Memorial of Niger, Annexes, Series B, B.12.)

22. Thus, while the boundaries of the future colony of Niger are not yet defined in this *arrêté*, there is one at least which will not change, namely the "left bank of the Niger", or indeed the territory's southern boundary.

23. The terms of this *arrêté* were confirmed by a decree of 22 December 1900, which created a military territory by detaching it from the "*cercle* of Moyen-Niger" (the former Dendi kingdom), which extended over both banks.

24. It was not until the decree of the President of the Republic of 13 October 1922 that the "autonomous colony" of Niger was created out of the "civil territory", which had replaced the "military territory".

25. It should be noted that a map of French West Africa published in 1922, shortly after the creation of the colony of Niger, clearly places the boundary on the left bank of the River Niger (Memorial of Niger, Annexes, Series D, map No. 28), thus confirming that this colony, created *inter alia* by detaching certain territories from Dahomey, started

[2] The Chamber recalls and emphasizes (paragraph 34 of the Judgment) that the colony of Dahomey "encompassed, in the region concerned by the recent dispute, territories situated on both banks of the River Niger", but it draws no conclusion from this in relation to the delimitation and to the reference in the instruments of 1900 to "the left bank of the River Niger" as the boundary.

partir d'une ligne constituée par la rive gauche du fleuve; le restant de celui-ci étant considéré comme partie intégrante de ce pays.

26. Tel est l'arrière-plan historique qui permet de comprendre l'évolution ultérieure de la question des limites entre les deux colonies et surtout les incertitudes qui l'ont caractérisée, tout au moins jusqu'en 1954, date d'une interprétation claire et partagée des premiers textes fondateurs de la politique coloniale dans la région, adoptés en 1900.

27. En effet, la continuité coloniale française aidant, les administrateurs successifs n'ont retenu que le «cours du fleuve Niger» comme limite, surtout que, dès le départ, l'administration coloniale a décidé que la gestion du fleuve Niger, de Niamey à Gaya, sera assurée dans la continuité (partie proprement nigérienne et partie frontalière). Il s'agissait d'une gestion déléguée par le gouverneur général de l'AOF, d'abord aux autorités du Niger ensuite, à partir de 1934, à celles du Dahomey.

28. On ne s'étonnera pas dès lors que personne ne s'est plus soucié des textes de 1900 et de la fixation de la limite administrative entre les deux colonies, à la rive gauche du fleuve, puisque le seul intérêt de prime abord de la délimitation, à savoir la gestion de la navigation sur le fleuve, était aux mains de l'autorité coloniale centrale.

29. Quant au *modus vivendi* de 1914, qui ne nous est parvenu que par «ouï-dire», il serait le fait d'administrateurs locaux, aux prises à partir de 1914, avec des différends entre pasteurs sur quelques îles du fleuve. Il est en tous cas établi que ces administrateurs locaux n'ont reçu aucune réponse de leurs supérieurs au sujet de ce prétendu *modus vivendi*, visant à prendre comme limite le milieu du chenal principal du fleuve et à distribuer les îles en conséquence. S'agissant, de toutes façons, d'un arrangement au niveau local pour le règlement des différends entre Peulhs des deux rives, fréquentant les îles du fleuve, le *modus vivendi* en question, qui n'a pas été approuvé par les responsables des deux colonies, ne pouvait ni être invoqué comme un titre juridique ni créer une effectivité dont l'un ou l'autre des Etats indépendants pourrait se prévaloir[3]. Il s'agissait pour ces autorités locales de s'entendre sur les populations qui relèvent de la compétence personnelle de chacune d'entre elles et non de trancher un conflit de limites et d'attribution d'espaces territoriaux, ce qui n'était manifestement pas de leur ressort.

30. Les administrateurs retenaient le fleuve Niger, comme limite phy-

[3] La Cour dans l'affaire du *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)* a considéré:

> «les actes en cause ont été exclusivement le fait d'autorités locales provinciales ... la Cour juge difficile d'admettre que ces actes émanant d'autorités locales aient annulé et neutralisé l'attitude uniforme et constante des autorités centrales siamoises à l'égard du tracé de la frontière indiqué sur la carte» (*fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1962*, p. 30).

from a line constituted by the left bank of the river, the remainder of the river being regarded as an integral part of Dahomey.

26. Such is the historical background, which provides the key to an understanding of the subsequent development of the issue of the boundaries between the two colonies, and in particular the uncertainties by which it was characterized, at least until 1954, when there was a clear and agreed interpretation of the original founding instruments, adopted in 1900, that provided the basis for colonial policy in the region.

27. Thus, with French colonial continuity playing its part in the process, successive officials simply adopted the "course of the River Niger" as the boundary, particularly as the colonial administration had decided from the outset that the River Niger, from Niamey to Gaya, would be managed as a continuous whole (the section within Niger proper and the boundary section). Management of the river was delegated by the Governor-General of French West Africa first to the authorities of Niger and then, from 1934, to those of Dahomey.

28. It is thus hardly surprising that henceforth no one concerned themselves with the instruments of 1900, or with the fact that the administrative boundary between the two colonies had been fixed on the left bank of the river, since the sole major interest of any delimitation, namely management of navigation on the river, was in the hands of the central colonial authorities.

29. As regards the *modus vivendi* of 1914, which we know of only by "hearsay", it would appear to derive from action by local officials, faced from 1914 with disputes between pastoralists over certain islands in the river. It is in any event clear that these local officials received no response from their superiors in regard to this purported *"modus vivendi"*, which sought to take as the boundary the centre of the river's main channel and to attribute the islands accordingly. Given that this was in any case a local arrangement for the settlement of disputes between Peuhls from the two banks visiting the islands in the river, the *modus vivendi* in question, which was never approved by the competent authorities of the two colonies, could neither be relied on as a legal title nor create an *effectivité* on which one or other of the independent States might rely[3]. The concern of these local officials was to reach agreement regarding the local population for whom each of them was personally responsible and not to settle a dispute over borders and attribution of territory, which were manifestly matters outside their competence.

30. Administrators adopted the River Niger as the physical boundary

[3] In the case concerning the *Temple of Preah Vihear (Cambodia* v. *Thailand)*, the Court stated:

> "[T]he acts concerned were exclusively the acts of local, provincial, authorities . . . [T]he Court finds it difficult to regard such local acts as overriding and negativing the consistent and undeviating attitude of the central Siamese authorities to the frontier line as mapped." (*Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1962*, p. 30.)

sique entre les deux colonies, et se souciaient peu de la position exacte de celle-ci, à la rive, à la ligne médiane, ou au thalweg. C'est probablement ce qui explique que les arrêtés du 7 décembre 1934 et du 27 octobre 1938, «portant réorganisation territoriale de la colonie du Dahomey», se soient référés au «cours du Niger» pour la limite au nord-est du cercle frontalier de Kandi.

Ces textes, dont le souci premier était l'harmonisation économique et administrative, ont ignoré cependant la pratique des autorités locales des deux rives, depuis 1913, pour régler les différends entre Peulhs qui faisaient paître leurs troupeaux sur les îles.

31. Mais cette pratique n'a pas permis d'éviter de nombreux incidents de pacage sur les îles, ceux-ci entraînant parfois l'intervention des gardes de l'une ou de l'autre des colonies. C'est à la suite de l'un de ces incidents, qui a amené les gardes du Dahomey à rétablir l'ordre sur une île en face de Gaya (Niger), que le chef de cette subdivision, sous couvert du commandant du cercle de Dosso, a demandé au gouverneur du Niger, par lettre du 23 juillet 1954, «tous renseignements utiles sur les îles du fleuve appartenant au Niger ou au Dahomey» (contre-mémoire du Niger, annexe C120).

32. Parallèlement, le commandant du cercle de Kandi (Dahomey) s'est enquis, de son côté, auprès du gouverneur de la colonie, M. Bonfy, de l'appartenance de l'île située en face de Gaya. Ce dernier, par une lettre du 1er juillet 1954, n'a souvenir que des arrêtés de 1934 et de 1938 et estime que ces textes sont «muets sur la question» puisqu'ils se réfèrent au «cours du Niger». Mais il reconnaît que le problème de l'appartenance a été posé à plusieurs reprises car selon lui:

> «tout le long des rives du fleuve un constant mouvement de population s'est produit selon les saisons ou l'état des pâturages ou lorsqu'il s'agissait d'échapper au paiement de l'impôt, de la taxe sur le bétail ou du droit de pacage» (lettre n° 992/APA, mémoire du Bénin, annexe 66).

Pour la première fois, des administrateurs reconnaissent l'inefficience du *modus vivendi* pour régler les différends entre Peulhs, et soulèvent auprès de leur supérieur hiérarchique, la question de la répartition territoriale des îles entre les deux colonies.

33. En réponse au chef de la subdivision de Gaya, le gouverneur par intérim Raynier, par lettre du 27 août 1954, l'informe que

> «la limite du Territoire du Niger est constituée de la ligne par des plus hautes eaux, côté rive gauche du fleuve, à partir du village de Bandofay jusqu'à la frontière de Nigéria. En conséquence, toutes les îles situées dans cette partie du fleuve font partie du Territoire du Dahomey.» (Lettre n° 3722/APA, mémoire du Bénin, annexe 67.)

34. Le gouverneur Raynier n'a tout de même pas inventé cette limite à la rive gauche, surtout qu'elle n'opère pas en faveur de la colonie qu'il administre. A notre avis, il ne l'a fait qu'en ayant à l'esprit les textes fon-

between the two colonies, and were little concerned as to its precise location — on the bank, on the median line or at the thalweg. This is in all probability why the *arrêtés* of 7 December 1934 and 27 October 1938, "reorganizing the territorial divisions of the colony of Dahomey", referred to the "course of the Niger" as the north-eastern boundary of the frontier *cercle* of Kandi.

However, these texts, whose primary concern was economic and administrative harmonization, took no account of the practice adopted since 1914 by local officials on both banks in order to settle disputes between Peuhls who grazed their herds on the islands.

31. Nevertheless, that practice did not suffice to prevent numerous disputes over grazing on the islands, which sometimes required intervention by security forces from one or other of the colonies. It was after one of these incidents, which had required intervention by Dahomeyan forces in order to restore order on an island opposite Gaya (Niger), that the head of that *subdivision* wrote to the Governor of Niger on 23 July 1954, through the *commandant* of the *cercle* of Dosso, asking for "all relevant information regarding the islands in the river belonging to Niger or to Dahomey" (Counter-Memorial of Niger, Annex C120).

32. At the same time, the *commandant* of the *cercle* of Kandi (Dahomey) wrote to the Governor of the colony, Mr. Bonfy, asking to whom the island located opposite Gaya belonged. In a letter of 1 July 1954, the latter stated that he could recall only the *arrêtés* of 1934 and 1938 and that these instruments were "silent on the question", referring simply to the "course of the Niger". However, he acknowledged that the problem of ownership of the islands had arisen a number of times, because

> "all along the river's banks there are constant population movements according to the seasons or to grazing conditions, or when the inhabitants seek to escape payment of income or livestock taxes or grazing charges" (letter No. 992/APA, Memorial of Benin, Annex 66).

For the first time, administrators recognized the ineffectiveness of the *modus vivendi* for settling disputes between Peuhls and raised with their superiors the question of the territorial attribution of the islands between the two colonies.

33. In reply to the head of the Gaya *subdivision*, Governor *ad interim* Raynier informed him by letter of 27 August 1954 that

> "[t]he boundary of the Territory of Niger is constituted by the line of highest water, on the left bank of the river, from the village of Bandofay to the frontier of Nigeria [and that] [c]onsequently all the islands situated in this part of the river form part of the Territory of Dahomey" (letter No. 3722/APA, Memorial of Benin, Annex 67).

34. However, Governor Raynier did not invent this boundary on the left bank, particularly as it was unfavourable to the colony under his administration. In our view, he was simply taking account of the found-

dateurs de 1900 et les conditions de la création de la colonie du Niger. C'est pour cela que cette lettre du gouverneur n'a de sens que si on la relie à ces textes, même si ceux-ci n'y sont pas référenciés. Le gouverneur du Niger ne peut avoir répondu à la légère, sachant que sa lettre aura des conséquences sur le terrain.

35. La lettre du gouverneur Raynier du 27 août 1954 n'est pas une simple missive interne à la colonie du Niger, ne pouvant avoir aucun effet en dehors de celle-ci. Le commandant du cercle de Dosso (Niger), destinataire de la lettre, l'a répercutée le 27 octobre suivant sur son *alter ego* de l'autre côté du fleuve, le commandant du cercle de Kandi (Dahomey), précisant que «la limite territoriale ... donne satisfaction entière au Dahomey» et lui demandant s'il ne voit pas «d'inconvénients à ce que ces installations [de la subdivision de Gaya sur les îles] soient maintenues, au moins provisoirement» (lettre n° 576, mémoire du Bénin, annexe 68).

36. Le commandant du cercle de Kandi, M. Daguzay, devait, de son côté, en informer, par lettre du 12 novembre 1954, le gouverneur du Dahomey en ajoutant qu'il émettait «un avis favorable au maintien de la tolérance laissée aux Nigériens d'y maintenir leurs installations».

37. Cette série de correspondances se termine par une lettre du gouverneur du Dahomey à son homologue du Niger, prenant acte de la limite de la colonie du Niger à la rive gauche du fleuve, et se déclarant disposé à ne pas contester «les droits coutumiers des habitants du Niger sur certaines de ces îles» ni à soulever la question des «installations» existantes, et demandant finalement «les références des textes ou accords déterminant ces limites» (lettre n° 2475/APA du 11 décembre 1954, mémoire du Bénin, annexe 70).

Manifestement le gouverneur du Dahomey ne s'est pas livré à des recherches au-delà des arrêtés «imprécis» de 1934 et 1938. Quant au gouverneur du Niger, il n'a pas jugé nécessaire de répondre à sa requête.

38. Il n'en demeure pas moins que les administrateurs ont admis la fixation de la frontière à la rive gauche du fleuve Niger, renouant ainsi avec les textes fondateurs de 1900. Quant à la lettre de 1954, elle est intervenue dans un contexte d'incertitude totale quant à l'appartenance, à l'une ou l'autre des colonies, des différentes îles sur le fleuve, seule question réellement en litige dans la détermination de la frontière entre les deux colonies. Les administrateurs s'occupaient jusque-là des droits des populations qui se déplaçaient sur les îles et non des droits territoriaux des colonies.

39. On s'est demandé pourquoi la lettre du gouverneur Raynier, du 27 août 1954, s'en est tenue à la limite «entre la localité de Bandofay et la frontière du Niger». En réalité, il s'agit précisément de la partie du fleuve où sont situées les îles objets du litige. Au demeurant, c'est lorsque la terre en litige a plus d'importance que la navigation et qu'au surplus le cours du fleuve est instable qu'on a eu recours à la limite à la rive, notamment au cours de la période coloniale.

On retrouve également, au cours de cette même période, «la limite à la

ing texts of 1900 and of the circumstances in which the colony of Niger was created. That is why the Governor's letter only makes sense if read in conjunction with those texts, even though it makes no specific reference to them. The Governor of Niger could not have given his response lightly, knowing that his letter would have consequences on the ground.

35. Governor Raynier's letter of 27 August 1954 is not a simple communication internal to the colony of Niger, incapable of having any effect outside it. On 27 October, the *commandant* of the *cercle* of Dosso (Niger), to whom the letter was addressed, passed it on to his counterpart on the other side of the river, the *commandant* of the *cercle* of Kandi (Dahomey), explaining that "the territorial boundary . . . is entirely favourable to Dahomey" and asking him if he would have "any objection to these facilities [facilities of Gaya *subdivision* located on the island] being retained there, at least for the time being" (letter No. 576, Memorial of Benin, Annex 68).

36. The *commandant* of the *cercle* of Kandi, Mr. Daguzay, passed this information to the Governor of Dahomey in a letter of 12 November 1954, adding that he was "in favour of continuing to allow Niger to retain its facilities there".

37. This correspondence ends with a letter from the Governor of Dahomey to his counterpart in Niger, taking note of the fact that the boundary of the colony of Niger was located on the left bank of the river and declaring himself prepared not to dispute "the customary rights of the inhabitants of Niger over certain of these islands", or to raise the question of the existing "facilities", and requesting finally "references to the instruments or agreements determining those boundaries" (letter No. 2475/APA of 11 December 1954, Memorial of Benin, Annex 70).

Clearly, the Governor of Dahomey did not conduct any research going beyond the "imprecise" *arrêtés* of 1934 and 1938, whilst the Governor of Niger did not see fit to reply to his enquiry.

38. The fact remains that administrators accepted that the boundary lay on the left bank of the River Niger, thus going back to the founding texts of 1900. The letter of 1954 was written in a context of total uncertainty regarding the attribution as between the colonies of the various islands in the river, which was the only question really at issue in the determination of the boundary between the two colonies. Up to that time administrators had concerned themselves with the rights of the local population moving to and from the islands and not with the territorial rights of the two colonies.

39. It has been asked why Governor Raynier's letter of 27 August 1954 restricted itself to the boundary "between Bandofay and the frontier with Nigeria". In reality, it was precisely along this stretch of the river that the disputed islands were located. Moreover, it was when the land in dispute was of greater importance than navigation, and the course of the river was in any case unstable, that boundaries were placed on river banks, particularly during the colonial period.

Furthermore, during this same period we find "the boundary on the

rive» définie comme «la ligne des plus hautes eaux», ce qui exclut toute revendication des berges inondées. Le Bénin n'a d'ailleurs réclamé, à la faveur de cette définition, aucun droit sur une quelconque portion du territoire du Niger sur la rive gauche.

40. A notre avis, la lettre de Raynier du 27 août 1954 est venue rappeler le titre du Dahomey, établi en 1900, sur la partie frontalière du fleuve avec le Niger et sur les îles qui s'y trouvent. La réaction que cette lettre a suscitée montre l'inexistence d'un titre concurrent en 1954 et jusqu'en août 1960, «date critique» pour l'appréciation du différend territorial entre le Bénin et le Niger.

En effet, si le *modus vivendi* de 1914 ne pouvait constituer un titre juridique, les arrêtés de 1934 et de 1938, quant à eux, en se référant au «cours du fleuve», sans précision, n'avaient aucune vocation à fixer la frontière entre les deux colonies, même s'ils rappellent le cadre de celle-ci.

B. Les effectivités du Bénin prévalent, à la date critique, sur celles du Niger, pour la fixation de la frontière à la rive gauche

41. Si la Chambre n'a pu voir dans la lettre du gouverneur Raynier «une confirmation» d'une limite, qui selon elle n'a pas été établie en 1900, elle n'en ajoute pas moins qu'elle a «toutefois conscience que la lettre du 27 août 1954 a pu produire certaines effectivités» (arrêt, par. 65 et 67). C'est ce qui amènera la Chambre à consacrer des développements distincts (arrêt, par. 89 et suiv.) à «la question des effectivités pour la période allant de 1954 à la date critique de 1960», reconnaissant que pendant cette période «le Dahomey a de plus en plus souvent prétendu détenir le droit d'administrer l'île de Lété».

42. C'est en effet par référence à la lettre de 1954 que les administrateurs vont exprimer de plus en plus clairement l'*animus*, leur volonté d'agir en tant que détenteurs exclusifs de l'autorité territoriale sur les îles du fleuve et en particulier sur la plus importante et la plus significative d'entre elles, l'île de Lété. Cette volonté s'exprimait notamment au travers de la perception de taxes, pour les droits de pacage, par les administrateurs du Dahomey et par l'intervention des gardes de cette colonie, en cas de contestation ou d'incident, en vue de rétablir l'ordre.

Le meilleur témoignage de cet état de fait a été fourni en 1964 par l'administrateur Daguzay qui a administré le cercle de Kandi:

> «A cette époque [1954-1956], le territoire du Niger et les habitants de la subdivision de Gaya considéraient bien que l'île de l'ETE *(sic)* appartenait au Dahomey; pour prouver leurs sentiments amicaux les habitants de Malanville [Dahomey] permettaient à ceux de Gaya d'y faire paître leurs troupeaux. Il n'y avait donc à l'époque aucune contestation.» (Mémoire du Bénin, annexe 87.)

43. Il est établi, en tout cas, à partir de 1954 que les administrateurs du Dahomey se comportaient sur l'île de Lété en autorités territoriales,

bank" being defined as "the line of highest water", excluding any claim to flooded banks. Benin has, moreover, never sought to use this definition of the boundary in order to lay claim to any portion of Niger's territory on the left bank.

40. I consider that Raynier's letter of 27 August 1954 constituted a reminder that Dahomey had title, as established in 1900, over the boundary portion of the river with Niger and over the islands situated therein. The reaction to this letter shows that there was no competing title in 1954 and right up to August 1960, the "critical date" for determination of the territorial dispute between Benin and Niger.

Thus, while the *modus vivendi* of 1914 could not constitute a legal title, the *arrêtés* of 1934 and 1938, by referring to the "course of the river", without further precision, were not intended to fix the boundary between the two colonies, although they described its general course.

B. The Effectivités *of Benin Prevail at the Critical Date over Those of Niger, and Place the Boundary on the Left Bank*

41. Whilst the Chamber was unable to discover any "confirmation" of a boundary in the letter from Governor Raynier, since in its view no boundary was established in 1900, it nonetheless adds that it is, "however, aware of the fact that the letter of 27 August 1954 may have led to certain *effectivités*" (Judgment, paras. 65 and 67). The Chamber accordingly devoted a separate section of its reasoning (Judgment, paras. 89 *et seq.*) to "the *effectivités* in the period from 1954 until the critical date in 1960", acknowledging that during this period "the claims of Dahomey to be entitled to administer the island of Lété became more frequent".

42. It was thus by reference to the 1954 letter that administrators expressed with increasing clarity an "animus" or intention to act as exclusive holders of territorial authority over the islands in the river, and in particular the most important and significant one, Lété Island. That intention was demonstrated in particular in the levying of taxes in respect of grazing rights by officials from Dahomey and in the intervention of the colony's security forces to restore order in the event of disputes or incidents.

The best evidence of this situation was furnished in 1964 by *Commandant* Daguzay, who was responsible for the administration of the *cercle* of Kandi:

> "At that time [1954-1956], the Territory of Niger and the inhabitants of the *Subdivision* of Gaya certainly considered that the Island of l'ETE *(sic)* belonged to Dahomey; in order to demonstrate their friendship, the inhabitants of Malanville [Dahomey] permitted those of Gaya to use the island for grazing. There was thus no dispute at that time." (Memorial of Benin, Annex 87.)

43. It has been established, in any event, that from 1954 onwards officials from Dahomey exercised territorial authority over Lété Island,

prélevant les taxes et intervenant pour le maintien de l'ordre comme le relève la Chambre elle-même (arrêt, par. 90 et suiv.).

Qu'il y ait eu pendant la même période des séquelles des pratiques précédentes telles que le maintien de l'île de Lété sur la liste des bureaux de vote du Niger, ceci tient aux pesanteurs d'administrations lentes à s'adapter à la nouvelle situation née de l'échange des correspondances de 1954.

Or, ce qui compte, pour la preuve de l'*uti possidetis juris*, c'est «l'instantané territorial», soit le dernier état des effectivités et de la perception du statut du territoire en litige. Et celles-ci incontestablement penchaient du côté de l'appartenance des îles, et notamment de l'île de Lété, au Dahomey.

44. La Chambre est consciente du profond changement intervenu en 1954 et des changements intervenus dans les effectivités, au cours de la période 1954-1960 et elle admet que «la situation n'est pas aussi claire» qu'auparavant (arrêt, par. 100). Pourtant, sous l'effet de la pratique née du pseudo *modus vivendi* de 1914, elle donnera l'avantage aux effectivités du Niger et se prononcera en faveur «de la ligne des sondages les plus profonds du fleuve Niger» comme frontière entre les deux colonies, sans prouver que celle-ci a été maintenue et respectée, après 1954, et qu'elle l'était à la «date critique» en 1960.

45. Certes, comme le rappelle la Chambre (arrêt, par. 102), on ne peut transposer purement et simplement «le concept d'intention et de volonté d'agir à titre de souverain» pour apprécier le comportement de la puissance coloniale dans ses colonies et donc les effectivités. Cela ne veut pas dire pourtant qu'il ne faille pas le faire en l'adaptant à la situation d'une puissance coloniale, car c'est le seul moyen de distinguer entre les actes de tolérance (comme ceux à l'égard des Peulhs pratiquant le pâturage) et l'exercice de l'autorité territoriale.

46. Il est certain que la coexistence entre les droits territoriaux et la simple tolérance d'autres populations, dans l'île de Lété, peut créer des tensions et même dégénérer en graves incidents, comme ceux qui ont entraîné dans la nuit du 29 juin 1960 la mort de quatre Peulhs et l'incendie de plusieurs habitations.

C'est le commandant du cercle de Kandi qui devait informer le ministre de l'intérieur du Dahomey, comme le relève la Chambre (arrêt, par. 96), que l'ordre avait été rétabli, même si l'unité de police installée sur l'île provenait des deux colonies (ce qui au demeurant se justifie par les affrontements des populations des deux rives). Quoi qu'il en soit, le premier ministre du Dahomey, invoquant la lettre de 1954, devait considérer le 29 juillet 1960, que la question territoriale était déjà réglée.

Il nous paraît de ce fait, que «l'instantané» territorial plaidait pour un legs colonial sur l'île de Lété en faveur du Dahomey.

47. Je considère, en conclusion, que la frontière entre le Bénin et le Niger, dans le secteur du fleuve Niger, se situe à la rive gauche du fleuve Niger, sur la base du titre juridique établi en 1900, et réaffirmé clairement

collecting taxes and intervening to restore order, as the Chamber itself notes (Judgment, paras. 90 *et seq.*).

The fact that, during the same period, certain prior practices were continued, such as the retention of Lété Island on the list of Niger's polling stations, can be explained by the slowness of the administration in adapting to the new situation resulting from the 1954 exchange of letters.

However, what counts in order to establish the *uti possidetis juris* is the "photograph of the territory", that is to say, the latest state of the *effectivités* and of how the status of the territory at issue was perceived. And those elements unquestionably tip the balance in favour of attribution of the islands, and in particular Lété Island, to Dahomey.

44. The Chamber is aware of the significant development that occurred in 1954 and of the changes in the *effectivités* during the period 1954-1960, acknowledging that "[t]he situation is less clear" than before (Judgment, para. 100). However, influenced by the practice arising from the so-called *"modus vivendi"* of 1914, the Chamber gives preference to the *effectivités* of Niger and finds that the boundary between the two colonies follows "the line of deepest soundings in the River Niger", without showing that such a boundary was retained and respected after 1954, or that this was still the case at the "critical date" in 1960.

45. True, as the Chamber recalls (Judgment, para. 102), the "concept of the intention and will to act as sovereign" cannot purely and simply be "transplanted" in order to assess the conduct of a colonial authority in its colonies, and thus the *effectivités*. However, that does not mean to say that this should not be done by adapting the concept to the situation of a colonial authority, for that is the only way to distinguish between acts of toleration (for example, in regard to grazing by the Peuhls) and the exercise of territorial authority.

46. There is no doubt that the coexistence of territorial rights on Lété Island with simple toleration of members of other groups was capable of creating tension and even degenerating into serious incidents, such as those which, during the night of 29 June 1960, led to the death of four Peuhls and the burning of several dwellings.

It was, as the Chamber notes (Judgment, para. 96), the *commandant* of the *cercle* of Kandi who was responsible for informing the Minister of the Interior of Dahomey that order had been restored, even though the police unit stationed on the island came from both colonies (which was justified by the fact that the clashes involved inhabitants from both banks). In any event, the Prime Minister of Dahomey, citing the 1954 letter, considered on 29 July 1960 that the territorial question had already been settled.

It is therefore apparent to me that, according to the territorial "photograph", the colonial heritage with respect to Lété Island was in favour of Dahomey.

47. I accordingly conclude that the boundary between Benin and Niger in the River Niger sector is situated on the left bank of the River Niger, on the basis of the legal title established in 1900 and clearly

dans les relations entre les deux colonies en 1954. Il en découle l'appartenance de toutes les îles du fleuve Niger au Bénin. D'autre part, les effectivités sur les îles de 1954 à 1960 attestent également cette appartenance.

48. Quant à la question du tracé de la frontière sur les deux ponts qui enjambent le fleuve Niger (reliant Gaya à Malanville), je ne peux me rallier à l'interprétation que fait la Chambre du compromis du 15 juin 2001, estimant que, ces ponts faisant partie «du secteur du fleuve Niger», elle est habilitée à se prononcer à leur sujet.

Le compromis doit être interprété *stricto sensu* comme concernant le fleuve Niger (colonne d'eau et rives, y compris les îles); si les Parties entendaient que la Chambre procédât également au tracé de la frontière sur les ponts, ils l'auraient spécifié comme ils l'ont fait pour les îles. Aussi, j'estime que la Chambre a outrepassé sa compétence et le mandat qui lui a été confié par les Parties en traçant la frontière sur les ponts qui enjambent le fleuve; d'autant plus qu'il n'existait pas, à notre connaissance, de différend entre les Parties sur ce tracé, au moment de la conclusion du compromis et de la saisine de la Chambre.

Il appartient aux Parties de faire produire à l'arrêt tous ses effets, y compris la coopération sur le fleuve et la délimitation de la frontière sur les ponts qui enjambent ou viendraient à enjamber le fleuve.

49. Certes, le Bénin et le Niger ne sont responsables, ni l'un ni l'autre, du passé colonial qu'ils ont hérité à leur indépendance. Il est cependant à l'honneur de ces deux pays d'avoir choisi la voie du règlement judiciaire de leur différend frontalier et de s'être engagés à poursuivre leur coopération sur les cours d'eau frontaliers que sont le Niger et la Mékrou, quel que soit l'arrêt de la Chambre.

(*Signé*) Mohamed BENNOUNA.

reaffirmed in relations between the two colonies in 1954. Consequently, all the islands in the River Niger belong to Benin. Moreover, the *effectivités* on the islands from 1954 to 1960 also support such an attribution.

48. Turning to the question of the course of the boundary on the two bridges which cross the River Niger, I cannot agree with the Chamber's interpretation of the Special Agreement of 15 June 2001, when it considers that, since those bridges form part of the "River Niger sector", it is entitled to rule on the matter.

The Special Agreement must be interpreted *stricto sensu* as concerning the River Niger (waterway and banks, including the islands); if the Parties had intended the Chamber also to fix the course of the boundary on the bridges, they would have stipulated this as they did for the islands. I thus consider that the Chamber has exceeded its jurisdiction and the mandate entrusted to it by the Parties in fixing the boundary on the bridges which cross the river.

It is for the Parties to ensure that full effect is given to the Judgment, including with respect to co-operation on the river and the delimitation of the boundary on any present or future bridges crossing it.

49. It is true that neither Benin nor Niger is responsible for the colonial history that they inherited on independence. The two countries should be credited for having sought a judicial settlement of their border dispute and for having undertaken to pursue their co-operation in respect of the boundary rivers, the Niger and the Mekrou, whatever the terms of the Judgment rendered by the Chamber.

(*Signed*) Mohamed BENNOUNA.

Bounda

iketch-map, referre
nber in the case co
prepared, for illust
a

e Greffier,

CROQUIS N° 4

Ligne frontière entre le Bénin et le Niger
dans le secteur du fleuve Niger

Ce croquis, mentionné aux paragraphes 115 et 117 de l'arrêt de la Chambre en l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)*, a été établi, à des fins d'illustration seulement, sur la base de la carte n° 32 annexée au rapport NEDECO.

Le Président de la Chambre,

Raymond Ranjeva

President of the Chamber.

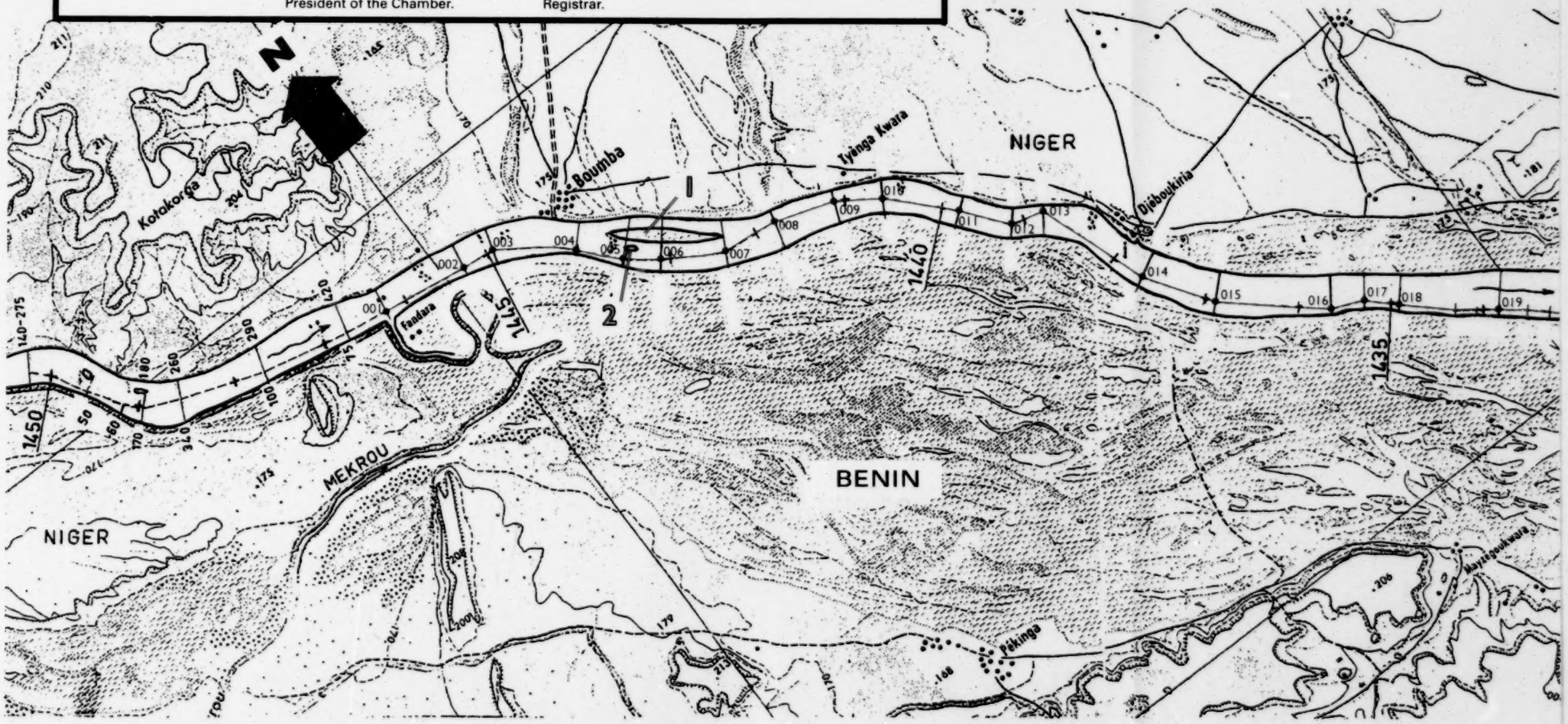
SKETCH-MAP No. 4

Boundary line between Benin and Niger
in the River Niger sector

This sketch-map, referred to in paragraphs 115 and 117 of the Judgment of the Chamber in the case concerning the *Frontier Dispute (Benin/Niger)*, has been prepared, for illustrative purposes only, on the basis of map No. 32 appended to the NEDECO report.

Le Greffier,

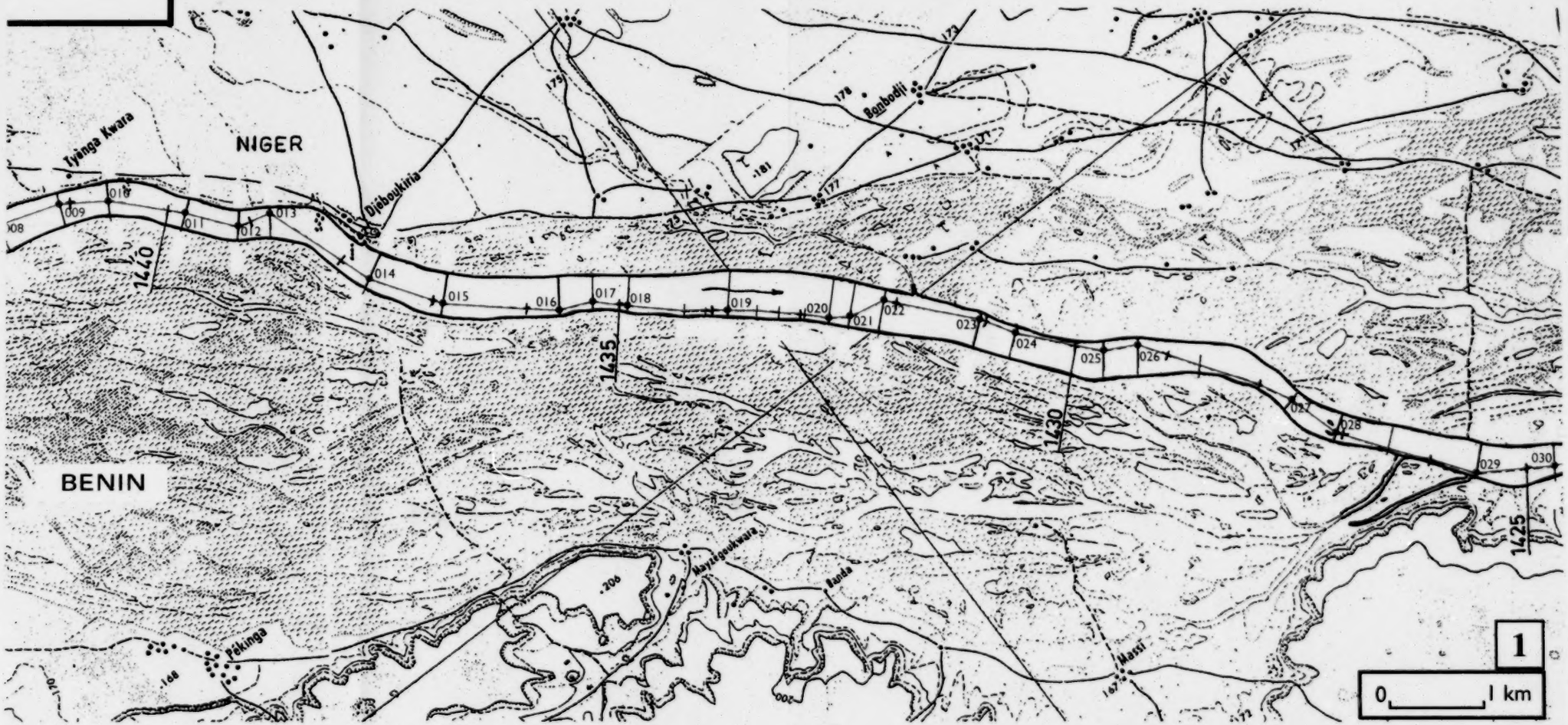
Registrar.



4

n and Niger
ctor

d 117 of the Judgment of the
pute (Benin/Niger), has been
the basis of map No. 32
report.



CROQUIS N° 4

Ligne frontière entre le Bénin et le Niger
dans le secteur du fleuve Niger

Ce croquis, mentionné aux paragraphes 115 et 117 de l'arrêt de la Chambre en l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)*, a été établi, à des fins d'illustration seulement, sur la base de la carte n° 33 annexée au rapport NEDECO.

Le Président de la Chambre,

Raymond Ranjeva

President of the Chamber.

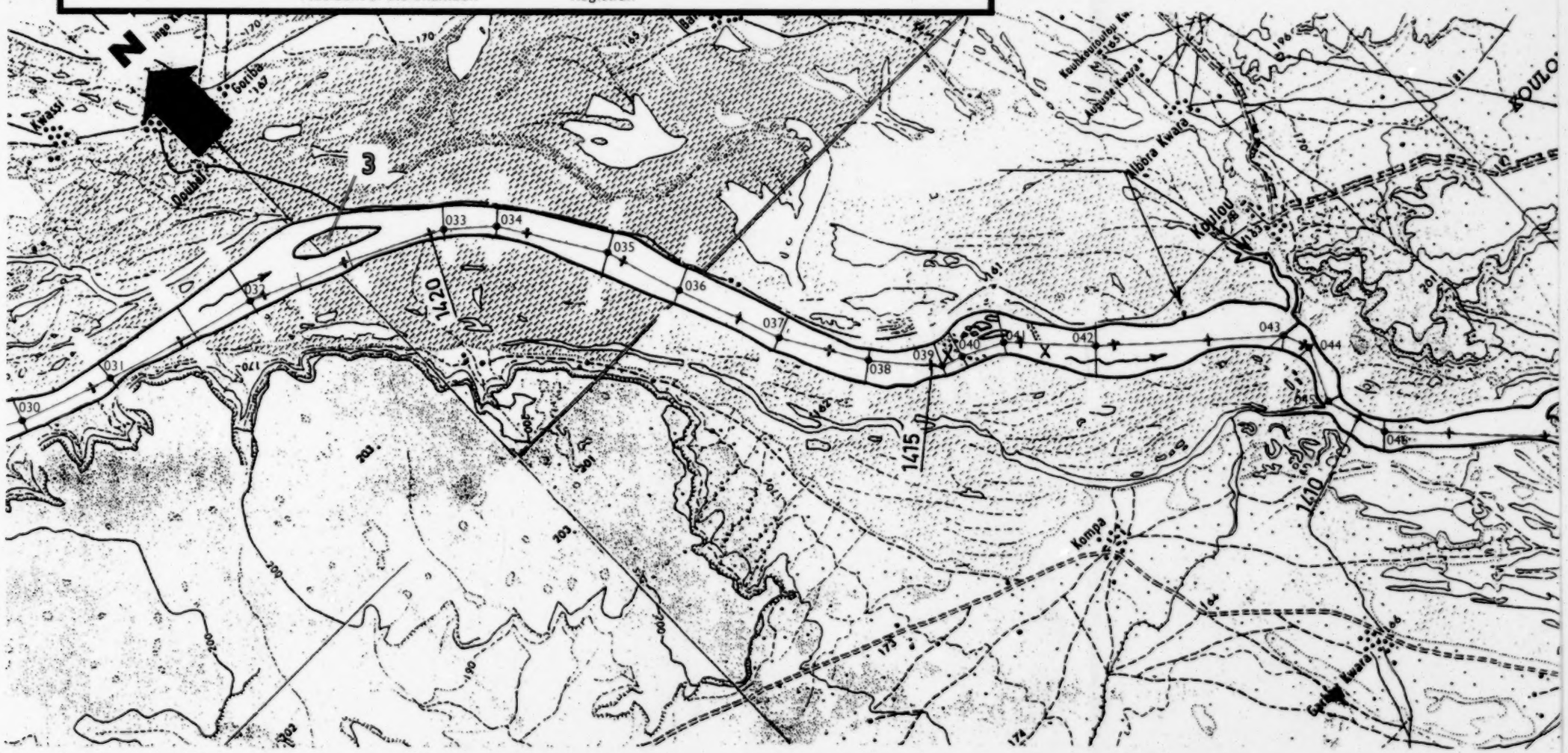
SKETCH-MAP No. 4

Boundary line between Benin and Niger
in the River Niger sector

This sketch-map, referred to in paragraphs 115 and 117 of the Judgment of the Chamber in the case concerning the *Frontier Dispute (Benin/Niger)*, has been prepared, for illustrative purposes only, on the basis of map No. 33 appended to the NEDECO report.

Le Greffier,

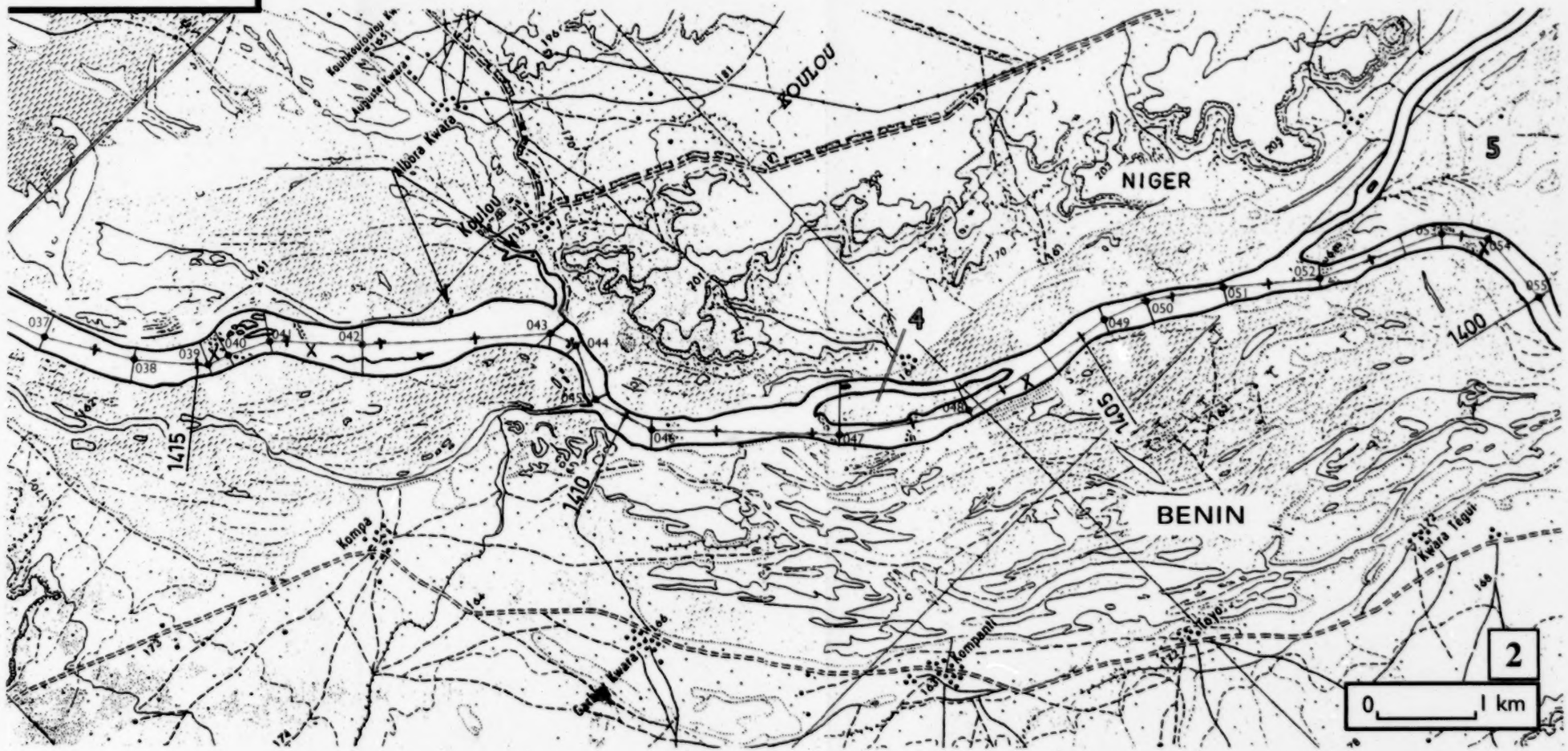
Registrar.



:H-MAP No. 4

etween Benin and Niger
ver Niger sector

graphs 115 and 117 of the Judgment of the
ne *Frontier Dispute (Benin/Niger)*, has been
oses only, on the basis of map No. 33
the NEDECO report.



CROQUIS N° 4

Ligne frontière entre le Bénin et le Niger
dans le secteur du fleuve Niger

Ce croquis, mentionné aux paragraphes 115 et 117 de l'arrêt de la Chambre en l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)*, a été établi, à des fins d'illustration seulement, sur la base de la carte n° 34 annexée au rapport NEDECO.

Le Président de la Chambre,

Raymond Ranjeva

President of the Chamber.

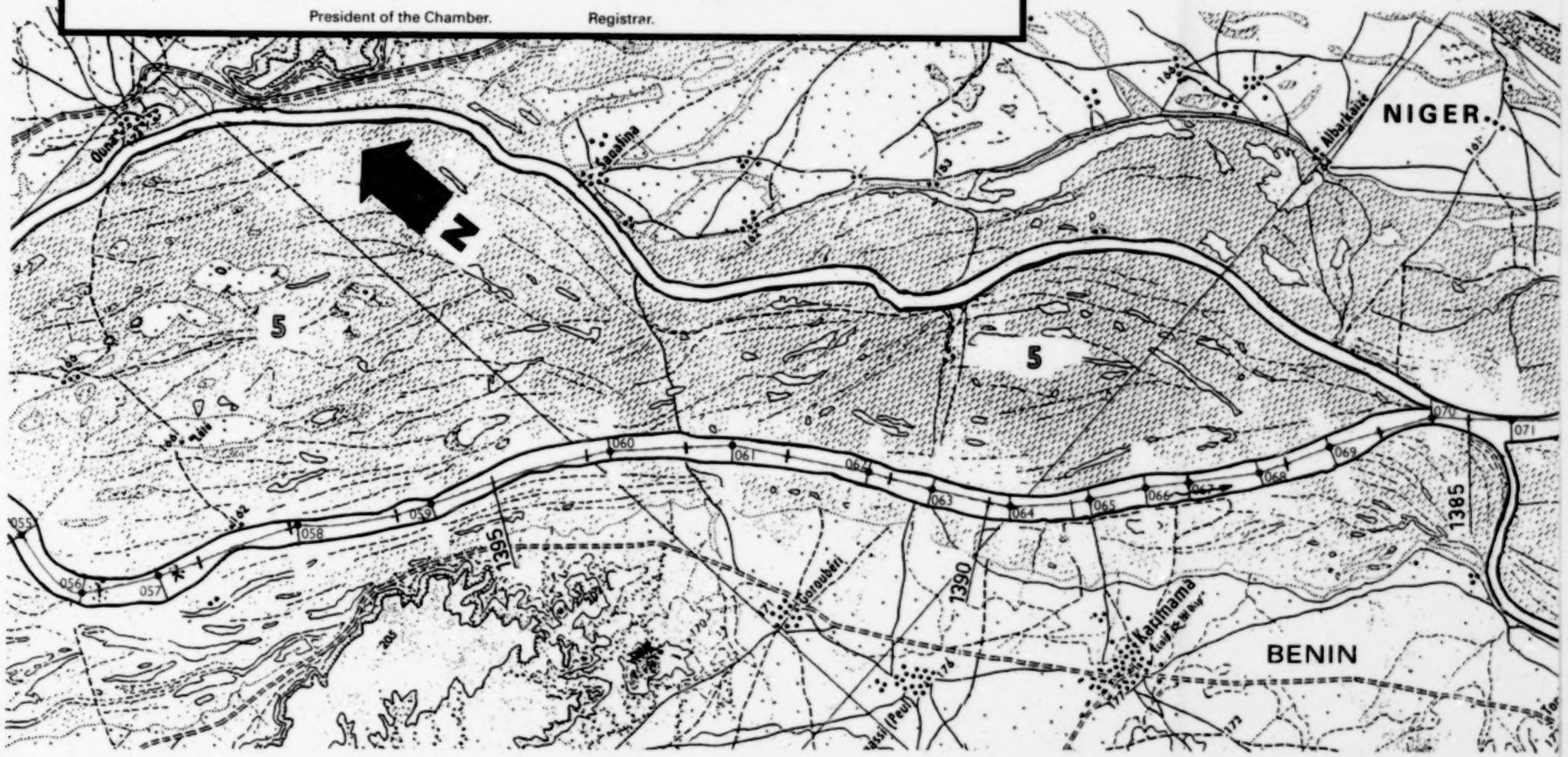
SKETCH-MAP No. 4

Boundary line between Benin and Niger
in the River Niger sector

This sketch-map, referred to in paragraphs 115 and 117 of the Judgment of the Chamber in the case concerning the *Frontier Dispute (Benin/Niger)*, has been prepared, for illustrative purposes only, on the basis of map No. 34 appended to the NEDECO report.

Le Greffier,

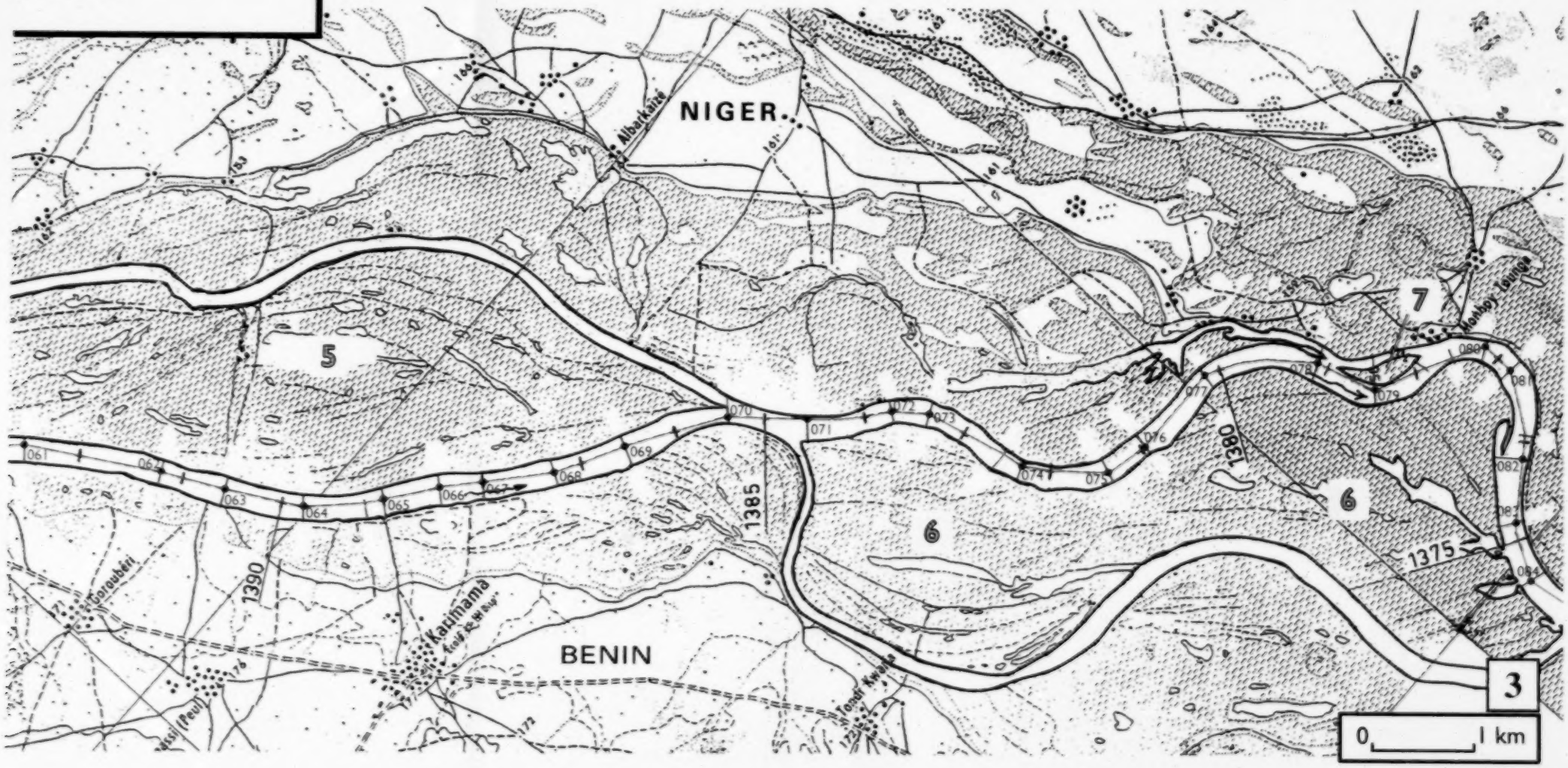
Registrar.



SKETCH-MAP No. 4

line between Benin and Niger
the River Niger sector

) in paragraphs 115 and 117 of the Judgment of the
erning the *Frontier Dispute (Benin/Niger)*, has been
ive purposes only, on the basis of map No. 34
ended to the NEDECO report.



CROQUIS N° 4

Ligne frontière entre le Bénin et le Niger
dans le secteur du fleuve Niger

Ce croquis, mentionné aux paragraphes 115 et 117 de l'arrêt de la Chambre en l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)*, a été établi, à des fins d'illustration seulement, sur la base de la carte n° 35 annexée au rapport NEDECO.

Le Président de la Chambre,

Raymond Ranjeva

Le Greffier,

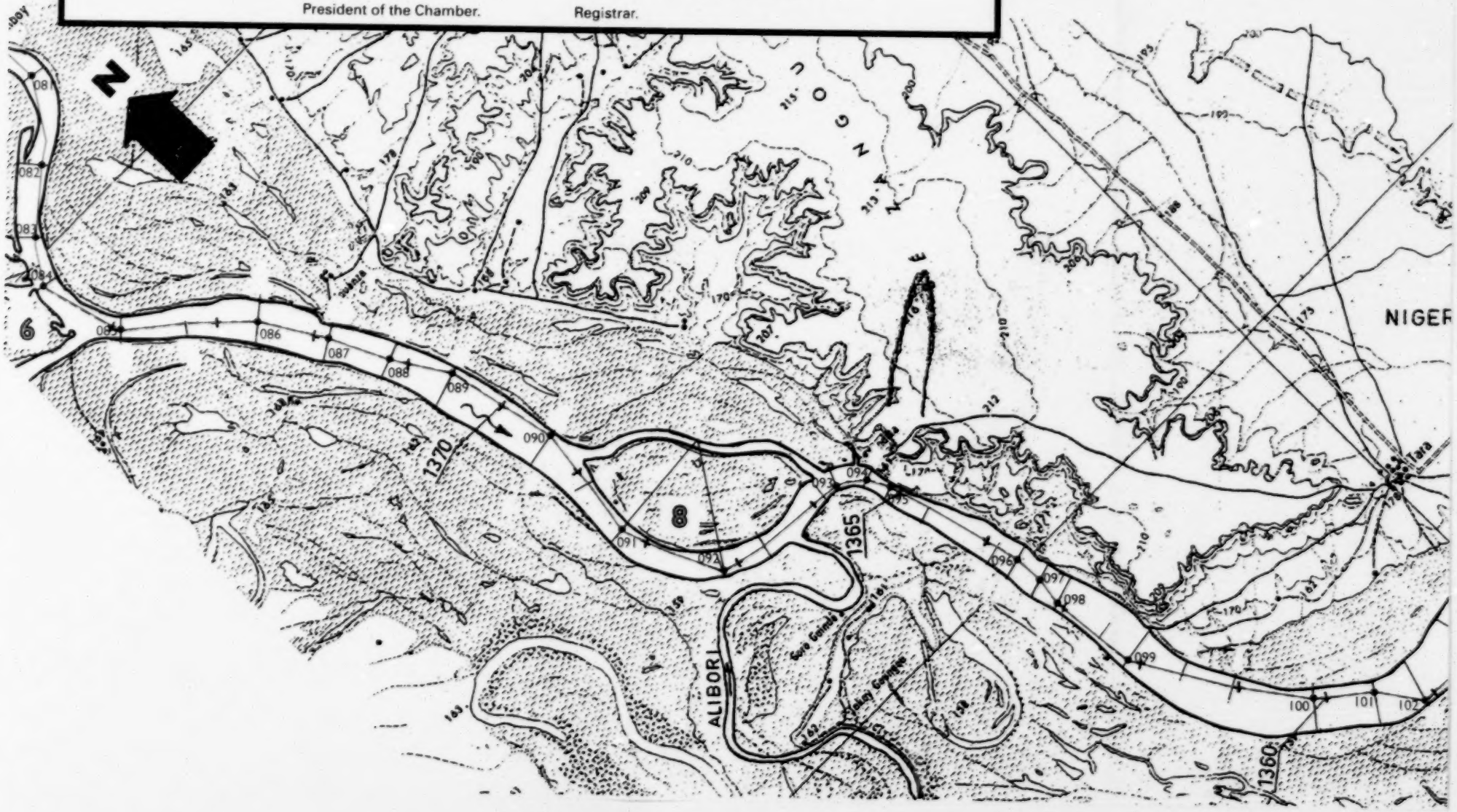
SKETCH-MAP No. 4

Boundary line between Benin and Niger
in the River Niger sector

This sketch-map, referred to in paragraphs 115 and 117 of the Judgment of the Chamber in the case concerning the *Frontier Dispute (Benin/Niger)*, has been prepared, for illustrative purposes only, on the basis of map No. 35 appended to the NEDECO report.

President of the Chamber.

Registrar.

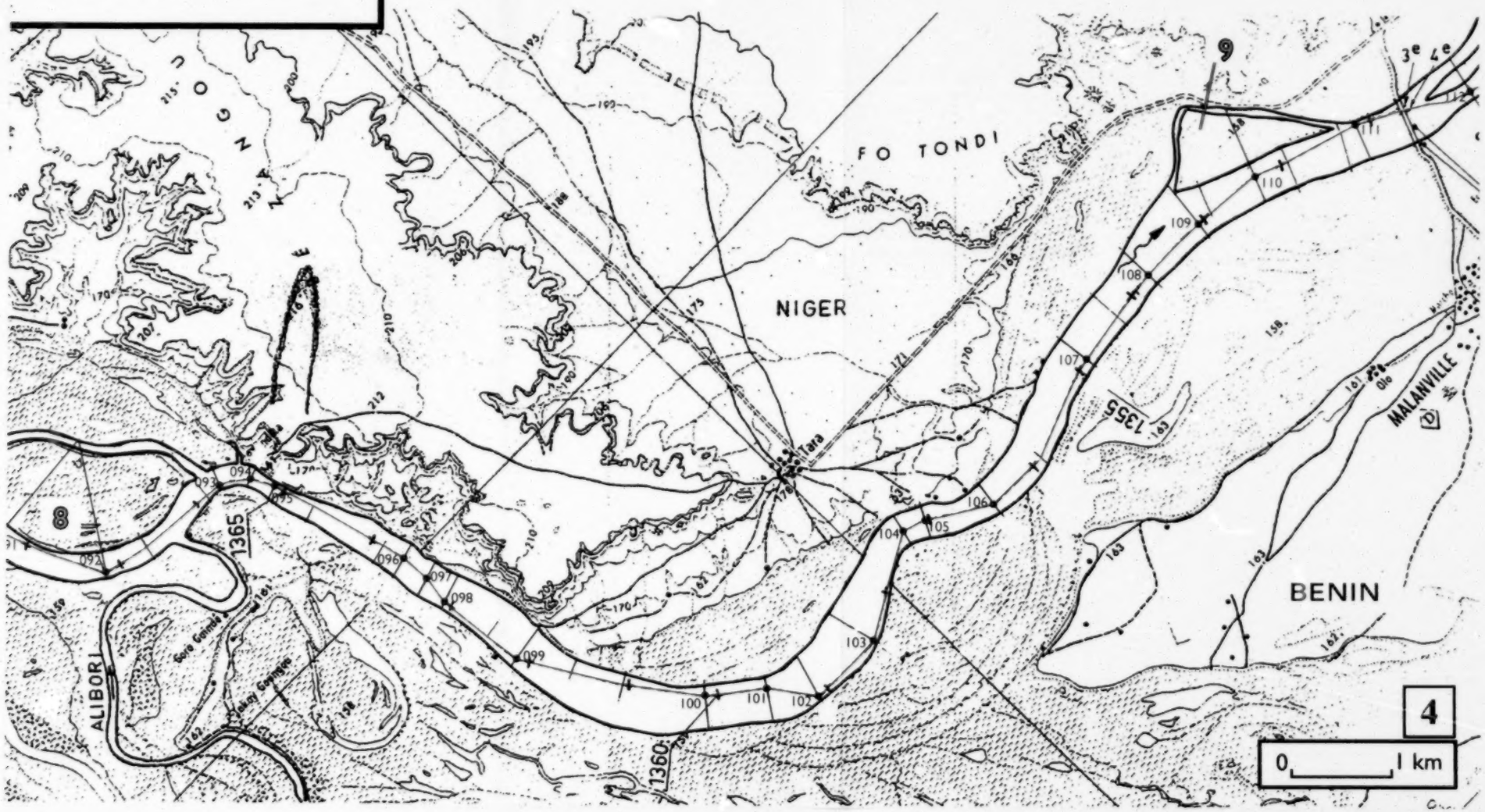


SKETCH-MAP No. 4

Boundary line between Benin and Niger
in the River Niger sector

p, referred to in paragraphs 115 and 117 of the Judgment of the
e case concerning the *Frontier Dispute (Benin/Niger)*, has been
for illustrative purposes only, on the basis of map No. 35
appended to the NEDECO report.

r,



CROQUIS N° 4

Ligne frontière entre le Bénin et le Niger
dans le secteur du fleuve Niger

Ce croquis, mentionné aux paragraphes 115 et 117 de l'arrêt de la Chambre en l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)*, a été établi, à des fins d'illustration seulement, sur la base de la carte n° 36 annexée au rapport NEDECO.

Le Président de la Chambre,

Raymond Ranjeva

President of the Chamber.

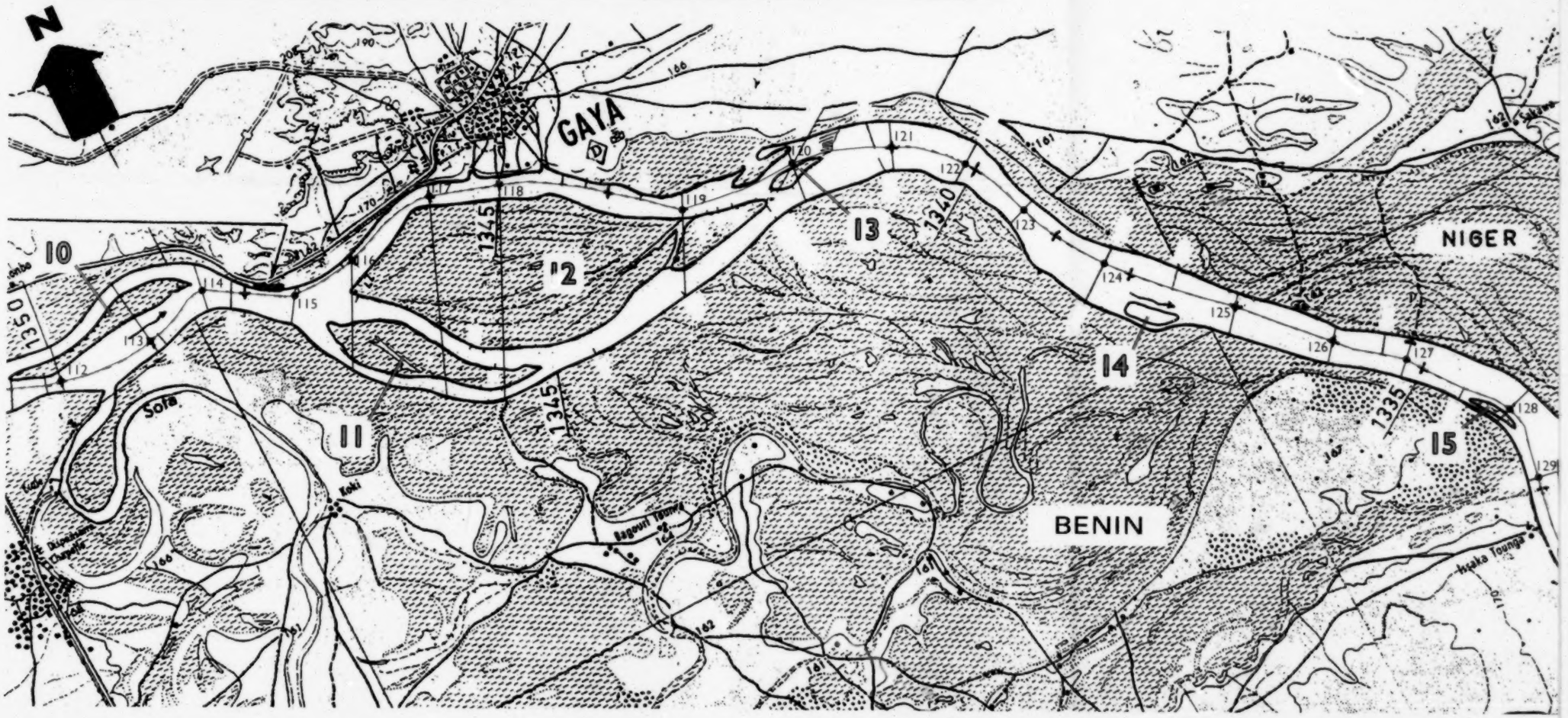
SKETCH-MAP No. 4

Boundary line between Benin and Niger
in the River Niger sector

This sketch-map, referred to in paragraphs 115 and 117 of the Judgment of the Chamber in the case concerning the *Frontier Dispute (Benin/Niger)*, has been prepared, for illustrative purposes only, on the basis of map No. 36 appended to the NEDECO report.

Le Greffier,

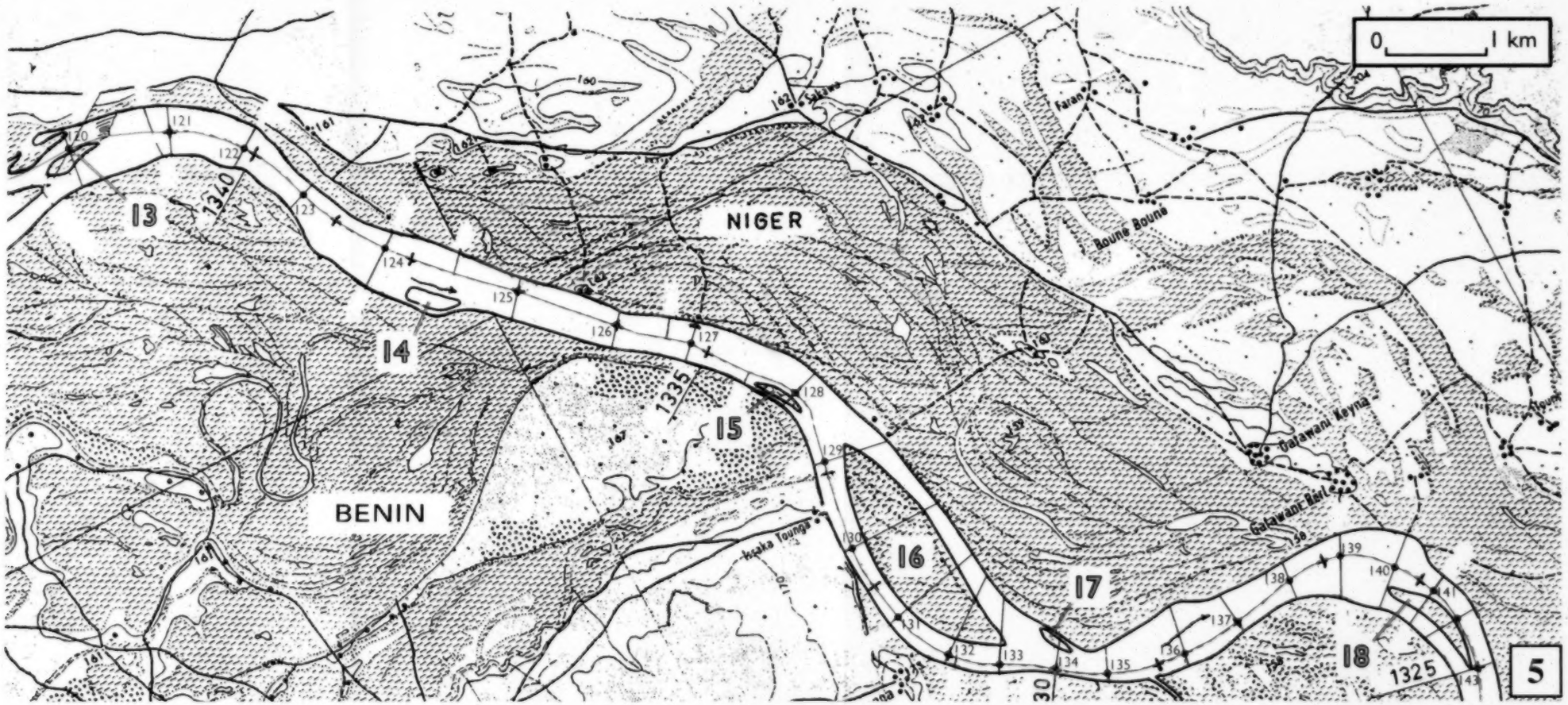
Registrar.



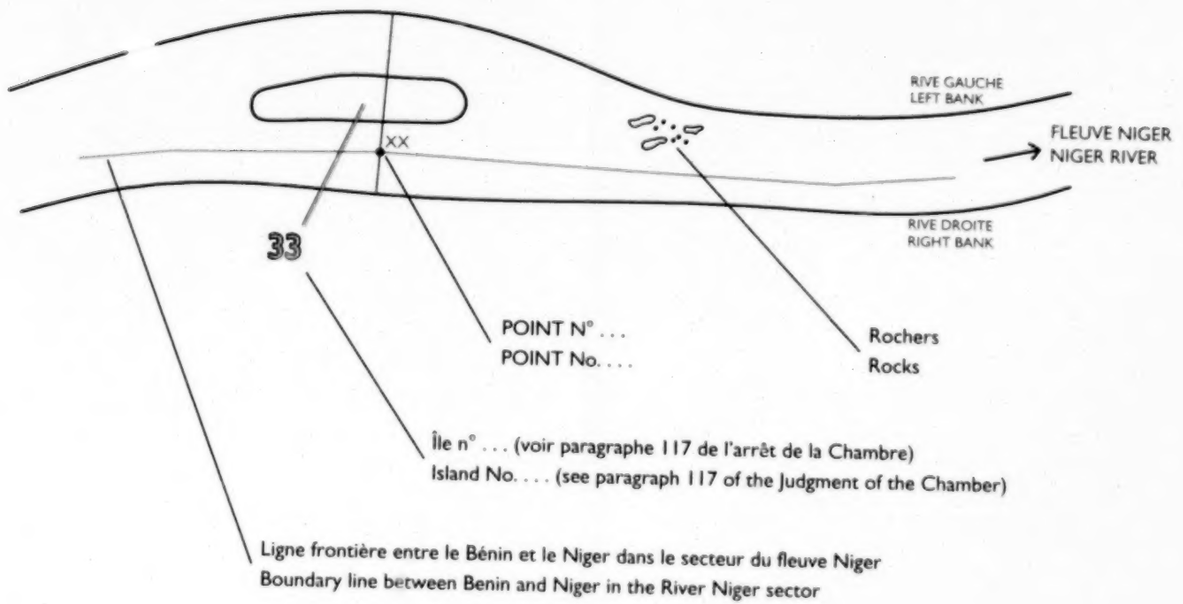
ETCH-MAP No. 4

: between Benin and Niger
River Niger sector

paragraphs 115 and 117 of the Judgment of the
ıg the *Frontier Dispute (Benin/Niger)*, has been
ırposes only, on the basis of map No. 36
d to the NEDECO report.



LEGENDE DU CROQUIS N° 4
LEGEND OF SKETCH-MAP No. 4



CROQUIS N° 4

Ligne frontière entre le Bénin et le Niger
dans le secteur du fleuve Niger

Ce croquis, mentionné aux paragraphes 115 et 117 de l'arrêt de la Chambre en l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)*, a été établi, à des fins d'illustration seulement, sur la base de la carte n° 37 annexée au rapport NEDECO.

Le Président de la Chambre,

Raymond Ranjeva

President of the Chamber.

SKETCH-MAP No. 4

Boundary line between Benin and Niger
in the River Niger sector

This sketch-map, referred to in paragraphs 115 and 117 of the Judgment of the Chamber in the case concerning the *Frontier Dispute (Benin/Niger)* has been prepared, for illustrative purposes only, on the basis of map No. 37 appended to the NEDECO report.

Le Greffier,

Registrar.

N

NIGER

NIGERIA

Vers la frontière avec le Nigéria
Towards the boundary with Nigeria

1325

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

1315

19

20

21

22

23

24

25

NIGERIA

BENIN

6

0 1 km

PRINTED IN THE NETHERLANDS

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-071012-6